

DÉLIBÉRATIONS CONSEIL MUNICIPAL DU 21 mars 2023

Le Maire atteste la télétransmission au contrôle de légalité de l'ensemble des délibérations, le 27 mars 2023.

Document publié sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte pour une durée minimale de 2 mois à compter du 28 mars 2023.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, les présentes délibérations peuvent faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Ordre du jour :

Désignation d'un secrétaire de séance

Approbation du procès-verbal de la séance du 31 janvier 2023

Information

2023-02-01 Décisions prises par le Maire par délégation du Conseil municipal

Commande publique

2023-02-02 Stérilisation et identification des chats libres sauvages - Partenariat avec la Fondation 30 millions d'amis

2023-02-03 SyDEV - Convention n°2023.EFF.0015 relative aux modalités techniques et financières de réalisation d'un effacement de réseau électrique rue Jean-IMBERT

2023-02-04 SyDEV - Convention n°2023.ECL.0171 relative aux modalités techniques et financières d'une opération d'éclairage public rue Jean-IMBERT

Domaine et patrimoine

2023-02-05 Patrimoine mobilier - Église Notre-Dame de l'Assomption – Avenant à la convention de partenariat et de mise à disposition relative aux fragments de vitraux issus des anciennes verrières du chœur de l'église Notre-Dame de l'Assomption

2023-02-06 Baptême d'un rosier évoquant la Ville de Fontenay-le-Comte - Convention entre la Ville et André Eve

2023-02-07 Patrimoine communal - Cession d'un ensemble immobilier situé 2 et 4 rue des Horts cadastré section AS numéros 699p, 700p, 701 et 702 au profit de l'entreprise sociale pour l'habitat Vendée Logement

2023-02-08 Patrimoine communal - Cession d'un hangar situé 4 rue de la Grue, cadastré section AS numéro 265 au profit de l'entreprise sociale pour l'habitat Vendée Logement

2023-02-09 Patrimoine communal - Cession d'un terrain à bâtir situé à l'angle de la rue François-ROY et de l'allée Henri-GUESDON cadastré section CD numéro 301 au profit de l'entreprise sociale pour l'habitat Vendée Logement

2023-02-10 Patrimoine communal - Cession des 10 et 10 bis rue de l'Ancien Hôpital cadastrés section AS n°330 et 331 au profit de M. Florian Gabillaud et M. Alexandre Zard

2023-02-11 Patrimoine communal - Cession d'un terrain cadastré section YW n°85 au profit de l'association Galia

2023-02-12 Patrimoine communal - Usine relais n°17 - Crédit-bail immobilier- Avenant - ADAPA FRANCE FONTENAY LE COMTE

2023-02-13 Opérations foncières et immobilières - Bilan 2022

2023-02-14 Patrimoine communal - Convention de maîtrise foncière entre l'EPF de la Vendée et la Ville de Fontenay-le-Comte - Bilan d'activité de l'EPF de la Vendée - Secteur Lussaud - Année 2022

Habitat et politique de la Ville

2023-02-15 Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale - Rapport annuel 2022

2023-02-16 Habitat - Lutte contre l'habitat indigne - Instauration de périmètres d'autorisation préalable et de déclaration de mise en location - Communication dématérialisée des demandes

2023-02-17 Habitat - Lutte contre l'habitat indigne - Instauration de périmètres d'autorisation préalable et de déclaration de mise en location - Protocoles et conventions relatifs aux échanges réciproques de données

Environnement

2023-02-18 Site ex-Prolifer Recycling - Construction d'un parc photovoltaïque au sol - Avis de la commune de Fontenay-le-Comte

Fonction publique

2023-02-19 Personnel communal - Modification du tableau des effectifs

2023-02-20 Personnel communal - Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) - Mise à jour

2023-02-21 Personnel communal - Emplois saisonniers 2023 - Création

2023-02-22 Personnel communal - Gratification des stagiaires de l'enseignement supérieur

2023-02-23 Dispositif d'accompagnement à l'obtention du brevet d'aptitude à la fonction d'animateur (BAFA) - Modification du règlement

2023-02-24 Convention de partenariat éducation nationale / ville - Participation des intervenants extérieurs - Approbation

Finances locales

2023-02-25 Finances - Taxe locale sur la publicité extérieure - Taux 2024

2023-02-26 Participation au dispositif « Préférence commerce » - Millésime 2023/2024

2023-02-27 ANRU PRIR Moulins Liot - Convention de co-financement de la mission OPC urbain par la Banque des Territoires

2023-02-28 Exercice 2023 - Site patrimonial remarquable - Attribution de subventions pour travaux

2023-02-29 Exercice 2023 - Attribution subventions aux associations

2023-02-30 Délibération cadre - Refonte des conventions de partenariat entre la Ville et les comités et associations de jumelage de Fontenay-le-Comte

2023-02-31 Jumelage entre les villes de Fontenay-le-Comte et Diosig - Fin du partenariat

2023-02-32 Exercice 2023 - Admissions en non-valeur

2023-02-33 Exercice 2023 - Créances éteintes

2023-02-34 Instruction budgétaire et comptable M57 - Fongibilité des crédits

2023-02-35 Exercice 2023 - Budget principal - Décision modificative n°1 - Approbation

Questions orales



**CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	27
Procurations	3
Absents	3

Objet :

2023-02-01 Décisions prises par le maire par délégation du conseil municipal

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

27/03/2023
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel adonné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

2023-02-01 DÉCISIONS PRISES PAR LE MAIRE PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Sur le rapport de M. Benjamin VERGNAUD, Adjoint au Maire

DROITS DE PRÉEMPTION URBAIN

37 dossiers ont été déposés et traités entre le 1^{er} janvier et le 2 mars 2023. Aucun dossier n'a fait l'objet d'une préemption par la Ville.

N° dossier	Date de dépôt	Réponses	Superficie Surf bâtie	Description N° parcelle
DIA 08509223 F 0001	06/01/2023	NON PREEMPTION 25/01/2023	5 247 m ²	BATI SUR TERRAIN PROPRE CD 371 - 372
DIA 08509223 F 0002	06/01/2023	TRANSMIS COMCOM	25 170 m ²	NON BATI ZA 126 - YW 162
DIA 08509223 F 0003	06/01/2023	NON PREEMPTION 25/01/2023	1 203 m ²	BATI SUR TERRAIN PROPRE BY 308
DIA 08509223 F 0004	09/01/2023	NON PREEMPTION 25/01/2023	7 032 m ²	NON BATI AM 142 - 427
DIA 08509223 F 0005	09/01/2023	NON PREEMPTION 25/01/2023	636 m ²	BATI SUR TERRAIN PROPRE BD 353
DIA 08509223 F 0006	10/01/2023	NON PREEMPTION 25/01/2023	1 831 m ²	BATI SUR TERRAIN PROPRE BL 345
DIA 08509223 F 0007	13/01/2023	NON PREEMPTION 25/01/2023	1 280 m ²	BATI SUR TERRAIN PROPRE AW 305 - 498
DIA 08509223 F 0008	13/01/2023	NON PREEMPTION 25/01/2023	1 543 m ²	BATI SUR TERRAIN PROPRE BX 102
DIA 08509223 F 0009	13/01/2023	NON PREEMPTION 25/01/2023	1 082m ²	NON BATI CB 323 -324
DIA 08509223 F 0010	18/01/2023	NON PREEMPTION 25/01/2023	459 m ²	BATI SUR TERRAIN PROPRE CB 136
DIA 08509223 F 0011	18/01/23	NON PREEMPTION 25/01/2023	252 m ²	BATI SUR TERRAIN PROPRE AL 256 - 260
DIA 08509223 F 0012	18/01/2023	NON PREEMPTION 25/01/2023	29 m ²	BATI SUR TERRAIN PROPRE AH 153
DIA 08509223 F 0013	24/01/2023	NON PREEMPTION 06/02/2023	44 m ²	BATI SUR TERRAIN PROPRE AT 21
DIA 08509223 F 0014	20/01/2023	NON PREEMPTION 06/02/2023	398 m ²	BATI SUR TERRAIN PROPRE BD 82
DIA 08509223 F 0015	20/01/2023	NON PREEMPTION 06/02/2023	1 549 m ²	BATI SUR TERRAIN PROPRE BV 535
DIA 08509223 F 0016	30/01/2023	NON PREEMPTION 06/02/2023	79m ²	BATI SUR TERRAIN PROPRE AS 239
DIA 08509223 F 0017	27/01/2023	NON PREEMPTION 06/02/2023	994 m ²	NON BATI AM 51
DIA 08509223 F 0018	27/01/2023	NON PREEMPTION 06/02/2023	833 m ²	BATI SUR TERRAIN PROPRE AL 295 - 294 - 618 - 292
DIA 08509223 F 0019	01/02/2023	NON PREEMPTION 06/02/2023	1 370 m ²	NON BATI BR 431 p
DIA 08509223 F 0020	03/02/2023	NON PREEMPTION 06/02/2023	1 070 m ²	BATI SUR TERRAIN PROPRE YB 153
DIA 08509223 F 0021	03/02/2023	NON PREEMPTION 06/02/2023	49 m ²	BATI SUR TERRAIN PROPRE BE 251 - 248 - 250
DIA 08509223 F 0022	03/02/2023	NON PREEMPTION 06/02/2023	360 m ²	BATI SUR TERRAIN PROPRE AL 185

DIA 08509223 F 0023	09/02/2023	NON PREEMPTION 02/03/2023	125 m²	BATI SUR TERRAIN PROPRE BV 412
DIA 08509223 F 0024	14/02/2023	NON PREEMPTION 16/02/2023	1 517 m²	BATI SUR TERRAIN PROPRE ZT 704
DIA 08509223 F 0025	08/02/2023	NON PREEMPTION 02/03/2023	130 M²	BATI SUR TERRAIN PROPRE BH 51 - 53
DIA 08509223 F 0026	09/02/2023	NON PREEMPTION 02/03/2023	900 m²	BATI SUR TERRAIN PROPRE CB 135
DIA 08509223 F 0027	09/02/2023	NON PREEMPTION 02/03/2023	1 301m²	BATI SUR TERRAIN PROPRE CE 51-52
DIA 08509223 F 0028	09/02/2023	NON PREEMPTION 02/03/2023	3 879 m²	NON BATI BW39
DIA 08509223 F 0029	10/02/2023	NON PREEMPTION 02/03/2023	1 027 m²	BATI SUR TERRAIN PROPRE AI 194
DIA 08509223 F 0030	15/02/2023	NON PREEMPTION 02/03/2023	585 m²	BATI SUR TERRAIN PROPRE AR 44
DIA 08509223 F 0031	21/02/2023	NON PREEMPTION 02/03/2023	700 m²	BATI SUR TERRAIN PROPRE AK 84
DIA 08509223 F 0032	21/02/2023	NON PREEMPTION 02/03/2023	625 m²	BATI SUR TERRAIN PROPRE AW 171
DIA 08509223 F 0033	20/02/2023	NON PREEMPTION 02/03/2023	29 m²	BATI SUR TERRAIN PROPRE AH 153
DIA 08509223 F 0034	23/02/2023	NON PREEMPTION 02/03/2023	154 m²	BATI SUR TERRAIN PROPRE AS 814
DIA 08509223 F 0035	23/02/2023	NON PREEMPTION 02/03/2023	248 m²	BATI SUR TERRAIN PROPRE BH 136
DIA 08509223 F 0036	24/02/2023	NON PREEMPTION 02/03/2023	1 987 m²	BATI SUR TERRAIN PROPRE AW 240 -311

Deux dossiers relatifs au droit de préemption de fonds de commerces, artisanaux et baux commerciaux ont été déposés. Aucun dossier n'a fait l'objet d'une préemption.

N° dossier	Date de dépôt	Réponses	Superficie Surf bâtie	Description N° parcelle
DCC 08509223F0001	20/01/2023	NON PREEMPTION 25/01/2023		FONDS DE COMMERCE SALON DE COIFFURE MOULINS LIOTS
DCC 08509223F0002	13/02/23	NON PREEMPTION 14/02/2023		BAIL COMMERCIAL SALON DE COIFFURE (BEL AIR)

DÉCISIONS

Numéro	SERVICE	OBJET	Signataire	Date de signature
D2022-219	Médiathèque	Convention de partenariat pour le développement de la lecture en milieu pénitentiaire avec la Maison d'arrêt de Fontenay-le-Comte	M. le Maire	12/05/2022
D2022-358	DGS	Convention de prêt de la maquette du projet du Quai de la Gare à la Ville de Dompierre-sur-Yon dans le cadre de l'exposition "Les Maquettes de Joël CONSTANT" du 21mars au 28 avril 2023	M le Maire	23/02/2023
D2023-001	DAJ	Avenant de résiliation de la parcelle n° 29 située Jardins des Horts	M. le Maire	10/02/2023
D2023-048	Vie Asso	Avenant n°3 à la convention cadre D2020-337 relatif aux montants des aides directes et la valorisation des aides indirectes pour 2023 avec l'association Les Feux follets	M. le Maire	08/02/2023
D2023-052	Culture	Convention relative à la mise à disposition de l'Espace culturel et de congrès René-Cassin - La Gare à Loire Evènement Organisation pour le salon de l'habitat du 10 au 12 mars 2023	M. le Maire	05/01/2023
D2023-074	Culture	Convention de location de l'Espace culturel René-Cassin La Gare le dimanche 5 février 2023 à l'AMICALES DES FAMILLES DU SUD VENDEE	M. Mignet	11/01/2023
D2023-083	Culture	Convention pour la visite de la cour du Château Gaillard le 25 janvier 2023 dans le cadre de la programmation Ville d'art et d'histoire	M. le Maire	12/01/2023
D2023-084	Culture	Convention de partenariat avec la Cie Zébrophone pour l'organisation d'interventions contées dans le cadre des stages patrimoine durant les vacances scolaires d'hiver à destination des enfants du 21 au 24 février 2023	M. le Maire	09/12/2022
D2023-085	Culture	Contrat de cession du spectacle "La mécanique du Hasard" par la compagnie Tréteaux de France le 10 février 2023 à l'Espace culturel René-Cassin La Gare	Mme SAINT CYR	03/01/2023
D2023-085b	DAJ	Convention de mise à disposition au SYCODEM d'une partie du terrain cadastrée AX n° 396, 397 et 398 sis Jéricho Sud au pour l'installation d'une végétation	M. le Maire	15/01/2023
D2023-086	DAJ	Avenant n°1 au bail d'habitation du 74 rue de Saint-Médard au profit de M. et Mme CLAIN-COUTANT	M. le Maire	14/02/2023

D2023-087	Jeunesse	Demande de subvention DETR 2023 dans le cadre des travaux de réhabilitation de la Maison de l'enfance	M. le Maire	25/01/2023
D2023-090	Sport	Avenant n°3 à la convention cadre D2020-005 relatif aux montants des aides directes et la valorisation des aides indirectes pour 2023 avec l'association l'Abeille fontenaisienne	M. le Maire	08/02/2023
D2023-091	Sport	Avenant n°1 à la convention cadre D2020-084 relatif aux montants des aides directes et la valorisation des aides indirectes pour 2023 avec l'association Amicale laïque (section Roller)	M. le Maire	08/02/2023
D2023-092	Sport	Avenant n°3 à la convention cadre D2020-017 relatif aux montants des aides directes et la valorisation des aides indirectes pour 2023 avec l'association Savate Boxe fontenaisienne	M. le Maire	08/02/2023
D2023-093	Sport	Avenant n°3 à la convention cadre D2020-008 relatif aux montants des aides directes et la valorisation des aides indirectes pour 2023 avec l'association Canoë kayak Fontenay-le-Comte	M. le Maire	08/02/2023
D2023-094	Sport	Avenant n°3 à la convention cadre D2020-009 relatif aux montants des aides directes et la valorisation des aides indirectes pour 2023 avec l'association CAPAF	M. le Maire	08/02/2023
D2023-095	Sport	Avenant n°3 à la convention cadre D2020-010 relatif aux montants des aides directes et la valorisation des aides indirectes pour 2023 avec l'association DOM TOM	M. le Maire	08/02/2023
D2023-096	Sport	Avenant n°3 à la convention cadre D2020-011 relatif aux montants des aides directes et la valorisation des aides indirectes pour 2023 avec l'association Cercle de l'escrime	M. le Maire	08/02/2023
D2023-097	Sport	Avenant n°3 à la convention cadre D2020-012 relatif aux montants des aides directes et la valorisation des aides indirectes pour 2023 avec l'association FOBAC	M. le Maire	08/02/2023
D2023-098	Sport	Avenant n°3 à la convention cadre D2020-314 relatif aux montants des aides directes et la valorisation des aides indirectes pour 2023 avec l'association La Fontenaisienne gymnastique	M. le Maire	08/02/2023
D2023-099	Sport	Avenant 3 à la convention D2020-015 - Aides directes et indirectes 2023 Pétanque Vendée Fontenay	M. le Maire	08/02/2023
D2023-100	Sport	Avenant n°3 à la convention cadre D2020-016 relatif aux montants des aides directes et la valorisation des aides indirectes pour 2023 avec l'association Pierre Blanche	M. le Maire	08/02/2023
D2023-101	SPORT	Avenant n°3 à la convention cadre D2020-029 relatif aux montants des aides directes et la valorisation des aides indirectes pour 2023 avec l'association Salam	M. le Maire	08/02/2023
D2023-102	Sport	Avenant n°2 à la convention cadre D2020-398 relatif aux montants des aides directes et la valorisation des aides indirectes pour 2023 avec l'association Tennis club fontenaisien	M. le Maire	08/02/2023
D2023-103	Sport	Avenant n°3 à la convention cadre D2020-020 relatif aux montants des aides directes et la valorisation des aides indirectes pour 2023 avec l'association Tennis de table club fontenaisien	M. le Maire	08/02/2023
D2023-104	Sport	Avenant n°3 à la convention cadre D2020-022 relatif aux montants des aides directes et la valorisation des aides indirectes pour 2023 avec l'association Tir à l'arc fontenaisien	M. le Maire	08/02/2023
D2023-106	Sport	Avenant n°3 à la convention cadre D2020-023 relatif aux montants des aides directes et la valorisation des aides indirectes pour 2023 avec l'association Twirling club Fontenaisien	M. le Maire	08/02/2023
D2023-107	Sport	Avenant n°2 à la convention cadre D2020-025 relatif aux montants des aides directes et la valorisation des aides indirectes pour 2023 avec l'association Volley ball club fontenaisien	M. le Maire	08/02/2023
D2023-108	Sport	Avenant n°3 à la convention cadre D2020-006 relatif aux montants des aides directes et la valorisation des aides indirectes pour 2023 avec l'association Afac 85	M. le Maire	08/02/2023
D2023-110	SPORT	Avenant n°3 à la convention cadre D2020-027 relatif aux montants des aides directes et la valorisation des aides indirectes pour 2023 avec l'association Club canin	M. le Maire	08/02/2023
D2023-111	Sport	Avenant n°3 à la convention cadre D2020-028 relatif aux montants des aides directes et la valorisation des aides indirectes pour 2023 avec l'association Education canine sport Plaisir 85	M. le Maire	08/02/2023
D2023-112	Sport	Avenant n°3 à la convention cadre D2020-024 relatif aux montants des aides directes et la valorisation des aides indirectes pour 2023 avec l'association Jack's suns ultimate	M. le Maire	08/02/2023
D2023-113	Sport	Avenant n°3 à la convention cadre D2020-026 relatif aux montants des aides directes et la valorisation des aides indirectes pour 2023 avec l'association Yoga Club Fontenaisien	M. le Maire	08/02/2023
D2023-114	DAJ	Demande de subvention DETR 2023 pour l'aménagement de la Maison France services dans les lots de la copropriété n°15 à 17 du centre commercial des Moulins Liot	M. le Maire	31/01/2023
D2023-115	Culture	Contrat de cession du spectacle "Passagers" par 7 TOURS PRODUCTIONS le 17 janvier 2023 à l'Espace culturel et de congrès René-Cassin - La Gare	Mme SAINT CYR	19/01/2023
D2023-118	Culture	Convention relative à la mise à disposition de l'Espace Culturel René-Cassin La Gare au Comité départemental de danse de Vendée FFD pour la manifestation Regards chorégraphiques interdépartementaux le 10 février 2023	Mme SAINT CYR	01/02/2023
D2023-119	Culture	Contrat de mise à disposition du théâtre municipal à l'association AMISUV le 1 ^{er} avril 2023 dans le cadre de la manifestation Migrants de Matéi Visniée	M. Mignet	01/02/2023
D2023-120	Culture	Contrat avec l'artiste Denis BOISSY pour l'exposition « Les créatures du fantastique s'affichent » à la médiathèque Jim-Dandurand du 4 au 25 mars 2023, dans le cadre du Festival du Film de Fontenay	Mme SAINT CYR	24/01/2023

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le



ID : 085-218500924-20230321-DEL_2023_02_01-DE

D2023-121	Culture	Contrat de cession du spectacle « Le Réveil Maman » de la Cie Sweet Tracteur à la Médiathèque le 8 mars 2023 dans le cadre de la programmation Rendez-vous contes	Mme SAINT CYR	08/02/2023
D2023-122	DAJ	Remboursement d'un montant de 706,03 € par Groupama dans le cadre du sinistre 2022-17 – dommages aire de camping-cars	M. le Maire	08/02/2023
D2023-123	Sport	Convention tripartite entre la Ville, la Région Pays de la Loire et le Lycée Bel Air pour la mise à disposition à titre payant des équipements sportifs municipaux pour 2023	M. le Maire	12/12/2022
D2023-124	Culture	Convention de mise à disposition de l'Espace culturel René-Cassin La Gare le samedi 6 mai 2023 au Comité d'animation de Saint-Médard	M Mignet	08/02/2023
D2023-126	Culture	Contrat de cession du spectacle « Pourquoi les poules préfèrent être élevées en batterie » de la Cie La Martingale (J. ROUGER) le 18 février 2023 au Théâtre municipal dans le cadre de la programmation Rendez-vous Contes	Mme SAINT CYR	08/02/2023
D2023-127	DAJ	Convention relative à l'organisation d'une exposition « Danse en cœur » en partenariat avec l'association Cows Lick à l'Espace culturel René-Cassin La Gare et au futur local Maison des Habitants du 31 janvier au 20 mars 2023	M. le Maire	30/01/2023
D2023-128	Culture	Convention de résidence de création au théâtre municipal du 2 au 6 février 2023 avec l'entreprise Mes cousines productions	Mme SAINT CYR	16/01/2023
D2023-129	Culture	Contrat de cession du spectacle « Les pirates attaquent » par Boum Boum Productions les 4 et 5 mai 2023 à l'Espace culturel et de congrès René-Cassin – La Gare dans le cadre de la saison culturelle 2022-2023	Mme SAINT CYR	16/01/2023
D2023-130	Culture	Contrat de cession du spectacle « La nuit du Cerf » par Blue Line Productions le 28 mars 2023 à l'Espace culturel et de congrès René-Cassin – La Gare dans le cadre de la saison culturelle 2022-2023	Mme SAINT CYR	20/01/2023
D2023-134	DGS	Décision de gratuité de disques de stationnement remis aux nouveaux foyers fontenaisiens dans le cadre de la manifestation « Accueil des nouveaux fontenaisiens » prévue le 18 novembre 2023	M. le Maire	17/02/2023
D2023-135	DAJ	Demande de subvention DETR pour la création d'une maison des habitants et l'aménagement de l'espace France Services dans le cadre du PRIR Moulins Liot de Fontenay-le-Comte	Mme LÉGERON	31/01/2023
D2023-140	Culture	Convention de mise à disposition à l'Amicale philatélique et La Poste, de la salle d'honneur et salles annexes ainsi que du matériel dans le cadre du lancement et la vente du timbre commémoratif des 600 ans de Notre-Dame de l'Assomption du 6 au 11 avril 2023	M. le Maire	28/02/2023
D2023-144	DAJ	Vente de biens mobiliers divers – Mobilier scolaire et autres	M. le Maire	03/03/2023
D2023-147	DAJ	Vente de biens mobiliers divers – PC informatique	M. le Maire	06/03/2023

CONCESSIONS FUNÉRAIRES

NUMEROS D'ORDRE	NOMS et PRÉNOMS Des concessionnaires	NATURE de la concession	SUPERFICIE	CIMETIÈRE	Situation Du CARRÉ	DATE de l'ACTE
9884	GAUTRON Christel	50 ans	2m ²	Notre-Dame	C04/P0726	14/12/2022
9886	CHEVRIER Patrick	30 ans	2m ²	Notre-Dame	C04/P0728	27/12/2022
9888	BRICOT Jacques	30 ans	1m ²	Notre-Dame	C11JU/P0077	09/01/2023
9854	LENESTOUR Hélène	30 ans	2m ²	Saint-Jean	C10/P0021	02/08/2022
9889	MEZIERE Michelle	30 ans	1m ²	Notre-Dame	C11JU/P0078	11/01/2023
9892	GROLLEAU Jacques	30 ans	Case columbarium	Charzais	C06/P0005E	23/01/2023
9890	AUNEAU Gilbert	30 ans	1m ²	Charzais	C06JU/P0010	17/01/2023
9849	VAIDIE Vaninna	30 ans	Case columbarium	Notre-Dame	C11/P0005C	13/06/2022
9881	LANGELIN Madeleine	30 ans	2m ²	Charzais	C08/P0027	13/01/2023
9895	CARRE Annie	50 ans	2m ²	Charzais	C05/P0002	17/02/2023

MARCHÉS

OBJET	PRESTATAIRE	CODE POSTAL	Date de signature	Montant H.T.	Montant TTC
TRAVAUX					
TRAVAUX DE 0 à 39 999,99 € H.T.					
TRAVAUX DE 40 000 à 99 999,99 € H.T.					
TRAVAUX DE 100 000,00 à 999 999,99 € H.T.					
FOURNITURES ET SERVICES					
SERVICES DE 0 à 39 999,99 € H.T.					
Location et entretien des vêtements de travail de la ville de Fontenay le Comte	INITIAL	85250	26/01/2023	28 368,36 €	34 042,03 €
Location et entretien d'hygiène textile - Cuisine centrale	KALHYGE	44000	26/01/2023	3 228,72 € /an soit 9686,16 € pour 3ans	3 874,46 € /an soit 11623,39 € pour 3 ans
Régulation des nuisibles - Cuisine centrale	VENDEE HOME PROTECT	85190	26/01/2023	229,97 € /an soit 459,94 € pour 2 ans	275,96 € / an soit 551,93 € pour 2 ans
Mise en propreté des systèmes de ventilation - Cuisine centrale	HQ AIR	85170	26/01/2023	1 980 € /an soit 3 960 € pour 2 ans	2 376 € /an soit 4 752 € pour 2 ans
Maintenance des ascenseurs	ABH	35742	07/02/2023	5 754,99 €	6 905,97 €
Maintenance plate forme PMR et monte charges	ABH	35742	07/02/2023	1 896,77 €	2 276,11 €
ADAP 2023- contrôle technique de 5 ERP	SOCOTEC	85036	09/02/2023	1 500,00 €	1 800,00 €
Diagnostic amiante maison France Services	E maidiag	85120	13/02/2023	1 260,00 €	1 512,00 €
Maintenance ascenseur Maison des Associations	OTIS	85430	06/02/2023	779,70 €	935,64 €
Maintenance ascenseurs Les Halles	OTIS	85430	06/02/2023	1 422,22 €	1 706,66 €
SERVICES DE 40 000 à 89 999,99 € H.T.					
Avenant n°1 - marché entretien et ramassage / livraison des blouses des agents des écoles	C2K PRESSING	85200	15/02/2023	342,00 €	410,40 €
SERVICES DE 90 000 à 999 999,99 € H.T.					

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **PREND ACTE** des décisions prises par le M. le Maire par délégation.

Le secrétaire de séance,

Pascal PLAUT



Le Maire,

Ludovic HOCBON

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	28
Procurations	3
Absents	2

Objet :

2023-02-02 Stérilisation et
identification des chats libres sauvages
- Partenariat avec la Fondation 30
millions d'amis

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le
caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à
R421-5 du code de la justice
administrative, la présente délibération
peut faire l'objet d'un recours contentieux
devant le Tribunal Administratif de Nantes
– 6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 –
44041 NANTES CEDEX 01 – dans un
délai de 2 mois à compter de sa publication
ou de sa notification. La juridiction
administrative peut aussi être saisie par
l'application Télérecours citoyens
(<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de
Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point
n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21),
Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point
n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16
et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35),
M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours
du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien,
Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et
Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle,
Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe,
M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu,
Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n°
2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13),
Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT
Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal,
Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-
Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-
02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick,
M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point
n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17),
M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO
Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON
Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à
M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a
donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

**Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au
nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.**

**2023-02-02 STÉRILISATION ET IDENTIFICATION DES CHATS LIBRES
SAUVAGES – PARTENARIAT AVEC LA FONDATION 30 MILLIONS D'AMIS**

Sur le rapport de Mme Anne HUETZ, Adjointe au Maire

Vu les articles L.2212-1 et L.2212-2 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu les articles L.211.21 à L.211.24 et L.211-27 du Code rural et de la pêche maritime ;

Considérant que la prolifération des chats libres sauvages sur le territoire communal engendre des problèmes de salubrité publique et de souffrance animale ;

Considérant que la Ville de Fontenay-le-Comte souhaite renouveler une opération d'identification et de stérilisation des chats libres sauvages sur le territoire communal pour l'année 2023 avec la Fondation 30 millions d'amis ;

Considérant les termes du partenariat :

- La Collectivité devra se rapprocher d'un vétérinaire qui applique les tarifs fixés par la Convention, à savoir 80 euros TTC pour un mâle et 100 ou 120 euros TTC pour une femelle, stérilisation et identification comprises.
- Les chats libres sauvages seront identifiés au nom de la « Fondation 30 millions d'amis – 40 cours Albert 1er – 75 008 PARIS »,
- La Fondation rémunérera le prestataire vétérinaire choisi par la Ville dans la limite de 2700 euros et participera à hauteur de 50% du coût global estimé à 2700 euros,
- La Ville de Fontenay-le-Comte versera à la Fondation une somme de 1350 euros, soit 50% du coût global estimé à 2700 euros.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

31 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **DÉCIDE** de poursuivre la campagne de trappage, d'identification et de stérilisation des chats libres sauvages sur le territoire communal pour l'année 2023 ;

- **APPROUVE** le partenariat avec la Fondation 30 millions d'amis dans le cadre des opérations de stérilisation et d'identification des chats libres sauvages sur le territoire communal selon les dispositions de la convention annexée ;

- **DÉCIDE que** la Ville versera à la Fondation 30 millions d'amis une somme de 1350 euros pour l'année 2023 ;

- **RAPPELLE que** la Fondation 30 millions d'amis rémunérera le prestataire vétérinaire choisi par la Ville et participera à hauteur de 50% pour la stérilisation et l'identification de 30 chats libres sauvages ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de stérilisation et d'identification des chats libres sauvages à intervenir avec la Fondation 30 millions d'amis pour 2023 et tous documents relatifs à ce dossier.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON

CONVENTION 2023 de stérilisation et d'identification des **chats libres sauvages**

ENTRE :

La municipalité de FONTENAY LE COMTE

9 rue Georges Clemenceau - Hôtel de ville

85200 FONTENAY LE COMTE

Représentée par son Maire, Monsieur Ludovic HOCBON

D'UNE PART,

ET

La Fondation 30 Millions d'Amis

40 cours Albert 1^{er}

75008 PARIS

Représentée par son Directeur Administratif et Financier, Monsieur Régis BOHN

Ci-après définies « les parties »

D'AUTRE PART.

IL EST EXPOSÉ ET CONVENU CE QUI SUIIT :

TITRE I – EXPOSÉ

La municipalité de FONTENAY LE COMTE s'est rapprochée de la Fondation 30 Millions d'Amis en raison de son expertise reconnue et de son savoir-faire en matière de régulation et de gestion des populations de chats libres.

La gestion des chats libres est délicate et il est impératif de gérer leurs populations en maîtrisant leur prolifération. Un couple de chats non stérilisé peut théoriquement engendrer une descendance de plus de 20 000 individus en quatre ans.

Une solution a maintes fois fait ses preuves : la stérilisation. Née du constat que l'euthanasie ou le déplacement des colonies de chats est inefficace contre la pullulation, cette pratique, reconnue par tous les experts mondiaux et en particulier ceux de l'Organisation Mondiale de la Santé, respecte la sensibilité de nos concitoyens devant la vie des animaux de compagnie.

D'une part, la stérilisation stabilise automatiquement la population féline qui continue de jouer son rôle de filtre contre les rats, souris, etc. D'autre part, elle enrayer le problème des odeurs d'urine et des miaulements des femelles en période de fécondité.

Par ailleurs, le chat étant un animal territorial, ceux présents sur un site introduire. Si des chats résident en un lieu, c'est qu'il existe en effet un biotope favorable et les éradiquer entraîne leur remplacement spontané et immédiat par d'autres.

TITRE II – CONVENTION

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION :

1.1 – La présente convention encadre la mise en place d'une action visant à maîtriser les populations de chats libres sans propriétaire par le contrôle de leur reproduction, en accord avec la législation en vigueur ci-dessous mentionnée.

La présente convention concerne uniquement les chats libres sauvages qui doivent être relâchés sur leur lieu de trappage après leur stérilisation et leur identification.

La présente convention n'est pas applicable aux chats sociables adoptables ou aux chats/chatons pouvant être sociabilisés.

1.2 – Elle détermine les obligations de chacune des parties intervenant dans les campagnes de stérilisation des chats libres sans propriétaire ou sans « détenteur » vivant sur le domaine public de la municipalité de FONTENAY LE COMTE.

1.3– Cette convention détermine :

- L'expression des besoins de la municipalité de FONTENAY LE COMTE conformément au questionnaire 2023 annexé à la présente convention ;
- Les modalités de prise en charge des frais de stérilisations et de puces électroniques par la Fondation 30 Millions d'Amis et la municipalité de FONTENAY LE COMTE.

ARTICLE 2 – MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT :

2.1 – Obligations de la municipalité de FONTENAY LE COMTE et de la Fondation 30 Millions d'Amis

2.1.1 - Le budget global est établi en fonction du nombre de chattes/chats recensé(e)s dans le questionnaire annexé à la présente convention. La municipalité et la Fondation 30 Millions d'Amis participeront financièrement, chacune, à hauteur de 50 % des frais des stérilisations et des puces électroniques, à hauteur des montants maximums suivants :

- **80 € TTC pour une castration + puce électronique (avec marquage PE dans l'oreille)**
- **100 € TTC pour une ovariectomie + puce électronique (avec marquage PE dans l'oreille)**
- **Et exceptionnellement 120 € TTC pour une ovariohystérectomie + puce électronique (avec marquage PE dans l'oreille)**

2.1.2 - La municipalité de FONTENAY LE COMTE s'engage à verser à la Fondation 30 Millions d'Amis sa participation financière de 50 %, avant toute opération de capture. Cette participation devra être versée par virement bancaire à l'aide du RIB annexé à la convention et en indiquant obligatoirement la référence : CM2023-254.

Le courrier joint à la présente convention, mentionnant le montant de la participation financière de la municipalité de FONTENAY LE COMTE, tient lieu de justificatif.

2.1.3 - La Fondation 30 Millions d'Amis, après réception de la puce électronique de la municipalité de FONTENAY LE COMTE, s'engage à participer à hauteur du même montant.

2.1.4 – Les frais de stérilisations et d'identification définis par la présente convention, seront directement réglés par la Fondation 30 Millions d'Amis au(x) vétérinaire(s) librement choisi(s) par la municipalité.

Lesdites factures devront être établies directement au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis, en faisant obligatoirement apparaître :

- Le code postal et le nom de la municipalité ;
- La date et la nature de l'acte pratiqué ;
- Le numéro de puce électronique effectué. Sur I-CAD, dans la case « Nom d'usage » de l'animal, après le nom du chat, rajouter le nom de la mairie et son code postal.

Sans numéros de puces électroniques, les factures ne seront pas prises en compte et ne seront donc pas réglées.

Si les montants facturés par le(s) vétérinaire(s) étaient supérieurs aux montants indiqués dans la présente convention, le surplus pourra être facturé à part directement à la mairie. Nous vous conseillons donc de vous rapprocher au plus tôt de vos vétérinaires pour obtenir des devis.

La Fondation ne règlera pas les stérilisations et identifications effectuées avant la date de commencement de la présente convention. (cf. Titre III)

2.1.5 - Pour des raisons comptables, la participation financière des deux parties devra être utilisée impérativement au plus tard le 31 décembre 2023. Passé cette date, la participation de la municipalité de FONTENAY LE COMTE ne pourra ni être remboursée ni être reportée sur l'année suivante.

2.2 – Obligations de la municipalité de FONTENAY LE COMTE

2.2.1 - Dans le cadre défini par l'article L.211-27 du Code Rural, le maire, par arrêté, fera capturer les chats libres non identifiés, en état de divagation, sans propriétaire ou sans « détenteur » et vivant en groupe dans les lieux publics de la commune. Il fera procéder à leur stérilisation et à leur identification préalablement à leur relâcher dans ces mêmes lieux.

De même, comme prévu par l'article L.211-27 du Code Rural, le nourrissage de ces populations est autorisé sur les lieux de leur capture.

2.2.2 – Selon les modalités prévues par l'article R.211-12 du Code rural, lorsque des campagnes de capture des chats libres sont envisagées sur tout ou partie du territoire de la commune, la municipalité de FONTENAY LE COMTE en informe la population, par affichage et publication dans la presse locale, des lieux, jours et heures prévus, au moins une semaine avant leur mise en œuvre.

2.2.3 - Lorsqu'un chat est trappé, la municipalité de FONTENAY LE COMTE s'oblige en première intention à vérifier si l'animal est identifié afin, le cas échéant, de le restituer à son propriétaire.

2.2.4 - Seuls pourront être relâchés en un lieu les chats qui y ont été préalablement capturés ; aucun chat d'une autre origine géographique ne doit y être introduit.

2.2.5 - Les chats capturés et identifiés par la municipalité de FONTENAY LE COMTE, ne pourront être restitués à leur éventuel propriétaire, sont amenés chez un vétérinaire de son choix avant d'être relâchés sur leur lieu de trappage.

2.2.6 - Les opérations de capture, de transport et de garde des animaux sont intégralement pris en charge par la municipalité de FONTENAY LE COMTE.

2.2.7 - Les animaux sans propriétaire ou dont le propriétaire est inconnu et qui ne pourront être relâchés (maladie, problèmes sanitaires, très jeunes chatons...) devront être conduits en fourrière comme le prévoit la loi.

2.3 – Obligations de la Fondation 30 Millions d'Amis

2.3.1 – L'identification des chats par puce électronique se fera au nom de la « Fondation 30 Millions d'Amis – 40 cours Albert 1^{er} – 75008 PARIS », enregistrée sur I-CAD en tant que professionnel sous le numéro de SIRET 325 215 085 00029.

2.3.2 – La Fondation 30 Millions d'Amis ne prend en charge que les soins liés à la stérilisation et l'identification. Si un chat sauvage identifié au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis nécessite des soins vétérinaires d'urgence, cette décision devra être validée en concertation avec un vétérinaire choisi par la municipalité de FONTENAY LE COMTE et la Fondation 30 Millions d'Amis.

Les frais pouvant être exceptionnellement pris en charge par la Fondation 30 Millions d'Amis doivent obligatoirement et cumulativement :

- Être des frais d'urgence
- Concerner des chats déjà identifiés au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis
- Avoir fait l'objet d'un devis détaillé et validé par la Fondation 30 Millions d'Amis

Les frais qui concernent les chats amenés pour stérilisation et identification et qui nécessitent des soins, ne seront en aucun cas pris en charge par la Fondation 30 Millions d'Amis. Ces chats doivent être amenés à la fourrière, comme le prévoit la loi.

Le devis détaillé devra être établi directement au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis, en faisant obligatoirement apparaître le numéro d'identification du chat concerné, le nom de la commune concernée et devra être adressé à l'adresse mail suivante : direction.chu@30millionsdamis.fr

Aucun frais ne sera pris en charge par la Fondation 30 Millions d'Amis, en l'absence de validation au préalable par ses services.

ARTICLE 3 – GESTION DE POPULATIONS DE CHATS STERILISES ET INFORMATION DU PUBLIC

3.1 – La gestion, le suivi sanitaire (voir article 2.3.2) et les conditions de garde des populations félines visées à l'article L.211-27 du code Rural et de la pêche maritime seront placés sous la responsabilité de la municipalité de FONTENAY LE COMTE.

3.2 – La municipalité de FONTENAY LE COMTE s'engage, après la mise en place d'une opération, à ne pas procéder à la capture des populations de chats stérilisés et identifiés au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis.

3.3 – La municipalité de FONTENAY LE COMTE s’engage à informer la population de la commune de la mise en place d’une entreprise en partenariat avec la Fondation 30 Millions d’Amis en faveur des chats libres – notamment en apposant en mairie l’affiche fournie par la Fondation 30 Millions d’Amis valorisant le partenariat – et en rappelant aux propriétaires leurs obligations envers leurs animaux.

3.4 – D’après les expériences déjà conduites, il est vivement conseillé de dédier un endroit avec abris aux populations de chats libres stérilisées et identifiées.

TITRE III : VALIDITE ET DUREE DE LA CONVENTION

Article 1 :

La présente convention doit être retournée signée par la municipalité de FONTENAY LE COMTE, à la Fondation 30 Millions d’Amis, dans un délai maximum de 3 mois après sa date de création.

La présente convention prend effet après signatures par les parties, à compter de sa date de création (sans pouvoir être antérieur au 1^{er} janvier 2023).

Article 2 :

La présente convention ne sera pas reconduite tacitement. Pour l’année civile suivante, une nouvelle demande écrite devra être adressée par la municipalité de FONTENAY LE COMTE à la Fondation 30 Millions d’Amis.

Fait à Paris, le 31 janvier 2023

Pour la Fondation 30 Millions d’Amis

Pour la municipalité de FONTENAY LE COMTE

Régis BOHN, Directeur Administratif et Financier

Ludovic HOCBON, Maire



**CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	28
Procurations	3
Absents	2

Objet :

2023-02-03 SyDEV -
Convention n°2023.EFF.0015 relative
aux modalités techniques et
financières de réalisation d'un
effacement de réseau électrique rue
Jean-IMBERT

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le
caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à
R421-5 du code de la justice
administrative, la présente délibération
peut faire l'objet d'un recours contentieux
devant le Tribunal Administratif de Nantes
- 6 allée de l'Île Gloriette - BP 24111 -
44041 NANTES CEDEX 01 - dans un
délai de 2 mois à compter de sa publication
ou de sa notification. La juridiction
administrative peut aussi être saisie par
l'application Télérecours citoyens
(<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de
Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point
n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21),
Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point
n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16
et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35),
M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours
du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien,
Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et
Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle,
Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe,
M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu,
Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n°
2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13),
Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT
Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal,
Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-
Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-
02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick,
M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point
n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17),
M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO
Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON
Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à
M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a
donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

2023-02-03 SYDEV – CONVENTION N°2023.EFF.0015 RELATIVE AUX MODALITÉS TECHNIQUES ET FINANCIÈRES DE RÉALISATION D'UN EFFACEMENT DE RÉSEAU ÉLECTRIQUE RUE JEAN-IMBERT

Sur le rapport de M. Philippe GUYONNET, Conseiller municipal

Vu la délibération du 29 avril 2014, déléguant la compétence investissement éclairage public au profit du SyDEV (Syndicat d'électrification de Vendée) ;

Considérant que le SyDEV réalisera les travaux de desserte en énergie électrique et/ou de génie civil pour les réseaux d'éclairage, et de communication électronique dans le cadre de l'effacement de réseau électrique rue Jean-Imbert ;

Considérant que les installations d'éclairage public sont la propriété de la collectivité qui les met à disposition du SyDEV ;

Considérant que la participation des travaux d'effacement de réseau électrique est estimée à 77 768€ HT ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

- 31 Voix Pour
- 0 Voix Contre
- 0 Abstention

- **APPROUVE** les travaux d'effacement de réseau électrique pour le compte de la Ville de Fontenay-le -Comte ;
- **APPROUVE** la convention n°2023.EFF.0015 relative aux modalités techniques et financières de réalisation d'une opération d'effacement de réseau électrique ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention n°2023.EFF.0015 ainsi que la synthèse des prestations chiffrées à intervenir avec le SyDEV.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON

CONVENTION N°2023.EFF.0015 RELATIVE AUX MODALITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DE REALISATION D'UN EFFACEMENT DE RESEAU ELECTRIQUE

COMMUNE : FONTENAY LE COMTE

Dossier : Rue Jean Imbert

N° de l'affaire : E.ER.092.21.001

Entre

Le Syndicat Départemental d'Energie et d'Equipement de la Vendée (SYDEV), dont le siège est situé 3, rue du Maréchal Juin, à la Roche sur Yon (85036), représenté par son Président, Monsieur Laurent FAVREAU en vertu de la délibération du comité syndical n°DEL039CS290920, en date du 29 septembre 2020 relative à la délégation d'attribution du comité syndical au Président et par délégation Monsieur Alexandre COLLONNIER, Directeur Général Adjoint - Directeur Infrastructures, dûment habilité par arrêté du Président n°ARR2022-006 en date du 1 avril 2022, d'une part.

ET

La commune de FONTENAY LE COMTE, ci-après désignée le demandeur, dont le siège est Hôtel de Ville 9 rue Georges Clémenceau 85201 FONTENAY LE COMTE représentée par Monsieur Ludovic HOCBON en qualité de Maire dûment habilité par la délibération du Conseil Municipal en date du [REDACTED] et par délégation Madame, Monsieur [REDACTED], en qualité de [REDACTED] dûment habilité par arrêté du maire en date du [REDACTED], d'autre part ;

Vu les statuts du Syndicat Départemental d'Energie et d'Equipement de la Vendée ;

- que le SYDEV a accepté d'engager la réalisation et d'assurer le financement desdits travaux dans les conditions fixées par les décisions de son Comité Syndical.
- qu'en conséquence l'établissement d'une convention entre le demandeur et le SYDEV est nécessaire.

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 – DEFINITION DES PRESTATIONS

La présente convention est relative à des travaux de desserte en énergie électrique et/ou de génie civil pour les réseaux d'éclairage, et de communication électronique.

ARTICLE 2 – MODALITES TECHNIQUES D'INTERVENTION

2-1 Programmation de travaux

A réception de votre accord sur convention suivant l'échéance définie, le SYDEV engage l'exécution de l'opération et s'assure du respect des durées des différentes tâches nécessaires indiquées sur le planning prévisionnel : celui-ci est transmis au plus tard à réception de l'accord sur convention.

2-2 Contrôle technique

Dans le cadre de la mise en œuvre du décret 2011-1697 du 1er décembre 2011, relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques, le SYDEV s'engage à ce que l'ouvrage fasse l'objet d'un contrôle par un organisme certifié.

ARTICLE 3 - MODALITES FINANCIERES

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

S²LOW

ID : 085-218500924-20230321-DEL_2023_02_03-DE

3-1 Caractéristiques de la participation

Les montants de travaux et de participation (en euros) se décomposent de la manière suivante :

Nature des travaux	Montant prévisionnel HT des travaux	Montant prévisionnel TTC des travaux	Base participation	Taux de participation	Montant de la participation
Réseaux électriques Basse Tension					
Réseaux	35 617,00	42 740,00	35 617,00	99,00 %	35 261,00
Branchement(s)	19 943,00	23 932,00	19 943,00	99,00 %	19 744,00
Dépose	3 806,00	4 567,00	3 806,00	99,00 %	3 768,00
Infrastructures de communications électroniques					
Réseaux	9 265,00	11 118,00	11 118,00	100,00 %	11 118,00
Branchement(s)	4 439,00	5 327,00	5 327,00	100,00 %	5 327,00
Eclairage Public					
Rénovation	2 576,00	3 091,00	2 576,00	99,00 %	2 550,00
TOTAL PARTICIPATION					77 768,00

Les modifications additionnelles demandées en cours de travaux feront l'objet d'une demande de participation complémentaire par voie d'avenant.

3-2 Modalités de règlement

La présente convention, dûment complétée et signée, est adressée au SYDEV, en ayant pris soin au préalable de vérifier sa validité tel que prévu à l'article 3-4.

Le versement de la participation devra intervenir à la réception de l'avis des sommes à payer émis par le SYDEV 60 jours après la date de démarrage des travaux.

Cette participation sera versée par virement au Comptable du Trésor de la ROCHE SUR YON, SERVICE DE GESTION COMPTABLE (SGC) YON - VENDEE, 40 Rue Gaston Ramon, BP 835, 85021 LA ROCHE SUR YON CEDEX, pour le compte du SYDEV, **en précisant : SYDEV – Titre n°....**

BANQUE DE France – BDF LA ROCHE SUR YON	
RIB	30001 00697 D8520000000 80
IBAN	FR28 3000 1006 97D8 5200 0000 080
BIC	BDFEFRPPCCT

3-3 Imputation budgétaire

Cette participation est imputée sur l'opération effacement de réseau électrique.

3-4 Validité de la proposition financière

Délai d'acceptation de la proposition par le demandeur :

La présente proposition financière est valide **douze (12) mois**, à compter de la date de **signature de la convention par le SYDEV** soit jusqu'au 03/03/2024.

Délai de commencement des travaux :

Si les travaux ne sont pas commencés pour des raisons imputables au demandeur dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la convention, cette dernière est caduque.
En cas de dépassement de l'un ou l'autre des délais, un nouveau projet de convention sera établi.

ARTICLE 4 – DESTINATION DE L'OUVRAGE

Les ouvrages de **distribution publique d'électricité** sont la propriété du SYDEV. A ce titre, ces ouvrages font partie du patrimoine du syndicat et sont concédés à ENEDIS, direction territoriale Vendée, en vertu du contrat de concession. Le concessionnaire exploite le service public de distribution d'énergie électrique à ses risques et périls. Au vu de la répartition des travaux prévue au cahier des charges de concession, le SYDEV ou le concessionnaire pourra à tout moment exécuter sur ces ouvrages toutes les modifications et tous branchements ou raccordements qu'il jugera utiles.

A l'issue de l'étude d'exécution, la destination des ouvrages de **communications électroniques** est déterminée : ceux-ci sont intégrés dans le patrimoine du SYDEV ou de l'opérateur gestionnaire de réseau qui prend en charge les coûts d'entretien et d'exploitation.

Les installations d'**éclairage public** sont la propriété du demandeur qui les met à la disposition du SYDEV, ces ouvrages font alors partie de son patrimoine conformément à ses statuts et aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 5 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa réception par le SYDEV après signature par le demandeur et prend fin à l'achèvement des travaux et le règlement de la participation par le demandeur.

ARTICLE 6 - RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci est résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de réalisation partielle des travaux prévus dans la convention, le demandeur s'engage à payer sa participation à hauteur des ouvrages réalisés selon les règles de participation indiquées à l'article 3.1.

ARTICLE 7 - DIFFERENDS ET LITIGES**7- 1 Règlement des différends**

En cas de différend, la date de réception de la convention indiquée par le SYDEV, en dernière page dudit document, est opposable aux parties sauf date différente établie par un avis de réception suite à l'envoi en recommandé de la présente convention par le demandeur.

Aucune modification des termes de la présente convention ne peut être effectuée après sa signature par l'une ou l'autre des parties outre ceux à renseigner par le demandeur.

7- 2 Règlement des litiges

En cas de litige et à défaut de solution de conciliation, la juridiction compétente est le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Ile Gloriette, 44000 NANTES et pour les personnes morales de droit privé par l'application Télerecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 8 - ANNEXES

Les documents ci-dessous désignés et annexés à la présente convention :

- plan des travaux
- planning prévisionnel de l'opération
- la synthèse des travaux

A
le
Pour le demandeur,

A la Roche sur Yon,
le 03/03/2023,
Pour le SYDEV,
Le Directeur Général Adjoint - Directeur
Infrastructures


Alexandre COLLONNIER

DATE DE RECEPTION DE LA CONVENTION PAR LE SYDEV :

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le



ID : 085-218500924-20230321-DEL_2023_02_03-DE

SYNTHESE DES PRESTATIONS CHIFFREES - convention n°2023.EFF.0015

Commune : FONTENAY LE COMTE

Demandeur : Commune de FONTENAY LE COMTE

Désignation de l'opération : Rue Jean Imbert - Code affaire : E.EFF.092.21.001

Les montants indiqués ci-dessous sont en Euros

Le 03/03/2023,

Ouvrage	Tranche	Description des prestations	Unité	Quantité	Montant Total (H.T.)	Montant Total (T.T.C.)	Base Participation	Taux de participation du demandeur	Participation du demandeur
Réseau électrique	Basse Tension	Réalisation d'une étude d'exécution y compris démarches administratives préalables à l'exécution des travaux	forfait	1	1 477	1 772	1 477	99%	1 462
Réseau électrique	Basse Tension	Création d'un réseau souterrain comprenant l'exécution des terrassements, réfections et raccordements et organes de dérivation éventuels	ml	113	33 277	39 932	33 277	99%	32 944
Réseau électrique	Basse Tension	Création ou modification d'un réseau aérien comprenant la fourniture et la pose des supports et des conducteurs, les terrassements annexes	ml	1	279	335	279	99%	276
Réseau électrique	Basse Tension	Repérage des réseaux existants par marquage au sol	forfait	1	166	199	166	99%	164
Réseau électrique	Basse Tension	Géoréférencement des ouvrages créés	forfait	1	384	461	384	99%	380
Réseau électrique	Basse Tension	Construction et reprise des branchements comprenant les terrassements, réfections, câbles et coffrets	u	14	19 943	23 932	19 943	99%	19 744
Réseau électrique	Basse Tension	Dépose d'un réseau aérien comprenant conducteurs et supports béton	u/ml	88	3 806	4 567	3 806	99%	3 768
Réseau électrique	Basse Tension	Contrôle technique initial de l'ouvrage conformément à la réglementation	u	1	35	42	35	99%	35
Infrastructure de Communications Electroniques	Infrastructure de Communications Electroniques	Construction ou reprise de branchement(s) - partie construite sur le domaine privé	u	1	2 029	2 435	2 435	100%	2 435
Infrastructure de Communications Electroniques	Infrastructure de Communications Electroniques	Construction ou reprise de branchement(s) - partie construite sur le domaine public	u	1	2 410	2 892	2 892	100%	2 892
Infrastructure de Communications Electroniques	Infrastructure de Communications Electroniques	Réalisation d'une étude d'exécution y compris démarches administratives préalables à l'exécution des travaux	forfait	1	560	672	672	100%	672
Infrastructure de Communications Electroniques	Infrastructure de Communications Electroniques	Création d'un réseau souterrain comprenant l'exécution des terrassements, réfections et raccordements et organes de dérivation éventuels	ml	109	8 544	10 253	10 253	100%	10 253
Infrastructure de Communications Electroniques	Infrastructure de Communications Electroniques	Géoréférencement des ouvrages créés	forfait	1	161	193	193	100%	193
Eclairage public	Rénovation - Réseau	Création d'un réseau souterrain comprenant l'exécution des terrassements, réfections et raccordements et organes de dérivation éventuels	ml	2	2 433	2 920	2 433	99%	2 409
Eclairage public	Rénovation - Réseau	Géoréférencement des ouvrages créés	forfait	1	143	172	143	99%	142
TOTAL PARTICIPATION A LA CHARGE DU DEMANDEUR :									77 768

*Les prix incluent un taux de maîtrise d'œuvre de 5% ainsi qu'un taux de financement du PCRS (Plan Corps de Rue Simplifié) de 1%.

Récapitulatif de la synthèse des travaux

Ouvrage	Participation du demandeur	Dont HT	Dont TVA
Réseau électrique	58 773,00	58 773,00	
Infrastructure de communications électroniques	18 445,00	13 704,17	2 740,83
Eclairage public	2 550,00	2 550,00	
Total	77 768,00	75 027,17	2 740,83

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

S2LO

ID : 085-218500924-20230321-DEL_2023_02_03-DE

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	28
Procurations	3
Absents	2

Objet :

2023-02-04 SyDEV -
Convention n°2023.ECL.0171
relative aux modalités techniques et
financières d'une opération
d'éclairage public rue Jean-IMBERT

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de
Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel adonné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

2023-02-04 SYDEV – CONVENTION N°2023.ECL.0171 RELATIVE AUX MODALITÉS TECHNIQUES ET FINANCIÈRES D'UNE OPÉRATION D'ÉCLAIRAGE PUBLIC RUE JEAN-IMBERT

Sur le rapport de M. Philippe GUYONNET, Conseiller municipal

Vu la délibération du 29 avril 2014, déléguant la compétence investissement éclairage public au profit du SyDEV (Syndicat d'électrification de Vendée) ;

Considérant que le SyDEV réalisera les travaux de desserte en énergie électrique et/ou de génie civil pour les réseaux d'éclairage, et de communication électronique dans le cadre d'une opération d'éclairage public rue Jean-Imbert ;

Considérant que les installations d'éclairage public sont la propriété de la collectivité qui les met à disposition du SyDEV ;

Considérant que la participation des travaux de rénovation d'éclairage liée à l'effacement de réseaux est estimée à 10 610 € ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

- 31 Voix Pour
- 0 Voix Contre
- 0 Abstention

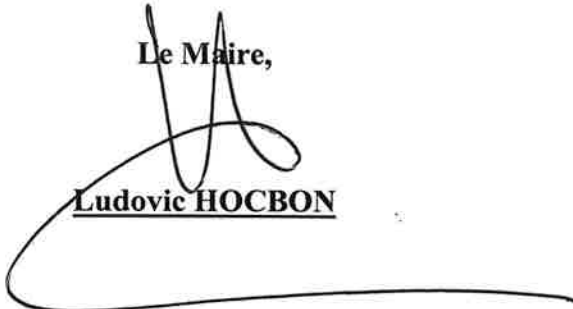
- **APPROUVE** les travaux de rénovation d'éclairage pour le compte de la Ville de Fontenay-le-Comte ;
- **APPROUVE** la convention n°2023.ECL.0171 relative aux modalités techniques et financières de réalisation d'une opération d'éclairage ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention n°2023.ECL.0171 ainsi que la synthèse des prestations chiffrées à intervenir avec le SyDEV.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON

CONVENTION N°2023.ECL.0171 RELATIVE AUX MODALITÉS TECHNIQUES ET FINANCIÈRES DE RÉALISATION D'UNE OPÉRATION D'ÉCLAIRAGE

COMMUNE : FONTENAY LE COMTE

Dossier : Rue Jean Imbert

N° de l'affaire : L.ER.092.22.001

Entre

Le Syndicat Départemental d'Energie et d'Équipement de la Vendée (SYDEV), dont le siège est situé 3, rue du Maréchal Juin, à la Roche sur Yon (85036), représenté par son Président, Monsieur Laurent FAVREAU en vertu de la délibération du comité syndical n°DEL039CS290920, en date du 29 septembre 2020 relative à la délégation d'attribution du comité syndical au Président et par délégation Monsieur David CAQUINEAU, Chef du Service Conception, dûment habilité par arrêté du Président n°ARR2022-016 en date du 1 avril 2022, d'une part.

ET

La commune de FONTENAY LE COMTE, ci-après désignée le demandeur, dont le siège est Hôtel de Ville 9 rue Georges Clémenceau 85201 FONTENAY LE COMTE représentée par Monsieur Ludovic HOCBON en qualité de Maire dûment habilité par la délibération du Conseil Municipal en date du et par délégation Madame, Monsieur, en qualité de dûment habilité par arrêté du maire en date du, d'autre part ;

Vu les statuts du Syndicat Départemental d'Energie et d'Équipement de la Vendée ;

- que le SYDEV a accepté d'engager la réalisation et d'assurer le financement desdits travaux dans les conditions fixées par les décisions de son Comité Syndical.
- qu'en conséquence l'établissement d'une convention entre le demandeur et le SYDEV est nécessaire.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – DÉFINITION DES PRESTATIONS

La présente convention est relative à des travaux de rénovation d'éclairage liés à effacement de réseaux.

ARTICLE 2 – MODALITÉS TECHNIQUES D'INTERVENTION

2-1 Programmation de travaux

A réception de votre accord sur convention suivant l'échéance définie, le SYDEV engage l'exécution de l'opération et s'assure du respect des durées des différentes tâches nécessaires indiquées sur le planning prévisionnel : celui-ci est transmis au plus tard à réception de l'accord sur convention.

2-2 Contrôle technique

Dans le cadre de la mise en œuvre du décret 2010-1016 du 30 août 2010 relatif aux obligations de l'employeur pour l'utilisation des installations électriques des lieux de travail et son arrêté d'application du 26 décembre 2011, le SYDEV s'engage à ce que l'ouvrage fasse l'objet d'un contrôle par un organisme accrédité.

ARTICLE 3 - MODALITES FINANCIERES

3-1 Caractéristiques de la participation

Les montants de travaux et de participation (en euros) se décomposent de la manière suivante :

Nature des travaux	Montant prévisionnel HT des travaux	Montant prévisionnel TTC des travaux	Base participation	Taux de participation	Montant de la participation
Eclairage Public					
Travaux neufs	10 717,00	12 860,00	10 717,00	99,00 %	10 610,00
TOTAL PARTICIPATION					10 610,00

Les modifications additionnelles demandées en cours de travaux feront l'objet d'une demande de participation complémentaire par voie d'avenant.

3-2 Modalités de règlement

La présente convention, dûment complétée et signée, est adressée au SYDEV, en ayant pris soin au préalable de vérifier sa validité tel que prévu à l'article 3-4.

Le versement de la participation devra intervenir à la réception de l'avis des sommes à payer émis par le SYDEV 60 jours après la date de démarrage des travaux.

Cette participation sera versée par virement au Comptable du Trésor de la ROCHE SUR YON, SERVICE DE GESTION COMPTABLE (SGC) YON - VENDEE, 40 Rue Gaston Ramon, BP 835, 85021 LA ROCHE SUR YON CEDEX, pour le compte du SYDEV, **en précisant : SYDEV – Titre n°....**

BANQUE DE France – BDF LA ROCHE SUR YON	
RIB	30001 00697 D8520000000 80
IBAN	FR28 3000 1006 97D8 5200 0000 080
BIC	BDFEFRPPCCT

3-3 Imputation budgétaire

Cette participation est imputée sur l'opération d'éclairage.

3-4 Validité de la proposition financière

Délai d'acceptation de la proposition par le demandeur :

La présente proposition financière est valide **douze (12) mois**, à compter de la date de **signature de la convention par le SYDEV** soit jusqu'au 03/03/2024.

Délai de commencement des travaux :

Si les travaux ne sont pas commencés pour des raisons imputables au demandeur dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la convention, cette dernière est caduque.

En cas de dépassement de l'un ou l'autre des délais, un nouveau projet de convention sera établi.

ARTICLE 4 – DESTINATION DE L'OUVRAGE

Les installations d'**éclairage public** sont la propriété du demandeur qui les met à la disposition du SYDEV, ces ouvrages font alors partie de son patrimoine conformément à ses statuts et aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 5 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa réception par le SYDEV après signature par le demandeur et prend fin à l'achèvement des travaux et le règlement de la participation par le demandeur.

ARTICLE 6 - RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci est résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de réalisation partielle des travaux prévus dans la convention, le demandeur s'engage à payer sa participation à hauteur des ouvrages réalisés selon les règles de participation indiquées à l'article 3.1.

ARTICLE 7 - DIFFERENDS ET LITIGES

7- 1 Règlement des différends

En cas de différend, la date de réception de la convention indiquée par le SYDEV, en dernière page dudit document, est opposable aux parties sauf date différente établie par un avis de réception suite à l'envoi en recommandé de la présente convention par le demandeur.

Aucune modification des termes de la présente convention ne peut être effectuée après sa signature par l'une ou l'autre des parties outre ceux à renseigner par le demandeur.

7- 2 Règlement des litiges

En cas de litige et à défaut de solution de conciliation, la juridiction compétente est le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Ile Gloriette, 44000 NANTES et pour les personnes morales de droit privé par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 8 - ANNEXES

Les documents ci-dessous désignés et annexés à la présente convention :

- plan des travaux
- planning prévisionnel de l'opération
- la synthèse des travaux

A,
le,
Pour le demandeur,

A la Roche sur Yon,
le 03/03/2023,
Pour le SYDEV,
Le Chef du Service Conception

David CAQUINEAU

DATE DE RECEPTION DE LA CONVENTION PAR LE SYDEV :

SYNTHESE DES PRESTATIONS CHIFFREES - convention n°2023.ECL.0171

Commune : FONTENAY LE COMTE

Demandeur : Commune de FONTENAY LE COMTE

Désignation de l'opération : Rue Jean Imbert - Code affaire : L.FR.092.22.001

Les montants indiqués ci-dessous sont en Euros

Le 03/03/2023,

Ouvrage	Thème	Désignation des prestations	Unité	Quantité	Montant Total (H.T.)*	Montant Total (T.T.C.)	Base Participation	Taux de participation du demandeur	Participation du demandeur
Eclairage public	Travaux neufs - Réseau	Réalisation d'une étude d'exécution y compris démarches administratives préalables à l'exécution des travaux	forfait	1	330	396	330	99%	327
Eclairage public	Travaux neufs - Réseau	Création d'un réseau souterrain comprenant l'exécution des terrassements, réfections et raccordements et organes de dérivation éventuels	ml	1	3 478	4 174	3 478	99%	3 443
Eclairage public	Travaux neufs - Réseau	Création ou modification d'un réseau aérien comprenant la fourniture et la pose des supports et des conducteurs, les terrassements annexes	ml	55	341	409	341	99%	338
Eclairage public	Travaux neufs - Réseau	Géoréférencement des ouvrages créés	forfait	1	172	206	172	99%	170
Eclairage public	Travaux neufs - Réseau	Création ou modification de commande d'alimentation de l'ouvrage y compris enveloppe éventuelle	forfait	1	421	505	421	99%	417
Eclairage public	Travaux neufs - Réseau	Fourniture et déroulage des câbles en souterrain pour l'alimentation des installations	ml	116	920	1 104	920	99%	911
Eclairage public	Travaux neufs - Matériels	Fourniture, pose et raccordement d'une lanterne EP 145 inox peinte - suspendue - équipée 24 LEDs - 2700K - 52W - 700mA - 5506lm - optique pour route étroite (NR) - sur console murale "ANDELY" - Saillie 0,75m l'ensemble peint RAL 9005 Noir Foncé	u	3	4 649	5 579	4 649	99%	4 603
Eclairage public	Travaux neufs - Matériels	Dépose et repose d'une lanterne sur console murale - initialement sur poteau béton - à déplacer sur façade	u	1	289	347	289	99%	286
Eclairage public	Travaux neufs - Matériels	Contrôle technique initial de l'ouvrage conformément à la réglementation	forfait	1	117	140	117	99%	116
TOTAL PARTICIPATION A LA CHARGE DU DEMANDEUR :									10 610 €

*Les prix incluent un taux de maîtrise d'œuvre de 5% ainsi qu'un taux de financement du PCRS (Plan Corps de Rue Simplifié) de 1%.

Récapitulatif de la synthèse des travaux

Ouvrage	Participation du demandeur
Eclairage public	10 610,00
Total	10 610,00

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le



ID : 085-218500924-20230321-DEL_2023_02_04-DE

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	29
Procurations	3
Absents	1

Objet :

2023-02-05 Patrimoine mobilier - Église Notre-Dame de l'Assomption – Avenant à la convention de partenariat et de mise à disposition relative aux fragments de vitraux issus des anciennes verrières du chœur de l'église Notre-Dame de l'Assomption

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

2023-02-05 PATRIMOINE MOBILIER - ÉGLISE NOTRE-DAME DE L'ASSOMPTION – AVENANT À LA CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE MISE À DISPOSITION RELATIVE AUX FRAGMENTS DE VITRAUX ISSUS DES ANCIENNES VERRIÈRES DU CHŒUR DE L'ÉGLISE NOTRE-DAME DE L'ASSOMPTION

Sur le rapport de Matthieu FOULONNEAU, Conseiller municipal

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°2021-08-10 du 23 novembre 2021 ;

Vu la convention en date du 1^{er} décembre 2021 ;

Considérant que par convention du 1^{er} décembre 2021, la ville et la paroisse ont mis à disposition de l'association des Amis du patrimoine religieux les salles du rez-de-chaussée du « prieuré », annexe de l'église Notre-Dame de l'Assomption de Fontenay-le-Comte, propriété de la ville dont la paroisse est affectataire, afin de mener bénévolement les travaux d'inventaire, de transfert, collecte, tri, dépoussiérage puis de proposer une éventuelle mise en valeur des fragments de vitraux issus des anciennes verrières du chœur de l'église Notre-Dame et stockés dans les réserves du Musée de Fontenay-le-Comte (mais non intégrés à l'inventaire dudit musée) ;

Considérant que l'association des Amis du patrimoine religieux de la Paroisse Saint-Hilaire de Fontenay a sollicité la Ville afin de reconduire la convention du 1^{er} décembre 2021 ;

Considérant que l'avenant à la convention a pour objet de fixer les modalités dans lesquelles la Ville, la Paroisse et l'association vont coopérer quant à la mise en valeur des fragments de vitraux objets de la convention, dans le cadre du 600^{ème} anniversaire de l'église Notre-Dame de l'Assomption de Fontenay-le-Comte ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

- 32 Voix Pour
- 0 Voix Contre
- 0 Abstention

- **APPROUVE** l'avenant à la convention en date du 1^{er} décembre 2021 relative aux fragments de vitraux des anciennes verrières du chœur de l'église Notre-Dame de l'Assomption, avec l'association des Amis du patrimoine religieux de la Paroisse Saint-Hilaire de Fontenay et la Paroisse Sainte Claire, ci-après annexé ;

- **AUTORISE** M. le Maire à signer la convention de partenariat et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON

**AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE
MISE À DISPOSITION EN DATE DU 1^{er} DÉCEMBRE 2021
relative aux fragments de vitraux issus des anciennes verrières du chœur
de l'église Notre-Dame de l'Assomption de Fontenay-le-Comte**

ENTRE

LA VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE, représentée par son Maire, Monsieur Ludovic HOCBON, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal du _____,

ci-après dénommée « **VILLE** »,

ET

LA PAROISSE SAINTE-CLAIRE DE FONTENAY-LE-COMTE – ASSOCIATION DIOCÉSAINE DE LUÇON, anciennement dénommée Paroisse Saint-Hilaire de Fontenay-le-Comte, représentée par le curé-affectataire de l'église Notre-Dame de l'Assomption de Fontenay-le-Comte, Monsieur l'abbé Carl BASSOMPIERRE, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommée « **PAROISSE** »,

ET

L'ASSOCIATION LES AMIS DU PATRIMOINE RELIGIEUX DE LA PAROISSE SAINT-HILAIRE DE FONTENAY, représentée par Monsieur Jean-Noël NAUD, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommée « **ASSOCIATION** »,

Par convention du 1^{er} décembre 2021, la **VILLE** et la **PAROISSE** ont mis à disposition à l'**ASSOCIATION** les salles du rez-de-chaussée du « Prieuré », annexe de l'église Notre-Dame de l'Assomption de Fontenay-le-Comte (église Notre-Dame), propriété de la **VILLE** dont la **PAROISSE** est affectataire.

Par cette même convention, la **VILLE** a autorisé l'**ASSOCIATION** à transférer des fragments de vitraux issus des anciennes verrières du chœur de l'église Notre-Dame, des réserves du Musée de Fontenay-le-Comte (mais non intégrés à l'inventaire dudit musée) aux salles du rez-de-chaussée du « Prieuré ». En contrepartie de quoi, l'**ASSOCIATION** s'est engagée à mener bénévolement les travaux d'inventaire, de transfert, collecte, tri, dépoussiérage puis de proposer une éventuelle mise en valeur desdits fragments de vitraux après remise à la **VILLE** d'un rapport final des données historiques, des travaux effectués, des constatations, des études réalisées et des propositions émises.

L'**ASSOCIATION** a effectué son rapport final et l'a remis à la **VILLE** et la **PAROISSE** sous forme papier et dématérialisé.

La convention arrivant à son terme et à la demande de l'**ASSOCIATION**, il convient de reconduire ladite convention et de fixer les modalités quant à la mise en valeur des fragments de vitraux dans le cadre du 600^{ème} anniversaire de l'église Notre-Dame de l'Assomption.

Article 1^{er} :

La convention du 1^{er} décembre 2021 est reconduite pour UN AN ET UN MOIS (1 an, 1 mois) à compter rétroactivement du 1^{er} décembre 2022 jusqu'au 31 décembre 2023.

Article 2 :

L'article 2 de la convention ci-dessus désignée est complété par les termes suivants :

La **VILLE** autorise l'**ASSOCIATION** à exposer publiquement certains panneaux et fragments de vitraux issus des anciennes verrières du chœur de l'église Notre-Dame, au sein même de ladite église, dans la nef ou ses collatéraux, dans le cadre du 600^{ème} anniversaire du monument qui doit intervenir dans l'année 2023.

Article 3 :

L'article 3 de la convention ci-dessus désignée est complété par les termes suivants :

La **PAROISSE** autorise l'**ASSOCIATION** à exposer publiquement certains panneaux et fragments de vitraux issus des anciennes verrières du chœur de l'église Notre-Dame, au sein même de ladite église, dans la nef ou ses collatéraux, dans le cadre du 600^{ème} anniversaire du monument qui doit intervenir dans l'année 2023.

Article 4 :

L'article 4 de la convention ci-dessus désignée est complété par les termes suivants :

L'**ASSOCIATION** s'engage à :

- exposer publiquement certains panneaux et fragments de vitraux issus des anciennes verrières du chœur de l'église Notre-Dame, au sein même de ladite église, dans le cadre du 600^{ème} anniversaire du monument qui doit intervenir dans l'année 2023 ;
- prendre en charge le déplacement desdits panneaux et fragments des salles du rez-de-chaussée du « Prieuré », annexe de l'église Notre-Dame, à la nef ou ses collatéraux de ladite église ;
- s'il y a lieu, poursuivre l'étude technique des fragments de vitraux issus des anciennes verrières du chœur de l'église Notre-Dame et à rédiger en conséquence, un complément de rapport.

Article 5 :

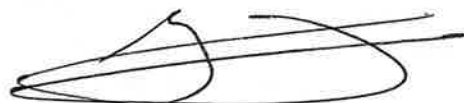
Les autres dispositions de ladite convention demeurent inchangées et applicables.

Fait à FONTENAY-LE-COMTE, le

POUR LA VILLE,
Le Maire,

POUR LA PAROISSE,
Le Curé-affectataire,

POUR L'ASSOCIATION,
Le Président,




Ludovic HOCBON

Carl BASSOMPIERRE

Jean-Noël NAUD

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	29
Procurations	3
Absents	1

Objet :

2023-02-06 Baptême d'un rosier évoquant la Ville de Fontenay-le-Comte - Convention entre la Ville et André Eve

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

2023-02-06 BAPTÊME D'UN ROSIER AU NOM DE LA VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE - CONVENTION AVEC LA SOCIÉTÉ LES ROSES ANCIENNES ANDRE EVE

Sur le rapport de Mme Anne HUETZ, Adjointe au Maire

Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que le baptême d'un rosier d'un nom rappelant Fontenay-le-Comte présente un intérêt pour la valorisation de l'image de la Ville ;

Considérant que ce rosier ferait partie intégrante de la palette végétale utilisée par les services municipaux dans les diverses actions de végétalisation et de fleurissement menées sur le territoire communal ;

Considérant que ce rosier, planté dans les rues de la ville, deviendra à terme un marqueur de l'identité paysagère de la commune ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

24 Voix Pour

8 Voix Contre Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier, M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique

0 Abstention

- **AUTORISE** la société « LES ROSES ANCIENNES ANDRE EVE », à titre personnel et non cessible, à utiliser le nom commercial de la Ville de Fontenay-le-Comte afin de dénommer, à l'exclusion de tout autre produit, un rosier original, identifié sous la dénomination variétale Eveblush et au nom « Fontenay-le-Comte® 'Eveblush' » répondant aux caractéristiques jointes à la convention ;

- **APPROUVE** la convention établie entre la Ville et la société « LES ROSES ANCIENNES ANDRE EVE » pour le baptême et la commercialisation d'un rosier en question ;

- **DÉCIDE que** la Ville versera à la société « LES ROSES ANCIENNES ANDRE EVE » une somme de 5 000 euros en contrepartie de la création de cette variété nouvelle de rosier correspond aux frais de recherche et de lancement commercial du rosier, du baptême de cette variété, de la fourniture de 50 rosiers en pot et d'une affiche pour le baptême ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention établie entre la Ville de Fontenay-le-Comte et la société « LES ROSES ANCIENNES ANDRE EVE » et toutes pièces se rapportant au dossier.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON



ANDRÉ EVE
ROSIERS D'EXCEPTION

BAPTEME DU ROSIER
FONTENAY-LE-COMTE®
‘Eveblush’

CONVENTION
ETABLIE POUR LE BAPTEME ET LA
COMMERCIALISATION DU ROSIER
FONTENAY-LE-COMTE® ‘Eveblush’

Entre

La société LES ROSES ANCIENNES ANDRE EVE SAS (Société à associé unique), domiciliée Gallerand – 301 route de Courcy, 45170 CHILLEURS-AUX-BOIS, enregistrée au registre du commerce et des sociétés d’Orléans sous le numéro 378 742 902, représentée par son directeur, Monsieur Pascal PINEL, dûment habilité

D’une part,

Et

La ville de Fontenay-le-Comte, Hôtel de Ville, 4 quai Victor Hugo, 85200 Fontenay-le-Comte, représentée par son maire Monsieur Ludovic Hocbon, dûment habilité par délibération du conseil municipal du 21 mars 2023.

D’autre part,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

En vue de valoriser l'image de [la Ville de Fontenay-le-Comte](#), **la mairie** souhaite que soit créée par **la société André Eve** une nouvelle rose qui sera baptisée au nom de [Ville de Fontenay-le-Comte](#).

La société « LES ROSES ANCIENNES ANDRE EVE » ayant une activité de création de variétés nouvelles de rosiers de jardin, régulièrement protégées par des certificats d'obtention végétale (COV) et/ou des marques déposées et enregistrées à l'INPI, a proposé à **la mairie** une variété de rose qui pourra recevoir un nom évoquant [la Ville de Fontenay-le-Comte](#).
Le spécimen de rose proposé est original, identifié sous la dénomination variétale **EVEblush**.

La présente convention définira les modalités de dénomination commerciale et d'organisation du baptême de cette variété nouvelle de rose créée par la société ainsi que les règles de communication, commercialisation et paiement du baptême et des rosiers.

Ceci étant exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – Objet :

La présente convention a pour objet de définir les modalités de dénomination commerciale et d'organisation du baptême d'une variété nouvelle de rose créée par la société LES ROSES ANCIENNES ANDRE EVE. Ce rosier, qui montre une bonne résistance aux maladies, est répertorié sous la dénomination variétale **EVEblush**.

ARTICLE 2 – Obligation des parties :

La société « LES ROSES ANCIENNES ANDRE EVE » s'engage à :

- Mettre à disposition une variété de rose qui pourra recevoir un nom évoquant [la Ville de Fontenay-le-Comte](#).
- Fournir des rosiers pour plantation dans les jardins et espaces verts de la commune.
- Fournir des rosiers en fleurs et une affiche pour le baptême prévu à une date arrêtée conjointement par les deux signataires.
- Accorder une remise spécifique sur les rosiers de ladite variété pour les commandes à venir de [la Ville de Fontenay-le-Comte](#).
- Participer à la cérémonie de baptême en se faisant représenter par une personne habilitée à cet effet.

[La ville de Fontenay-le-Comte](#) s'engage à :

- Autoriser la société LES ROSES ANCIENNES ANDRE EVE à commercialiser un rosier de jardin portant le nom commercial de [Ville de Fontenay-le-Comte](#) sans prétendre à des droits particuliers sur ce nom.
- Organiser un baptême à une date arrêtée conjointement entre les deux signataires.
- Mettre en valeur ce rosier dans les espaces verts de la commune (plantation et entretien) et dans sa communication.

ARTICLE 3 – Prix et modalités de règlement :

Pour participer aux frais de recherche et de lancement de la rose [Ville de Fontenay-le-Comte](#), le prix demandé par la société ROSES ANCIENNES ANDRE EVE est de 5 000 € (cinq mille euros) TTC.

[La ville de Fontenay-le-Comte](#) s'acquittera le montant dû par chèque ou virement au compte de la société LES ROSES ANCIENNES ANDRE EVE au plus tard le

Ce prix comprend la fourniture de 50 rosiers en pots et d'une affiche pour le baptême.

Par ailleurs, pour toute commande de rosiers à racines nues ou en conteneurs de la variété [Ville de Fontenay-le-Comte](#), une remise de 15% sur le prix professionnel, sera accordée à [la ville de Fontenay-le-Comte](#).

Fait à Gallerand, le

En deux exemplaires originaux

Directeur de la société ANDRE EVE

Le Maire,

M. Pascal PINEL

Ludovic HOCBON

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	29
Procurations	3
Absents	1

Objet :

2023-02-07 Patrimoine communal - Cession d'un ensemble immobilier situé 2 et 4 rue des Horts cadastré section AS numéros 699p, 700p, 701 et 702 au profit de l'entreprise sociale pour l'habitat Vendée Logement

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

2023-02-07 PATRIMOINE COMMUNAL – CESSIION D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER SITUÉ 2 ET 4 RUE DES HORTS CADASTRÉ SECTION AS NUMÉROS 699P, 700P, 701 ET 702 AU PROFIT DE L'ENTREPRISE SOCIALE POUR L'HABITAT VENDÉE LOGEMENT

Sur le rapport de M. Benjamin VERGNAUD, Adjoint au Maire

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2241-1 et suivants ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 3211-14 et suivants ;
Vu la délibération n°2020-01-14 en date du 11 février 2020 ;
Vu le courrier de l'Entreprise Sociale pour l'Habitat Vendée Logement (Vendée Logement esh) en date du 24 mai 2022, reçu en mairie le 27 mai 2022 ;
Vu le plan cadastral annexé ;
Vu l'avis du Domaine du 8 mars 2023 ;

Considérant que l'immeuble cadastré section AS numéros 699p, 700p, 701 et 702 sis 2 et 4 rue des Horts, propriété de la Ville est libre pour partie;

Considérant qu'une partie des parcelles cadastrées section AS n°699 et 700 est aujourd'hui à usage de parking public ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

32 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **APPROUVE** la cession des parcelles cadastrées section AS numéro 699p, 700p, 701 et 702 pour une surface cadastrale totale d'environ 405 m², situées 2 et 4 rue des Horts, au profit de l'Entreprise Sociale pour l'Habitat Vendée Logement, au prix principal de QUATRE-CENT-CINQUANTE MILLE EUROS (450 000 €) ;
- **AUTORISE** M. le Maire à procéder aux démarches nécessaires et signer tout acte permettant de rendre le bien libre de toute occupation pour la vente ;
- **DIT QUE** les parcelles cadastrées section AS numéros 699 et 700 d'une contenance totale de 66 centiares feront l'objet d'un bornage desquelles sera distraite la contenance vendue, à savoir respectivement, environ treize centiares et environ trente-six centiares, et ce au moyen d'un document d'arpentage à établir aux frais de la Ville par M. Damien VERONNEAU, géomètre-expert à Fontenay-le-Comte ;
- **PRÉCISE QUE** la vente interviendra concomitamment avec la vente des parcelles cadastrées section AS numéro 265, sise 4 rue de la Grue et section CD numéro 301, sise rue François-Roy à FONTENAY-LE-COMTE (85200) ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son adjoint délégué, à signer l'acte notarié à venir, étant précisé que les frais inhérents seront à la charge de l'acquéreur.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic NOCBON



FINANCES PUBLIQUES



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale des Finances publiques des Pays de
la Loire et du département de Loire-Atlantique

Le 08 mars 2023

Pôle d'évaluation domaniale

4 quai de Versailles – CS 93503
44 035 Nantes Cedex 1

téléphone : 02 40 20 75 96

mél. : drfip44.pole-valuation@dgfip.finances.gouv.fr

Madame la Directrice régionale des Finances
publiques des Pays de la Loire et du
département de la Loire-Atlantique

POUR NOUS JOINDRE

à

Affaire suivie par : Thierry CHOTARD

Téléphone : 06 11 14 93 04

Mail : thierry.chotard@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. DS : 11313571

Réf. OSE : 2023-85092-07839

COMMUNE DE FONTENAY LE COMTE

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE / VALEUR LOCATIVE

[La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site \[collectivites-locales.gouv.fr\]\(#\)](#)



Désignation du bien : Ensemble d'appartements

Adresse du bien : 2 - 4 rue des Horts sur la commune de FONTENAY LE COMTE

Département : Vendée (85)

Valeur vénale : 513 000,00 €/HT. Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 %.

1 - CONSULTANT

- Consultant : Commune de Fontenay le Comte
- Affaire suivie par : Abigaile THIBAUD - LALAIRE (Gestionnaire patrimoine immobilier et édifices historiques).

2 - DATES

de consultation :	30/01/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	
du dossier complet :	08/03/2023

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 ¹ :	<input type="checkbox"/>

Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)

3.3. Projet et prix envisagé

La commune de Fontenay le Comte le Pôle d'Évaluation Domaniale afin de connaître la valeur d'un bien qui va être vendu à Vendée Logement pour la réalisation de 30 locatifs sociaux.

La valeur envisagée avant consultation du Pôle d'Évaluation Domaniale est de **450 000,00 €/TTC**.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

Immeuble construit dans le centre historique de la commune.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieu dit	Superficie (m²)	Urbanisme	Nature réelle
Fontenay le Comte	AS n° 699	4 rue des Horts	21 m²	USa	
Fontenay le Comte	AS n° 700	4 rue des Horts	45 m²	USa	
Fontenay le Comte	AS n° 701	2 rue des Horts	84 m²	USa	
Fontenay le Comte	AS n° 702	73 rue des Loges	272 m²	USa	Parcelle d'assise de l'immeuble
TOTAL			422 m²		

4.4. Descriptif

Immeuble de 1985, construit dans le centre historique de la commune sur 3 niveaux comprenant :

- En rez-de-chaussée, 9 garages individuels, hall d'entrée, local technique et un logement T1.
- premier étage, 2 T2 (dont 1 rénové), 2 T3 et 1 T4 rénové.
- 2° étage, 2 T3 (dont 1 rénové), 2 T4 (dont 1 rénové) et 1 T5.

Les logements comprennent : une cuisine non équipée (seulement un évier), une salle d'eau, des sols en PVC, des menuiseries double vitrage anciennes et un système de chauffage électrique.

Les logements non rénovés ne sont pas habitables en l'état.

Les duplex du 2° étage ne bénéficient pas d'une bonne isolation des combles ce qui rend la pièce haute insupportable, tant l'été que l'hiver. Le bâtiment dans son ensemble est en état passable avec des infiltrations d'eau du fait d'absence d'enduit extérieur entre deux appartements.

L'ensemble comprend : un local commun, 9 garages et 6 caves.

4.5. Surface du bâti

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

N°	Étage	Type	superficie
1	1	T3	66 m ²
2	Rdc	T1	48 m ²
3	1	T2	40 m ²
4	1	T3	64 m ²
5	1	T2	42 m ²
6	1	T4	71 m ²
7	2	T4 duplex	83 m ²
8	2	T3 duplex	64 m ²
9	2	T4 duplex	88 m ²
10	2	T3 duplex	58 m ²
11	2	T3 duplex	89 m ²
		Total	713 m ²

5 - SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Commune de Fontenay le Comte

5.2. Conditions d'occupation

Un seul des logements est encore occupé mais la commune se charge de rechercher un autre logement pour une vente libre de toute occupation.

6 - URBANISME

6.1. Règles actuelles

Les parcelles sont en zone « **USa** » du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fontenay le Comte dont la dernière procédure a été approuvée le 20/03/2018.

6.2. Date de référence et règles applicables

Les parcelles sont en secteur sauvegardé.

7 - MÉTHODE (S) D'ÉVALUATION MISE (S) EN ŒUVRE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

8 - ÉTUDE DE MARCHÉ

8.1. Étude de marchés

Biens non bâtis – valeur vénale									
N	date mutation	commune adresse	cadastre	surface terrain / SdP (m²)		urbanisme	Prix HT(€)	Prix/m² (€)	Observations
1	23/09/2022	2 rue du Docteur Aude sur la commune de Fontenay le Comte	AS n° 380	78	129		159 500	1 236	
2	14/03/2022	10 rue Pierre Brissot sur la commune de Fontenay le Comte	BE n° 277	1 392	344		416 140	1 210	
	15/12/2022	70 rue de la République sur la commune de Fontenay le Comte	BD n° 110	230	215		370 000	1 720	Espace de vente et appartements
	20/04/2021	5 place Bélliard sur la commune de Fontenay le Comte	BE n° 249	246	193		200 000	1 036	
3									
4									
							moyenne		
							dominante		

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

Compte tenu des termes de comparaison, il conviendrait de retenir une valeur de l'ordre de 1 200,00 €/HT.

Toutefois pour tenir compte que ce sont des logements sociaux et selon les informations communiquées, ceux-ci ne sont plus louables en l'état, un abattement de 40 % sera appliqué soit une valeur de l'ordre de 720,00 €/HT le m².

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale de l'ensemble immobilier est de **513 360,00 € arrondie à 513 000,00 €** pour une surface de 713 m².

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de **10 %** portant la valeur [minimale de vente sans justification particulière à **461 700,00 € arrondie à 462 000,00 €**].

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de

cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

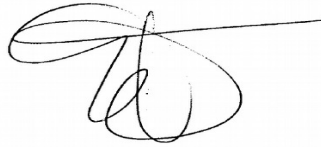
12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent a de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour la Directrice régionale des Finances publiques et par délégation,
L'Évaluateur du Pôle d'Évaluation Domaniale



Thierry CHOTARD
Inspecteur des Finances publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

S²LOW

ID : 085-218500924-20230321-DEL_2023_02_07-DE

Département :
VENDEE

Commune :
FONTENAY LE COMTE

Section : AS
Feuille : 000 AS 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 31/01/2023
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC47
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

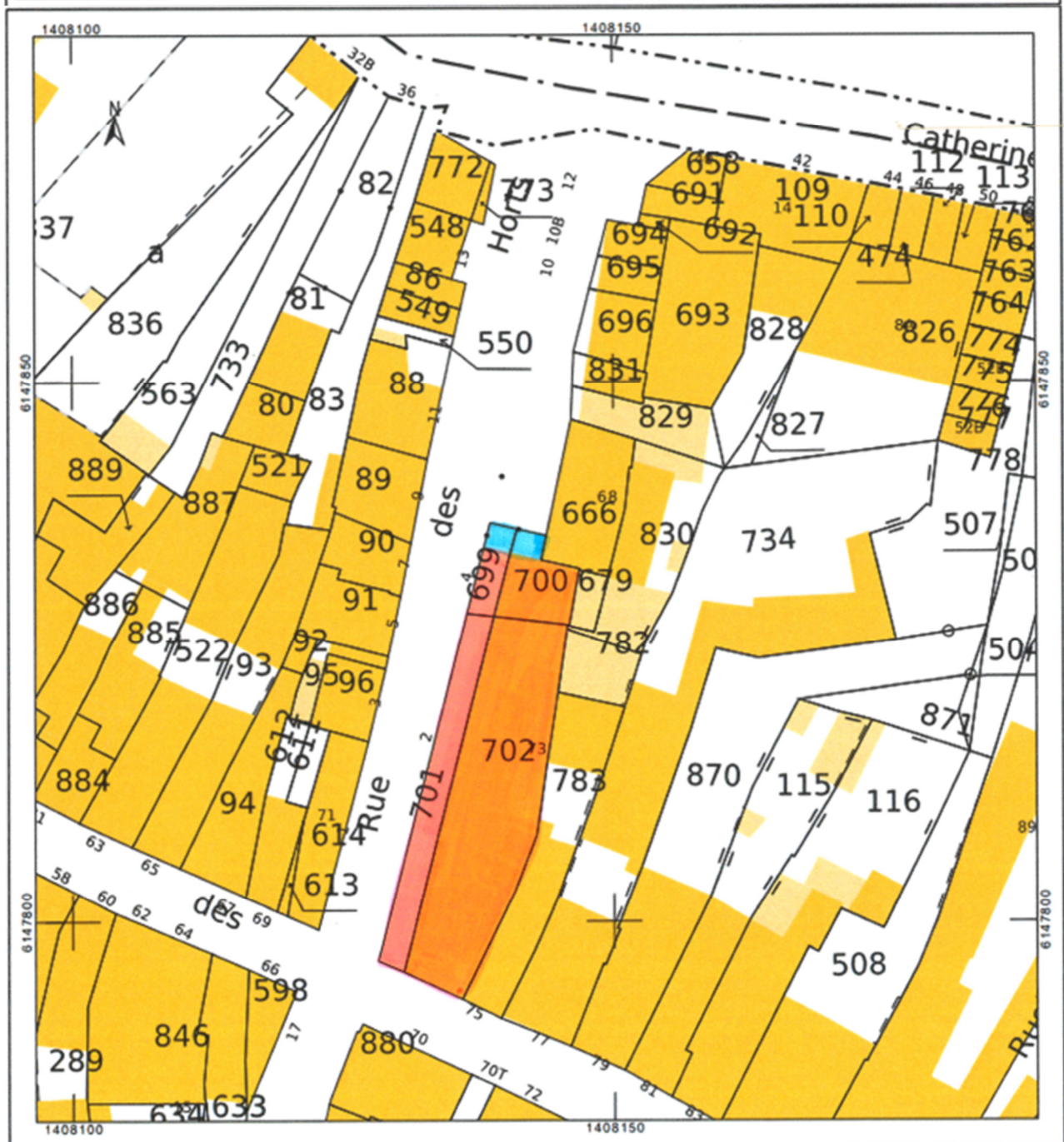
Objet de la vente

Restant à la Ville

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
Pôle Topographique Gestion Cadastre
VENDEE
Cré administrative Travot Rue du 93ème
RI 85020
85020 LA ROCHE SUR YON CEDEX
tél. 02 51 45 12 39 -fax
ptgc.850-la-roche-sur-
yon@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	29
Procurations	3
Absents	1

Objet :

2023-02-08 Patrimoine
communal - Cession d'un hangar situé
4 rue de la Grue, cadastré section AS
numéro 265 au profit de l'entreprise
sociale pour l'habitat Vendée
Logement

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le
caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à
R421-5 du code de la justice
administrative, la présente délibération
peut faire l'objet d'un recours contentieux
devant le Tribunal Administratif de Nantes
- 6 allée de l'Île Gloriette - BP 24111 -
44041 NANTES CEDEX 01 - dans un
délai de 2 mois à compter de sa publication
ou de sa notification. La juridiction
administrative peut aussi être saisie par
l'application Télérecours citoyens
(<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de
Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point
n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21),
Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point
n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16
et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35),
M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours
du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien,
Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et
Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle,
Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe,
M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu,
Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n°
2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13),
Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT
Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal,
Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-
Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-
02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick,
M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point
n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17),
M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO
Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON
Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à
M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a
donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

**Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au
nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.**

2023-02-08 PATRIMOINE COMMUNAL – CESSIION D'UN HANGAR SITUÉ 4 RUE DE LA GRUE, CADASTRÉ SECTION AS NUMÉRO 265 AU PROFIT DE L'ENTREPRISE SOCIALE POUR L'HABITAT VENDÉE LOGEMENT.

Sur le rapport de M. Benjamin VERGNAUD, Adjoint au Maire

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2241-1 et suivants ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment l'article L. 3211-14 et suivants ;
Vu l'arrêté d'accord du permis de démolir n°PD8509222F0007 en date du 24 septembre 2022 ;
Vu l'arrêté d'accord du permis de construire n°PC8509222F0028 en date du 29 juillet 2022 ;
Vu la délibération n°2019-07-06 en date du 1^{er} octobre 2019 ;
Vu la délibération n°2019-09-09 en date du 17 décembre 2019 ;
Vu la délibération n°2020-01-14 en date du 11 février 2020 ;
Vu la délibération n°2022-03-11 en date du 24 mai 2020 ;
Vu la Convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain de Fontenay-le-Comte cofinancé par l'agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) en date du 2 mars 2020 ;
Vu l'avenant n°1 de ladite convention en date du 22 novembre 2022 ;
Vu la convention de financement et de cession de patrimoine entre la Ville de Fontenay-le-Comte et l'Entreprise Sociale pour l'Habitat Vendée Logement (Vendée Logement esh) ;
Vu l'avis du Domaine du 6 mars 2023 ;

Considérant que le renouvellement urbain du quartier des Moulins Liot, porté par la Ville et la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée (CCPFV), prévoit la démolition des tours FGH et la création de logements diversifiés, gestes forts qui permettront une meilleure intégration du quartier ;

Considérant que pour reconstituer l'offre de logements sociaux induite par la démolition des tours, l'ensemble des partenaires (Ville, CCPFV, Etat, Action logement, Conseil départemental de la Vendée, Vendée habitat, Vendée logement, Podeliha accession, Caisse des dépôts et consignations, Foncière Logement) se sont mobilisés pour monter des opérations de logements neufs sur le territoire fontenaisien ;

Considérant que les opérations sont encadrées par un protocole d'échange foncier ;

Considérant que la Ville participe à l'effort de reconstruction de logements sur cette opération en apportant du foncier à un tarif jugé raisonnable ;

Considérant que l'immeuble cadastré section AS numéro 265 sis 4 rue de la Grue, propriété de la Ville est libre de toute occupation ;

Considérant que le permis de construire n°PC8509222F0028 déposé par Vendée Logement esh est purgé de tout recours et retrait ;

Considérant que cette opération permettra la construction de 10 nouveaux logements de typologies variées et la résorption d'une friche dans le centre-ville de Fontenay-le-Comte ;

Considérant qu'il est indiqué dans la convention de financement et de cession de patrimoine que la Commune doit apporter un soutien financier à Vendée Logement ESH sur cette opération ;

Considérant que l'appel d'offre de Vendée Logement esh est en cours ;

Considérant la nécessité pour Vendée Logement esh d'être propriétaire de l'immeuble cadastré section AS numéro 265 sis 4 rue de la Grue pour commencer les travaux ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

32 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **APPROUVE** la cession de la parcelle cadastrée section AS numéro 265 pour une surface cadastrale de 758 m², située 4 rue de la Grue, au profit de l'Entreprise Sociale pour l'Habitat Vendée Logement, au prix de DIX MILLE EUROS (10 000 €), conformément à la Convention pluriannuelle ;
- **PRÉCISE** que la vente interviendra concomitamment avec la vente des parcelles cadastrées section CD numéro 301, sise rue François Roy et section AS numéros 699p, 700p, 701 et 702, sises 2 et 4 rue des Horts à FONTENAY-LE-COMTE (85200) ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son adjoint délégué, à signer l'acte notarié à venir, étant précisé que les frais inhérents seront à la charge de l'acquéreur.

Le secrétaire de séance,

Pascal PLAUT



Le Maire,

Ludovic HOCBON



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

ID : 085-218500924-20230321-DEL_2023_02_08-DE

27302 - SD
SLO



FINANCES PUBLIQUES

**Direction régionale des Finances publiques des Pays de
la Loire et du département de Loire-Atlantique**

Le 06 mars 2023

Pôle d'évaluation domaniale

4 quai de Versailles – CS 93503
44 035 Nantes Cedex 1

téléphone : 02 40 20 75 96

mél. : drfip44.pole-valuation@dgfip.finances.gouv.fr

Madame la Directrice régionale des Finances
publiques des Pays de la Loire et du
département de la Loire-Atlantique

POUR NOUS JOINDRE

à

Affaire suivie par : Thierry CHOTARD

Téléphone : 06 11 14 93 04

Mail : thierry.chotard@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. DS : 11311017

Réf. OSE : 2023-85092-07829

COMMUNE DE FONTENAY LE COMTE

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE / VALEUR LOCATIVE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Désignation du bien : Ancien entrepôt

Adresse du bien : 4 rue de la Grue sur la commune de FONTENAY LE COMTE

Département : Vendée (85)

Valeur vénale : **23 000,00 €/HT. Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 %.**

1 - CONSULTANT

- Consultant : Commune de Fontenay le Comte
- Affaire suivie par : Abigaile THIBAUD - LALAIRE (Gestionnaire patrimoine immobilier et édifices historiques).

2 - DATES

de consultation :	30/01/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	
du dossier complet :	06/03/2023

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 ¹ :	<input type="checkbox"/>

Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)

3.3. Projet et prix envisagé

La commune de Fontenay le Comte le Pôle d'Évaluation Domaniale afin de connaître la valeur d'un bien qui va être vendu à Vendée Logement pour la réalisation de 10 locatifs sociaux.

La valeur envisagée avant consultation du Pôle d'Évaluation Domaniale est de **10 000,00 €/TTC.**

4 - DESCRIPTION DU BIEN**4.1. Situation générale**

Ancien entrepôt en centre-ville occupant la totalité de la parcelle.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

L'ensemble est en mauvais état général. Le bâtiment possède une coursive en bois en partie effondrée sur 3 faces et une ancienne partie bureaux, également en partie effondrée. Sol béton, murs parpaings, toiture fibro et polycarbonate sur charpente métallique.

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieu dit	Superficie (m ²)	Urbanisme	Nature réelle
Fontenay le Comte	AS n° 265	4 rue de la Grue	758 m ²	USa	Parcelle d'assise de 'entrepôt
TOTAL			758 m ²		

4.4. Descriptif

Ancien entrepôt qui occupe la totalité de la parcelle.

L'état général de l'ensemble est très mauvais.

4.5. Surface du bâti

Compte tenu des éléments fournis, il sera tenu compte uniquement du terrain sans les constructions.

5 - SITUATION JURIDIQUE**5.1. Propriété de l'immeuble**

Commune de Fontenay le Comte

5.2. Conditions d'occupation

Le bien est supposé libre de toute occupation.

6 - URBANISME

¹ Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

6.1.Règles actuelles

La parcelle **AS n° 265** en zone USa du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fontenay le Comte dont la dernière procédure a été approuvée le 20/03/2018.

6.2.Date de référence et règles applicables

La parcelle **AS n° 265** est en secteur sauvegardé.

7 - MÉTHODE (S) D'ÉVALUATION MISE (S) EN ŒUVRE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

8 - ÉTUDE DE MARCHÉ

8.1. Étude de marchés

Biens non bâtis – valeur vénale									
N	date mutation	commune adresse	cadastre	surface terrain / SdP (m²)		urbanisme	Prix HT(€)	Prix/ m² (€)	Observations
1	18/07/2022	123 avenue du Président François Mitterrand sur la commune de Fontenay le Comte	ZT n° 767 et 768	470		UBa	40 000	85,10	
2	13/09/2021	Chamiraud sur la commune de Fontenay le Comte	BM n° 557	561		UBa	44 880	80,00	
3	22/10/2022	Chamiraud sur la commune de Fontenay le Comte	BM n° 556	751		UBa	60 000	79,89	
4									
						moyenne	80		
						dominante			

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

Compte tenu des termes de comparaison si le terrain était vierge de toute construction, il conviendrait d'évaluer la valeur du terrain à : $758 \text{ m}^2 \times 80,00 \text{ €/HT}$ soit $60\,640,00 \text{ €/HT}$.

Toutefois les coûts de déconstruction sont évalués à : $758 \text{ m}^2 \times 50,00 \text{ €/HT} = 37\,900,00 \text{ €/HT}$.

En conséquence la valeur du terrain est évalué à : $60\,640,00 \text{ €/HT} - 37\,900,00 \text{ €/HT} = 22\,740,00 \text{ €}$ hors taxes et hors droits par m².

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale de l'ensemble immobilier est de **22 740,00 €** au mètre carré pour une surface de 758 m².

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de **10 %** portant la valeur [minimale de vente sans justification particulière à **20 700,00 € arrondie à 21 000,00 €**].

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour la Directrice régionale des Finances publiques et par délégation,
L'Évaluateur du Pôle d'Évaluation Domaniale



Thierry CHOTARD
Inspecteur des Finances publiques

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	29
Procurations	3
Absents	1

Objet :

2023-02-09 Patrimoine communal - Cession d'un terrain à bâtir situé à l'angle de la rue François-ROY et de l'allée Henri-GUESDON cadastré section CD numéro 301 au profit de l'entreprise sociale pour l'habitat Vendée Logement

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte du **29/03/2023**
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjointes.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

**2023-02-09 PATRIMOINE COMMUNAL – CESSIION D'UN TERRAIN À BÂTIR
SITUÉ À L'ANGLE DE LA RUE FRANÇOIS-ROY ET DE L'ALLÉE HENRI-
GUESDON CADASTRÉ SECTION CD NUMÉRO 301 AU PROFIT DE
L'ENTREPRISE SOCIALE POUR L'HABITAT VENDÉE LOGEMENT**

Sur le rapport de M. Benjamin VERGNAUD, Adjoint au Maire

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2241-1 et suivants ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment l'article L. 3211-14 et suivants ;
Vu l'arrêté d'accord du permis de construire n°PC8509221F0110 en date du 16 mars 2022 ;
Vu la délibération n°2019-07-06 en date du 1^{er} octobre 2019 ;
Vu la délibération n°2019-09-09 en date du 17 décembre 2019 ;
Vu la délibération n°2020-01-14 en date du 11 février 2020 ;
Vu la délibération n°2022-03-11 en date du 24 mai 2020 ;
Vu la Convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain de Fontenay-le-Comte cofinancé par l'agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) en date du 2 mars 2020 ;
Vu l'avenant n°1 de ladite convention en date du 22 novembre 2022 ;
Vu la convention de financement et de cession de patrimoine entre la Ville de Fontenay-le-Comte et l'Entreprise Sociale pour l'Habitat Vendée Logement (Vendée Logement esh) ;
Vu l'avis du Domaine du 9 mars 2023 ;

Considérant que le renouvellement urbain du quartier des Moulins Liot, porté par la Ville et la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée (CCPFV), prévoit la démolition des tours FGH et la création de logements diversifiés, gestes forts qui permettront une meilleure intégration du quartier ;

Considérant que pour reconstituer l'offre de logements sociaux induite par la démolition des tours, l'ensemble des partenaires (Ville, CCPFV, Etat, Action logement, Conseil départemental de la Vendée, Vendée habitat, Vendée logement, Podeliha accession, Caisse des dépôts et consignations, Foncière Logement) se sont mobilisés pour monter des opérations de logements neufs sur le territoire fontenaisien ;

Considérant que les opérations sont encadrées par un protocole d'échange foncier ;

Considérant que la Ville participe à l'effort de reconstruction de logements sur cette opération en apportant du foncier à un tarif jugé raisonnable ;

Considérant que l'immeuble cadastré section CD numéro 301 sis rue François-Roy, propriété de la Ville est libre de toute occupation ;

Considérant que le permis de construire n°PC8509221F0110 déposé par Vendée Logement esh est purgé de tout recours et retrait ;

Considérant que cette opération permettra la construction de 4 nouveaux logements conventionnés ;

Considérant que cette opération entre dans le cadre du NPNRU par l'avenant n°1 à la Convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain de Fontenay-le-Comte en date du 22 novembre 2022, la Commune doit apporter un soutien financier à Vendée Logement ESH sur cette opération ;

Considérant que l'appel d'offre de Vendée Logement esh est en cours ;

Considérant la nécessité pour Vendée Logement esh d'être propriétaire pour commencer les travaux ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

32 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention


- **APPROUVE** la cession de la parcelle cadastrée section CD numéro 301 pour une surface cadastrale de 1284 m², située à l'angle de la rue François-Roy et de l'allée Henri-Guesdon, au profit de l'Entreprise Sociale pour l'Habitat Vendée Logement, au prix de VINGT MILLE EUROS (20 000 €), conformément à la Convention pluriannuelle ;
- **PRÉCISE** que la vente interviendra concomitamment avec la vente des parcelles cadastrées section AS numéro 265, sises 4 rue de la Grue et section AS numéros 699p, 700p, 701 et 702, sises 2 et 4 rue des Horts à FONTENAY-LE-COMTE (85200) ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son adjoint délégué, à signer l'acte notarié à venir, étant précisé que les frais inhérents seront à la charge de l'acquéreur.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON



FINANCES PUBLIQUES



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale des Finances publiques des Pays de
la Loire et du département de Loire-Atlantique

Le 09 mars 2023

Pôle d'évaluation domaniale

4 quai de Versailles – CS 93503
44 035 Nantes Cedex 1

téléphone : 02 40 20 75 96

mél. : drfip44.pole-valuation@dgfip.finances.gouv.fr

Madame la Directrice régionale des Finances
publiques des Pays de la Loire et du
département de la Loire-Atlantique

POUR NOUS JOINDRE

à

Affaire suivie par : Thierry CHOTARD

Téléphone : 06 11 14 93 04

Mail : thierry.chotard@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. DS : 11311888

Réf. OSE : 2023-85092-07840

COMMUNE DE FONTENAY LE COMTE

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE / VALEUR LOCATIVE

[La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site \[collectivites-locales.gouv.fr\]\(#\)](#)



Désignation du bien : Parcelle de terrain

Adresse du bien : Rue François Roy sur la commune de FONTENAY LE COMTE

Département : Vendée (85)

Valeur vénale : **64 000,00 €/HT. Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 %.**

1 - CONSULTANT

- Consultant : Commune de Fontenay le Comte
- Affaire suivie par : Abigaile THIBAUD - LALAIRE (Gestionnaire patrimoine immobilier et édifices historiques).

2 - DATES

de consultation :	30/01/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	
du dossier complet :	09/03/2023

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 ¹ :	<input type="checkbox"/>

Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)

3.3. Projet et prix envisagé

La commune de Fontenay le Comte le Pôle d'Évaluation Domaniale afin de connaître la valeur d'un bien qui va être vendu à Vendée Logement.

La valeur envisagée avant consultation du Pôle d'Évaluation Domaniale est de **20 000,00 €/TTC.**

4 - DESCRIPTION DU BIEN**4.1. Situation générale**

Terrain à bâtir situé en face d'un lotissement, de forme rectangulaire en bordure immédiate de la voirie et des réseaux.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau**4.3. Références cadastrales**

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieu dit	Superficie (m ²)	Urbanisme	Nature réelle
Fontenay le Comte	CD n° 301	Rue François Roy	1 284 m ²	1 AUa	
TOTAL			1 284 m ²		

4.4. Descriptif

Parcelle de terrain

4.5. Surface du bâti**5 - SITUATION JURIDIQUE****5.1. Propriété de l'immeuble**

Commune de Fontenay le Comte

5.2. Conditions d'occupation

La parcelle semble libre de toute occupation.

6 - URBANISME**6.1. Règles actuelles**

¹ Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

La parcelle est en zone « 1 AUa » du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fontenay-le-Comte dont la dernière procédure a été approuvée le 20/03/2018.

6.2. Date de référence et règles applicables

La zone 1AU est destinée à un habitat résidentiel majoritaire, accompagnée de services et d'activités urbaines. Les installations commerciales et artisanales compatibles avec l'habitat sont autorisées. Les équipements publics existent en périphérie des zones et disposent de capacités suffisantes pour permettre l'aménagement de ces zones. Elle comprend 3 secteurs :

- 1AUa : résidentiel à densité moyenne à assez élevée ;
- 1AUb : résidentiel à densité élevée ;
- 1AUc : résidentiel à densité faible à moyenne.

7 - MÉTHODE (S) D'ÉVALUATION MISE (S) EN ŒUVRE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

8 - ÉTUDE DE MARCHÉ

8.1. Étude de marchés

Biens (non) bâtis – valeur vénale									
N	date mutation	commune adresse	cadastre	surface terrain / SdP (m²)	urbanisme	Prix HT(€)	Prix/m² (€)	Observations	
1	13/09/2021	Rue de Grissais sur la commune de Fontenay le Comte	BM n° 557	561 m²	UBa	44 880,00	80		
2	22/10/2022	Rue de Grissais sur la commune de Fontenay le Comte	BM n° 556	751 m²	UBa	60 000,00	80		
	09/06/2022	Biossais sur la commune de Fontenay le Comte	BD n° 361	743 m²	UBa	37 150,00	50	Vente par la communauté de communes	
3									
4									
						moyenne			
						dominante			

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

Compte tenu des termes de comparaison, le terme de comparaison n° 3 sera privilégié soit une valeur de 50,00 €/HT.

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuelle d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale de l'ensemble immobilier est de **64 200,00 € arrondie à 64 000,00 €** pour une surface de **1 284 m²**.

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de **10 %** portant la valeur [minimale de vente sans justification particulière à **57 780,00 € arrondie à 58 000,00 €**].

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour la Directrice régionale des Finances publiques et par délégation,
L'Évaluateur du Pôle d'Évaluation Domaniale



Thierry CHOTARD
Inspecteur des Finances publiques

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	29
Procurations	3
Absents	1

Objet :

2023-02-10 Patrimoine communal - Cession des 10 et 10 bis rue de l'Ancien Hôpital cadastrés section AS n°330 et 331 au profit de M. Florian Gabillaud et M. Alexandre Zard

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

2023-02-10 PATRIMOINE COMMUNAL – CESSIION DES 10 ET 10 BIS RUE DE L'ANCIEN HÔPITAL CADASTRÉS SECTION AS N°330 ET 331 AU PROFIT DE M. FLORIAN GABILLAUD ET M. ALEXANDRE ZARD

Sur le rapport de M. Matthieu FOULONNEAU, Conseiller municipal

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2241-1 et suivants ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment l'article L. 3211-14 ;
Vu les avis du Domaine du 25 octobre 2022 ;
Vu l'offre d'achat faite par Messieurs Florian GABILLAUD et Alexandre ZARD ;
Vu le projet de compromis ;

Considérant que la Ville a fait le choix d'optimiser et de rationaliser la gestion de son patrimoine ;

Considérant que les immeubles situés 10 et 10 bis rue de l'Ancien Hôpital sont libres de toute occupation, et **considérant** l'état de dégradation du 10 depuis l'acquisition par la Ville ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

32 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **APPROUVE** la cession des immeubles section AS n°330 et 331 situés 10 et 10 bis rue de l'Ancien Hôpital, d'une superficie cadastrale respective de 140 et 74 m², au profit de Messieurs Florian GABILLAUD et Alexandre ZARD, ensemble et indivisément, ou toute entité à se substituer qu'ils puissent constituer ensemble, au prix de CENT-QUINZE MILLE EUROS (115 000 €) net vendeur ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son adjoint délégué, à signer le compromis de vente et l'acte notarié à intervenir, étant précisé que les frais inhérents seront à la charge de l'acquéreur.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON



FINANCES PUBLIQUES



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale des Finances publiques des Pays de
la Loire et du département de Loire-Atlantique

Le 25 octobre 2022

Pôle d'évaluation domaniale

4 quai de Versailles – CS 93503
44 035 Nantes Cedex 1

téléphone : 02 40 20 75 96

mél. : drfip44.pole-valuation@dgfip.finances.gouv.fr

Madame la Directrice régionale des Finances
publiques des Pays de la Loire et du
département de la Loire-Atlantique

POUR NOUS JOINDRE

à

Affaire suivie par : Thierry CHOTARD

Téléphone : 06 11 14 93 04

Mail : thierry.chotard@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. DS : 9942290

Réf. OSE : 2022-85092-69856

COMMUNE DE FONTENAY LE COMTE

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE / VALEUR LOCATIVE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Désignation du bien :	Immeuble de bureaux
Adresse du bien :	10 bis rue de l'Ancien Hôpital sur la commune de FONTENAY LE COMTE
Département :	Vendée (85)
Valeur vénale :	500,00 €/HT

1 - CONSULTANT

- Consultant : Commune Fontenay le Comte
- Affaire suivie par : Abigaile THIBAUD-LALÈRE (Agent Gestion Patrimoniale – Direction des affaires juridiques)

2 - DATES

de consultation :	20/09/2022
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	
du dossier complet :	25/10/2022

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 ¹ :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

3.3. Projet et prix envisagé

La Ville de FONTENAY-LE-COMTE sollicite le Pôle d'Évaluation Domaniale pour vendre un bien qu'elle a acquis pour requalifier l'îlot de l'Ancien Hôpital lors de la construction du cinéma.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

¹ Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

4.1. Situation générale

Maison de ville entièrement réhabilitée à vocation tertiaire située dans le centre historique de la ville de Fontenay le Comte.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie (m ²)	Nature réelle
Fontenay le Comte	AS n° 331	10 bis rue de l'Ancien Hôpital	74	Parcelle d'assise de l'immeuble
TOTAL			74 m ²	

4.4. Descriptif

Ensemble immobilier construit dans les années 1900 sise sur la parcelle AS n° 331 d'une surface de 74 m².

Cette ensemble immobilier en bon état général se tient sur 3 étages avec cave.

Il comprend : une entrée, une tisanerie, deux WC, cinq bureaux, une salle de réunion. C'est un chauffage de type électrique

L'ensemble a été entièrement réhabilité.

4.5. Surface du bâti

La surface utile pondérée de l'ensemble immobilier est de 67 m².

5 - SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Commune de Fontenay le Comte

5.2. Conditions d'occupation

Libre de toute occupation.

6 - URBANISME

6.1. Règles actuelles

La parcelle est située en zone U, au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fontenay le Comte dont la dernière procédure a été approuvée le 20/03/2018.

6.2. Date de référence et règles applicables

7 - MÉTHODE (S) D'ÉVALUATION MISE (S) EN ŒUVRE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

8.1. Études de marché

Biens bâtis – valeur vénale									
N	date mutation	commune adresse	cadastre	surface terrain / SdP (m²)		urbanisme	Prix HT(€)	Prix/m² (€)	Observations
1	23/06/2021	25 rue Lanoue Bras de Fer sur la commune de Fontenay le Comte	AH n° 138	118	71	USa	68 000	958	
2	26/03/2021	12 rue Belesbat sur la commune de Fontenay le Comte	BH n° 376	473	320	USa	100 000	313	
3									
4									
							moyenne	636	
							dominante		

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

En conséquence la valeur vénale du bien immobilier considéré peut être appréciée à **636,00 € hors taxes et hors droits par m²**.

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **42 612,00 € arrondie à 42 600,00 pour une surface de 67,00 m²**.

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur [minimale de vente sans justification particulière à **38 340,00 € (arrondie à 38 300,00 €)**.] [~~maximale d'acquisition sans justification particulière à — € (arrondie).~~]

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation (plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 12 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour la Directrice régionale des Finances publiques et par délégation,
L'Évaluateur du Pôle d'Évaluation Domaniale



Thierry CHOTARD
Inspecteur des Finances publiques



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

ID : 085-218500924-20230321-DEL_2023_02_10-DE

27302 - SD
SLO



FINANCES PUBLIQUES

**Direction régionale des Finances publiques des Pays de
la Loire et du département de Loire-Atlantique**

Le 25 octobre 2022

Pôle d'évaluation domaniale

4 quai de Versailles – CS 93503
44 035 Nantes Cedex 1

téléphone : 02 40 20 75 96

mél. : drfip44.pole-valuation@dgfip.finances.gouv.fr

Madame la Directrice régionale des Finances
publiques des Pays de la Loire et du
département de la Loire-Atlantique

POUR NOUS JOINDRE

à

Affaire suivie par : Thierry CHOTARD

Téléphone : 06 11 14 93 04

Mail : thierry.chotard@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. DS : **9942290**

Réf. OSE : 2022-85092-69856

COMMUNE DE FONTENAY LE COMTE

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE / VALEUR LOCATIVE

[La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site \[collectivites-locales.gouv.fr\]\(#\)](#)



Désignation du bien : Maison de ville

Adresse du bien : 10 rue de l'Ancien Hôpital sur la commune de FONTENAY
LE COMTE

Département : Vendée (85)

Valeur vénale : **000,00 €/HT**

1 - CONSULTANT

- Consultant : Commune Fontenay le Comte
- Affaire suivie par : Abigaile THIBAUD-LALÈRE (Agent Gestion Patrimoniale – Direction des affaires juridiques)

2 - DATES

de consultation :	20/09/2022
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	
du dossier complet :	25/10/2022

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 ¹ :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

3.3. Projet et prix envisagé

La Ville de FONTENAY-LE-COMTE sollicite le Pôle d'Évaluation Domaniale pour vendre un bien qu'elle a acquis pour requalifier l'îlot de l'Ancien Hôpital lors de la construction du cinéma.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

¹ Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

4.1. Situation générale

Maison de ville située dans le centre historique de la ville de Fontenay le Comte.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie (m ²)	Nature réelle
Fontenay le Comte	AS n° 330	10 rue de l'Ancien Hôpital	140	Parcelle d'assise de la maison
TOTAL			140 m ²	

4.4. Descriptif

Ensemble immobilier construit dans les années 1670 sise sur la parcelle AS n° 330 d'une surface de 140 m².

Cette ensemble immobilier comprend : une entrée, 3 pièces de vie, 1 salle de bain avec baignoire, 2 WC, 5 chambres pour une surface utile de **131 m²**.

Il existe également une cave de 21 m² pondérée à 0,4 soit **8,4 m²**, un grenier de 28 m² pondéré à 0,2 soit **5,6 m²** et une terrasse de 13 m² soit **2,6 m²**.

L'ensemble est en très mauvais état de gros travaux de réhabilitation sont à prévoir. La toiture est à refaire en intégralité

4.5. Surface du bâti

La surface utile pondérée de l'ensemble immobilier est de **147,6 m²**.

5 - SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Commune de Fontenay le Comte

5.2. Conditions d'occupation

Libre de toute occupation.

6 - URBANISME

6.1. Règles actuelles

La parcelle est située en zone U, au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fontenay le Comte dont la dernière procédure a été approuvée le 20/03/2018.

6.2. Date de référence et règles applicables

7 - MÉTHODE (S) D'ÉVALUATION MISE (S) EN ŒUVRE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

8.1. Études de marché

Biens bâtis – valeur vénale									
N	date mutation	commune adresse	cadastre	surface terrain / SdP (m ²)		urbanisme	Prix HT(€)	Prix/m ² (€)	Observations
1	04/10/2021	9 rue Saint-Nicolas sur la commune de Fontenay le Comte	AS 183, 188, 524, 525 et 528	192	102		33 000	323	
2	05/11/2021	14 rue de l'Ancien Hôpital sur la commune de Fontenay le Comte	AS n° 354	50	72		18 000	250	
3	03/02/2021	63 rue Gaston Guillemet sur la commune de Fontenay le Comte	BE n° 218 et 324	213	191		34 000	178	
4	09/03/2022	57 rue des Loges sur la commune de Fontenay le Comte	AS n° 888	190	552		70 000	127	
								moyenne	220
								dominante	

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

En conséquence la valeur vénale du bien immobilier considéré peut être appréciée à **220,00 € hors taxes et hors droits par m² hors coûts de démolition des bâtiments existants.**

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **32 472,00 € arrondie à 32 500,00 pour une surface de 147,6 m².**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % port[ant] sans justification particulière à **29 250,00 € (arrondie).** [~~maximale d'acquisition sans justification particulière à — € (arrondie).~~]

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 12 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

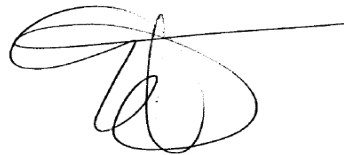
12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour la Directrice régionale des Finances publiques et par délégation,
L'Évaluateur du Pôle d'Évaluation Domaniale



Thierry CHOTARD
Inspecteur des Finances publiques

**CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	28
Procurations	3
Absents	2

Objet :

2023-02-12 Patrimoine communal - Usine relais n°17 - Crédit-bail immobilier- Avenant - ADAPA FRANCE FONTENAY LE COMTE

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

2023-02-12 PATRIMOINE COMMUNAL – USINE RELAIS N°17 – CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER – AVENANT – ADAPA FRANCE FONTENAY LE COMTE

Sur le rapport de Mme Patricia DROUIN, Adjointe au Maire

Vu les délibérations du Conseil municipal des 26 juin 1998, 17 décembre 1998, 13 juillet 1999, 11 décembre 2008, 18 novembre 2010 et 17 septembre 2015 ;

Vu le contrat notarié de crédit-bail immobilier du 29 septembre 1999 et son avenant du 29 août 2019 ;

Vu le procès-verbal des décisions de l'associé unique du 14 novembre 2022 de la société par actions simplifiée à associé unique SCHUR FLEXIBLES UNI FLEXO ;

Considérant que la société SOCIETE D'ARTICLES DE CONDITIONNEMENT, puis S.A.C., puis SCHUR FLEXIBLES UNI FLEXO, est locataire de la Ville par contrat notarié de crédit-bail immobilier du 29 septembre 1999 et avenant du 29 août 2019 de l'usine relais n°17 sise rue du Moulin de la Groie, zone industrielle de Saint-Médard-des-Prés à Fontenay-le-Comte ;

Considérant que par courriel du 8 février 2023, le locataire a communiqué son nouveau Kbis qui est désormais sous l'enseigne ADAPA FRANCE FONTENAY LE COMTE, société par actions simplifiée (Société à associé unique), suite au changement de dénomination sociale décidé le 14 novembre 2022 de la précédente enseigne SCHUR FLEXIBLES UNI FLEXO ;

Considérant qu'afin de permettre le recouvrement du loyer sur le bon tiers, il convient de mettre en place un avenant de régularisation actant la nouvelle situation ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

- 31 Voix Pour
- 0 Voix Contre
- 0 Abstention

- **PREND ACTE** du changement de dénomination sociale décidée le 14 novembre 2022 par SCHUR FLEXIBLES UNI FLEXO pour devenir ADAPA FRANCE FONTENAY LE COMTE et **APPROUVE** le transfert du contrat notarié de crédit-bail immobilier du 29 septembre 1999 et son avenant du 29 août 2019 au nom de la nouvelle dénomination sociale de la société ;

- **APPROUVE** le projet d'avenant ;

- **DÉLÈGUE** tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour exécuter la présente décision ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'avenant à intervenir étant précisé que les frais d'acte seront à la charge du preneur.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON

101227101

PBM/FG/

**L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS,
LE**

**A FONTENAY-LE-COMTE (Vendée), 3 rue du Général Malet, au siège de
l'Office Notarial, ci-après nommé,**

**Maître Patricia BILLON-MICHAUD, Notaire Associé de la Société Civile
Professionnelle «Laurent MOMPERT, Philippe CHAUMONT, Patricia BILLON-
MICHAUD, Nicoleta MIHALACHE-BARON, Notaires Associés», titulaire d'un
Office Notarial à FONTENAY-LE-COMTE, 3 rue du Général Malet ,**

**A reçu le présent acte contenant AVENANT A CONTRAT DE CREDIT-
BAIL IMMOBILIER :**

ENTRE :

La **COMMUNE DE FONTENAY-LE-COMTE**, Collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département de la Vendée, dont l'adresse est à FONTENAY-LE-COMTE CEDEX (85201), 9 rue Georges-Clemenceau, identifiée au SIREN sous le numéro 218500924.

D'UNE PART

ET :

La Société dénommée **ADAPA FRANCE FONTENAY LE COMTE**, Société par actions simplifiée au capital de 2408576 €, dont le siège est à FONTENAY-LE-COMTE (85200), rue du Moulin de la Groie, identifiée au SIREN sous le numéro 353551047 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LA ROCHE-SUR-YON.

Venant aux droits de la société **SCHUR FLEXIBLES UNI FLEXO**.

D'AUTRE PART

PRESENCE – REPRESENTATION

-La Commune de **FONTENAY-LE-COMTE** est représentée par :

Monsieur Ludovic HOCBON, son Maire, spécialement autorisé à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du +++++, télétransmise à la Préfecture le +++++, dont une copie demeure ci-annexée.

Le représentant de la Commune déclare que cette délibération n'a fait l'objet d'aucun recours auprès du Tribunal Administratif.

-La société **ADAPA FRANCE FONTENAY LE COMTE** est représentée par :

+++++

LESQUELS ont d'abord exposé ce qui suit :

EXPOSE

1°) Contrat de crédit-bail immobilier par la Commune de FONTENAY-LE-COMTE à la société dénommée SOCIETE D'ARTICLES DE CONDITIONNEMENT

Suivant acte reçu par Maître Laurent MOMPERT, notaire à FONTENAY-LE-COMTE, le 29 septembre 1999, dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de FONTENAY-LE-COMTE le 14 octobre 1999, volume 1999P, numéro 4959,

La Commune de FONTENAY-LE-COMTE a donné en crédit-bail immobilier à la société dénommée SOCIETE D'ARTICLES DE CONDITIONNEMENT, société en nom collectif au capital de 106.116,00 EUR, ayant son siège à BOUSBECQUE (Nord) Rue Léon Six, identifiée au SIREN sous le numéro 546750332 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LILLE,

Un ensemble immobilier à usage industriel sis à FONTENAY-LE-COMTE (85200), dans la Zone d'Aménagement Concerté de SAINT-MEDARD-DES-PRES, Rue du Moulin de la Groie, cadastré section ZT numéro 491 pour une contenance de un hectare soixante et un ares seize centiares (1ha 61a 16ca), comprenant un hall atelier de production, un hall de stockage, locaux annexes, bureaux, vestiaires, sanitaires, local de stockage des encres et terrain autour.

Ce contrat de crédit-bail a été consenti pour une durée de vingt (20) ans à compter du 1^{er} novembre 1999, et moyennant un loyer mensuel hors taxes payable par le crédit-preneur, le premier jour de chaque mois, fixé à titre prévisionnel en attendant le décompte définitif des travaux de construction et l'obtention des aides, à :

- trente cinq mille francs (35.000,00 Frs soit 5.335,72 EUR) à partir des échéances du 1^{er} novembre 1999 au 1^{er} octobre 2004 inclus,
- quarante cinq mille francs (45.000 Frs soit 6.860,21 EUR) à partir des échéances du 1^{er} novembre 2004 au 1^{er} octobre 2009 inclus,
- et cinquante cinq mille francs (55.000,00 Frs soit 8.384,70 EUR) à partir des échéances du 1^{er} novembre 2009 au 1^{er} octobre 2019 inclus.

En outre, ce contrat a été conclu sous diverses charges et conditions que les parties dispensent expressément le notaire soussigné de rappeler ici.

2°) Vente par la Commune de FONTENAY-LE-COMTE à la société dénommée SOCIETE D'ARTICLES DE CONDITIONNEMENT

Suivant acte reçu par Maître Laurent MOMPERT, notaire à FONTENAY-LE-COMTE, les 22 septembre et 24 octobre 2006, dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de FONTENAY-LE-COMTE le 17 novembre 2006, volume 2006P, numéro 6576,

La Commune de FONTENAY-LE-COMTE a vendu à la société dénommée SOCIETE D'ARTICLES DE CONDITIONNEMENT, ayant transféré son siège social à FONTENAY LE COMTE, Rue du Moulin de la Groie, en exécution des dispositions du crédit-bail immobilier sus-visé, par réalisation de la promesse unilatérale de vente, mais seulement en ce qui concerne une partie non bâtie de l'immeuble immobilier sus-désigné, ladite partie cadastrée section ZT numéro 588 pour une contenance de trois ares soixante cinq centiares (3a 65ca).

Audit acte, il a été expressément convenu entre les parties que le contrat de crédit-bail immobilier conserverait tous ses effets sur le surplus de l'ensemble immobilier désormais cadastré section ZT numéro 587 pour un hectare cinquante sept ares cinquante et un centiares (1ha 57a 51ca) ; tous les autres conditions du crédit-bail restant inchangées y compris les dispositions financières.

3°) Dissolution anticipée et transmission universelle de patrimoine

Aux termes d'une décision en date du 20 novembre 2008, Madame Nathalie CARESMEL, agissant en sa qualité de Présidente de :

La société dénommée S.A.C., société par actions simplifiée au capital de 151.584,00 EUR, ayant son siège social à BERLES-MONCHEL (62690) 10, Rue d'Eau, identifiée au SIREN sous le numéro 353551047 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'ARRAS, associée unique de la société dénommée SOCIETE D'ARTICLES DE CONDITIONNEMENT,

A déclaré dissoudre, par anticipation, à compter du 20 novembre 2008, la société dénommée SOCIETE D'ARTICLES DE CONDITIONNEMENT, en application des dispositions du troisième alinéa de l'article 1844-5 du Code civil.

Cette décision, dont une copie est ci-annexée, revêt la mention ci-après littéralement rapportée :

Enregistré à : CDI-SIE FONTENAY-LE-COMTE

Le 24/11/2008 Bordereau n° 2008/944 Case n° 6

Enregistrement : 375 € Pénalités :

Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros

Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros

L'Agente

Conformément aux dispositions de l'article 1844-5, alinéa 3, du Code civil, cette dissolution a entraîné la transmission universelle du patrimoine de la société dénommée SOCIETE D'ARTICLES DE CONDITIONNEMENT à la société dénommée S.A.C., sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Les formalités de publicité prévues par cet article ont été régulièrement accomplies et aucune opposition n'a été formulée dans le délai légal.

4°) Changement de siège social de la société dénommée S.A.C.

Aux termes d'une décision en date du 31 décembre 2008, l'associé unique de la société dénommée S.A.C. a décidé de transférer à compter du 1^{er} janvier 2009 le siège social de BERLES-MONCHEL (62690) 10, Rue d'Eau à FONTENAY-LE-COMTE (85200) Rue du Moulin de la Groie.

5°) Changement de dénomination de la société dénommée S.A.C.

Aux termes d'une décision en date du 1^{er} janvier 2019, l'associé unique de la société dénommée S.A.C. a changé la dénomination sociale de cette société en SCHUR FLEXIBLES UNI FLEXO.

6°) Avenant au contrat de crédit-bail immobilier

Aux termes d'un acte reçu par Maître Patricia BILLON-MICHAUD, notaire associé soussigné, en date du 29 août 2019, il a été conclu entre la Commune de FONTENAY-LE-COMTE et la société SCHUR FLEXIBLES UNI FLEXO un avenant au contrat de crédit-bail immobilier dans les termes ci-après littéralement rapportés, savoir :

« II – AVENANT AU CONTRAT DE CREDIT-BAIL IMMOBILIER

Monsieur Jean-Michel LALERE, ès-qualités, et Monsieur CARESMEL, ès-qualités, conviennent expressément :

1°) de proroger le contrat de crédit-bail conclu le 29 septembre 1999, portant sur l'immeuble sis à FONTENAY-LE-COMTE 24, Rue du Moulin de la Groie, cadastré section ZT numéro 587 pour 1ha 57a 51ca, d'une durée de cinq (5) ans, soit jusqu'au 31 octobre 2024.

2°) de fixer, rétroactivement à compter de l'échéance du 1^{er} novembre 2010, le loyer mensuel hors taxe à la somme de cinq mille trois cent quatre vingt dix euros seize cents (5.390,16 EUR), suivant le tableau d'amortissement joint à la copie de délibération du Conseil municipal du 18 novembre 2010 ci-annexée.

En outre, le crédit-bailleur déclare renoncer purement et simplement, à compter rétroactivement du 17 septembre 2015, dans le cadre de l'accord de « sales and lease back » du crédit-preneur intervenu le 22 juillet 2015 avec les sociétés BERIVO STRATEGIC ASSET FINANCE COMPANY LIMITED et BERIVO STRATEGIC EQUIPMENT LEASING COMPANY LIMITED, à se prévaloir de la clause « Garnissement » figurant au contrat de crédit-bail dans les termes ci-après littéralement rapportés :

Les lieux loués devront être constamment garnis de matériel en état de fonctionnement normal, ainsi que de meubles, objets mobiliers et marchandises en quantité et de valeur suffisantes pour répondre, en tout temps du paiement du loyer et de l'exécution des charges et obligations du présent contrat.

Toutes les autres conditions du bail restent inchangées. »

7°) Changement de dénomination de la société SCHUR FLEXIBLES UNI FLEXO

Aux termes d'une décision en **date du +++++**, l'associé unique de la société dénommée SCHUR FLEXIBLES UNI FLEXO a changé la dénomination sociale de cette société en ADAPA FRANCE FONTENAY LE COMTE.

Ceci exposé, il est passé à l'avenant objet des présentes,

CONSTATATION DU CHANGEMENT DE DENOMINATION DU CREDIT-PRENEUR

Monsieur Ludovic HOCBON, représentant de la Commune de FONTENAY-LE-COMTE et M+++++, représentant la société ADAPA FRANCE FONTENAY LE COMTE, constatent le changement de dénomination du CREDIT PRENEUR, à savoir ADAPA FRANCE FONTENAY LE COMTE, venant aux droits de la société SCHUR FLEXIBLES UNI FLEXO

Ils requièrent le notaire soussigné de déposer un extrait Kbis de la société au service de la publicité foncière de LA ROCHE-SUR-YON et de publier ce changement de dénomination.

Toutes les autres clauses et conditions du contrat de crédit-bail immobilier restent inchangées.

EFFET RELATIF

Le terrain : Procès-verbal de remembrement de la commune de FONTENAY-LE-COMTE en date du 28 décembre 1983, publié au bureau des hypothèques de FONTENAY-LE-COMTE le 28 décembre 1983, volume R68, compte 3.

Les constructions : Pour les avoir fait édifier depuis.

PUBLICITE FONCIERE

Le présent acte sera publié au Service de la publicité foncière de LA ROCHE-SUR-YON par les soins du notaire soussigné.

En fonction des dispositions de l'acte à publier au fichier immobilier, la contribution de sécurité immobilière représentant la taxe au profit de l'État telle que fixée par l'article 879 du Code général des impôts s'élève à la somme de quinze euros (15,00 eur).

FRAIS

Tous les frais des présentes et de leurs suites seront supportés par la société ADAPA FRANCE FONTENAY LE COMTE, ainsi que son représentant l'y oblige.

POUVOIRS

Les parties, agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout clerc de l'office notarial dénommé en tête des résentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires cadastraux ou d'état-civil.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne et encadré par la signature de clauses contractuelles types de la Commission européenne, visant à assurer un niveau de protection des données substantiellement équivalent à celui garanti dans l'Union Européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les personnes peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les personnes peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si les personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

CERTIFICATION D'IDENTITÉ

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

FORMALISME LIÉ AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en en-tête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire, qui a recueilli l'image de leur signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	28
Procurations	2
Absents	3

Objet :

2023-02-13 Opérations
foncières et immobilières - Bilan 2022

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

2023-02-13 OPÉRATIONS FONCIÈRES ET IMMOBILIÈRES – BILAN 2022

Sur le rapport de M. Benjamin VERGNAUD, Adjoint au Maire

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2241-1 ;

Vu le bilan annexé ;

Considérant que le Conseil municipal est appelé à se prononcer sur le bilan annuel des acquisitions et cessions immobilières opérées par la commune au titre de l'article L.2241-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré,

- **PREND ACTE** du bilan des opérations foncières et immobilières opérées par la Ville au cours de l'année 2022, ci-après annexé.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON

N° archive acte	Cédant	Acquéreur	Nature du bien	Localisation	Références cadastrales	Superficie cadastrale en m²	Décision du conseil		Date de l'acte	Prix		Commentaire
					Parcelle mère		Date	N° délibération		€ HT/m²	Total	
1973	Ville de Fontenay-le-Comte	M. et Mme PAGIS	Chemin	Allée de l'Innovation		349	06/07/2021	2021-05-03	18/02/2022	3,60 €	1 256,00 €	
1994	Ville de Fontenay-le-Comte	M. et Mme GARREAU	Maison d'habitation	72 rue de Grissais	BM 0576 et 0572	885	29/03/2022	13-02-2022	22 et 25/07/2022	-	150 000,00 €	
					BM 0076 et 0077	1455						
1974	Ville de Fontenay-le-Comte	SAS POLTEAU IMMOBILIER	Terrain à bâtir	Impasse Bel Air	AY 0260 et 0262	80	25/03/2022	2022-02-14	19/04/2022	0,60 €	4 800,00 €	Cession d'une partie du parking de l'ECC pour agrandissement et création d'un garage moto
					AY 0238 et 0242	7911						
1998	Ville de Fontenay-le-Comte	M. Pierre NAULLEAU	Délaissé de voirie	Ruelle des Chapeliers	AS 0891	12	24/05/2022	2022-03-06	12/07/2022	35,00 €	420,00 €	
					Domaine non cadastré							
1996	Ville de Fontenay-le-Comte	EPF de la Vendée	Petite dépendance	6 rue du Four	AS 0004	40	24/05/2022	2022-03-07	12/07/2022	-	Euro symbolique	Ruine entrant dans le cadre du projet LUSSAUD
1999	Ville de Fontenay-le-Comte	Consorts LETEAU	Terrain à bâtir	Rue Jehan Rabateau	AK 0328	426	01/06/2021	2021-04-03	21 et 24/10/2022	50,00 €	21 300,00 €	
					AK 0025	865						
1975	Cst CHATAIGNER	Ville de Fontenay-le-Comte	Alignement	Rue Jan et Joël Martel	BR 0168	215	29/01/2019	2019-01-04	29/11/2022	-	Titre gratuit/Don	
2000	Association Syndicale Libre Lotissement Mérité	Ville de Fontenay-le-Comte	Voiries	Impasse des Chataigners	AO 0122 AO 0127 AO 0131 AO 0134	1189 1352 531 153	06/07/2021	2021-05-05	22/12/2022	-	Titre gratuit	

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	28
Procurations	2
Absents	3

Objet :

2023-02-14 Patrimoine communal - Convention de maîtrise foncière entre l'EPF de la Vendée et la Ville de Fontenay-le-Comte - Bilan d'activité de l'EPF de la Vendée - Secteur Lussaud - Année 2022

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

2023-02-14 PATRIMOINE COMMUNAL - CONVENTION DE MAÎTRISE FONCIÈRE ENTRE L'EPF DE LA VENDÉE ET LA VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE - BILAN D'ACTIVITÉ DE L'EPF DE LA VENDÉE - SECTEUR LUSSAUD - ANNÉE 2022

Sur le rapport de Benjamin VERGNAUD, Adjoint au Maire

Vu l'article L 2241-1 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération 2015-06-04 du 21 juillet 2015, complétée par les délibérations 2016-01-4 du 26 janvier 2016, 2016-09-7 du 15 novembre 2016, 2016-11-2 du 20 décembre 2016, 2017-03-4 du 25 avril 2017, 2017-09-3 du 19 décembre 2017

Vu la convention opérationnelle de maîtrise foncière signée avec l'EPF de la Vendée le 1^{er} octobre 2015, suivie des avenants des 23 mars 2016, 14 décembre 2016, 2 décembre 2019, 16 mars 2021 ;

Considérant que le 1^{er} octobre 2015, la Ville de Fontenay-le-Comte a signé avec l'Etablissement Public Foncier de la Vendée une convention de maîtrise foncière en vue de requalifier une friche urbaine en centre-ville. Cette convention détaille notamment dans son article 21 la mise en place d'un dispositif de suivi prévoyant la remise annuelle par l'EPF de la Vendée d'« un bilan des acquisitions et du suivi des prix de revient ».

Considérant le bilan d'activité 2022 établi par l'EPF de la Vendée sur le secteur LUSSAUD ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

30 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **APPROUVE** le bilan d'activité 2022 de l'EPF de la Vendée sur le secteur LUSSAUD ;
- **PREND ACTE** de l'annexion du bilan d'activité 2022 de l'EPF de la Vendée au compte administratif de la commune ;
- **CHARGE** Monsieur le Maire de signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON



BILAN D'ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2022

COMMUNE DE FONTENAY LE COMTE

OPERATION : Secteur LUSSAUD

AFFAIRE SUIVIE PAR : M. Ronan CARIOU

1. RAPPEL DU CADRE CONVENTIONNEL

- **Périmètre d'intervention**

Convention signée entre la commune et l'EPF de Vendée le 01/10/2015

Avenant 1 signé le 23/03/2016 : modification du montant, des conditions, et du périmètre

Avenant 2 signé le 14/12/2016 : modification de la durée, du montant, des conditions, et du périmètre

Avenant 3 signé le 02/12/2019 : modification de la durée

Courrier de prorogation du 30/09/2020

Avenant 4 signé le 30/03/2021 : modification de la durée

Avenant 5 signé le 12/07/2022 : modification de la durée

Date d'échéance de la convention : 01/10/2024

Surface de la convention : 4 781 m²

- **Synthèse des engagements conventionnés par la Commune de FONTENAY LE COMTE**

Engagement financier prévisionnel de la convention : 1 900 000.00 € HT dont 1 502 879.11 € HT déjà engagés

Subvention EPF : Fonds friche

Secteur LUSSAUD :

Nature principale du projet : Habitat

Taux actualisation annuel : 0.50 %

Densité minimale : 70 logements par hectare

Nombre de logements prévus : 29

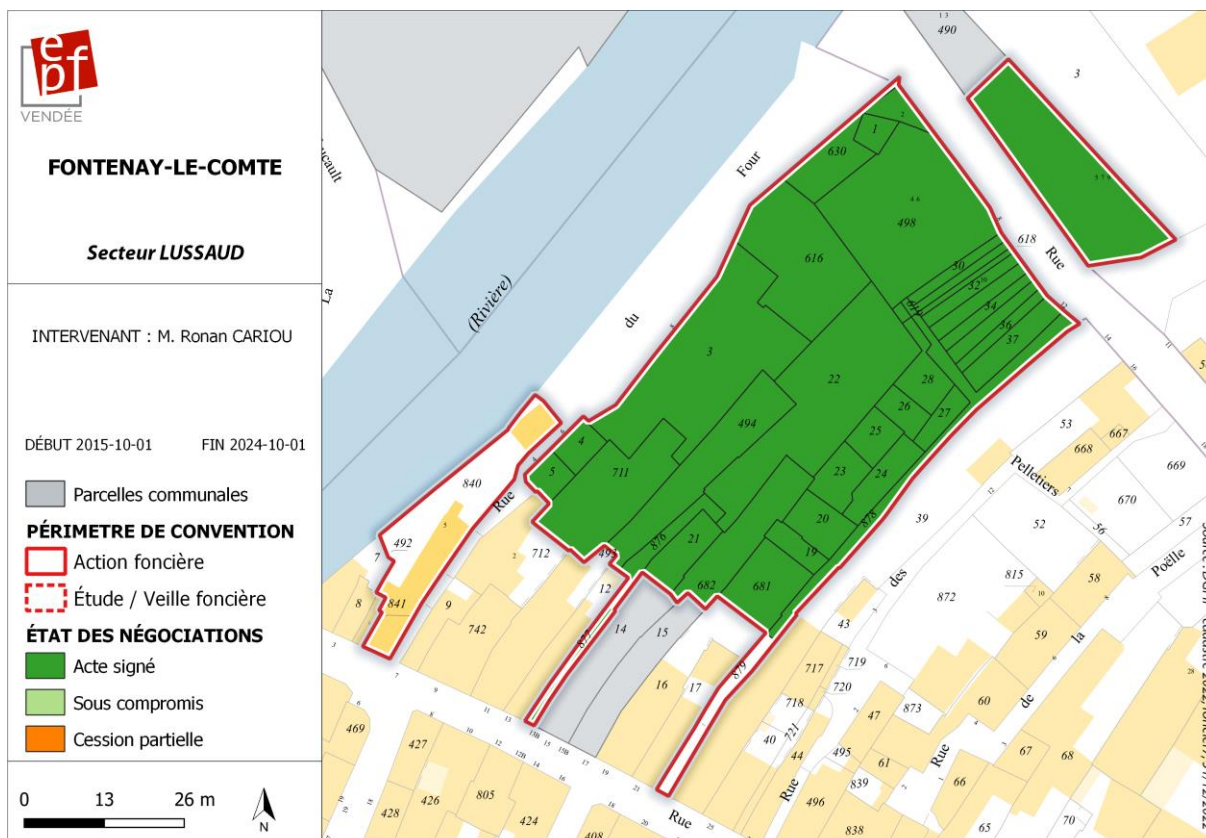
Nombre de logements locatifs sociaux prévus : 3

Autres commerces/ services :

Equipements :

Surface totale acquise : 4 345 m², pour un montant de 800 250 € HT

Surface restant à céder : 4 345 m²



2. ÉTAT D'AVANCEMENT ET PREVISIONNEL (UNIQUEMENT POUR LES ECRITURES DE L'ANNEE 2022)

- Acquisitions réalisées au 31 décembre 2022

DATE	INTITULE	MONTANT HT
-	-	

TOTAL : €

Rappel : conformément aux dispositions conventionnelles, la collectivité ou l'opérateur qu'elle désigne rachètera les parcelles acquises au plus tard aux dates de fin de portage indiquées précédemment.

- Etudes réalisées au 31 décembre 2022

DATE	TIERS	INTITULE	MONTANT HT
26/07/2022	FORMA 6	Complément étude urbaine	3 525.00
14/12/2022	VERONNEAU	Relevé topographique	3 578.50
03/02/2022	BEN_EMAIDI	Diagnostic complémentaire avant démolition	1 854.00
13/06/2022	BEN_EMAIDI	Diagnostic avant démolition 6 rue du Four	470.00
27/06/2022	BEN_EMAIDI	Diagnostic avant démolition 4 rue du Four	910.00

TOTAL : 10 337.50 €

- Travaux réalisés au 31 décembre 2022

DATE	TIERS	INTITULE	MONTANT HT
31/12/2022	ORANGE	Déconnexion réseaux 4 rue du four	321.00
17/03/2022	ENEDIS	Déconnexion réseaux 4 rue du Four / 9 rue Ste Catherine	426.63
07/12/2022	Egis	Maîtrise d'œuvre déconstruction / dépollution	39 997.20
26/07/2022	AD Inge	Maitrise d'oeuvre déconstruction / dépollution	15 250.00
28/11/2022	NEOECO	Maîtrise d'oeuvre déconstruction / dépollution (sous-traitant)	3 500.00
27/06/2022	PLANETE_RECYCLAGE	Valorisation des matériaux déconstruction	400.00
05/07/2022	DILA	Avis marché déconstruction	720.00

26/07/2022	MEDIALEX	Avis marché déconstruction	1 003.83
------------	----------	----------------------------	----------

TOTAL : 61 618.66 €

- Cessions réalisées au 31 décembre 2022

DATE	TIERS	INTITULE	MONTANT HT
-	-	-	

TOTAL HT : 0.00 €

TOTAL TTC : 0.00 €

3. SUIVI FINANCIER GLOBAL

Le tableau ci-après présente l'ensemble des dépenses engagées par l'EPF de la Vendée dans le cadre de l'opération « Secteur LUSSAUD », ainsi que le stock foncier porté par celui-ci (c'est-à-dire les charges restant à refacturer lors des prochaines cessions).

Depuis le 1^{er} janvier 2020, date de mise en application du nouveau PPI, l'EPF ne calcule plus de charge d'actualisation. Néanmoins, cette actualisation est due jusqu'au 31 décembre 2019 et sera refacturée lors des prochaines cessions.

Cette synthèse ne tient pas compte des éventuelles aides que l'EPF pourrait apporter (co-financement des études, minoration foncière, fonds friche – cf page 2).

Pour mémoire, ne sont pas refacturés les frais de fonctionnement de l'EPF relatifs à l'opération (assistance à maîtrise d'ouvrage, frais de fonctionnement, négociation foncière, etc...)

	Engagé à	Stock à fin	Année	Total à
Intitulé	fin 2022	2021	2022	fin 2022
1 DEPENSES	1 502 879,11	995 391,64	112 371,85	1 107 763,49
601111 Coût d'achat portage	800 250,00	800 250,00		800 250,00
6011121 Indemnité d'éviction	41 500,00	41 500,00		41 500,00
6011122 Frais d'acquisition	9 095,21	8 095,21		8 095,21
601113 Frais d'études (portage)	78 437,38	68 099,88	10 337,50	78 437,38
601114 Travaux (portage)	453 317,21	3 175,85	61 618,66	64 794,51
6011151 Impôts fonciers	36 108,01	22 678,01	13 430,00	36 108,01
6011153 Frais accessoire	84 171,30	51 592,69	26 985,69	78 578,38
2 RECETTES	3 220,00	3 220,00		3 220,00
752 Revenus des immeubles non affectés	3 220,00	3 220,00		3 220,00
SOLDE	1 499 659,11	992 171,64	112 371,85	1 104 543,49
Charge d'actualisation				
TOTAL HT				1 104 543,49
Montant TTC (à titre indicatif) *				1 325 452,19

* le calcul étant théorique à ce stade selon l'hypothèse la plus défavorable d'une TVA sur prix total

Conformément à l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2 000 habitants par celle-ci, ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette commune, donne lieu chaque année à une délibération du conseil municipal qui doit nous être transmis. Ce bilan doit être annexé au compte administratif de la commune.

4. AVANCEMENT ET ENJEUX A VENIR

L'EPF de la Vendée a pu prendre définitivement possession de l'ancienne imprimerie en juillet 2021, après fixation des indemnités dues à la SCI DROP. Ce jugement conforme à l'offre de l'EPF de la Vendée a fait l'objet d'un appel par la SCI DROP. La Cour d'appel de Poitiers a confirmé le jugement de 1^{ère} instance en faveur de l'EPF de la Vendée le 15 mars 2022. La SCI DROP s'est cependant pourvue en cassation en mai 2022. L'audience est attendu pour 2023.

La maîtrise foncière sur le périmètre de projet a été finalisée après le partage indivision pour la parcelle AS13. L'acte d'acquisition a pu être signé en février 2022 auprès de Maître MOMPERT.

Il reste toutefois à régulariser une anomalie cadastrale identifiée lors du bornage et de la reconnaissance des limites préalable aux travaux de démolition. En effet, l'un des bâtiments de l'ancienne imprimerie empiète sur une parcelle privée (5m²). Un accord a pu être trouvé avec le propriétaire pour racheter l'emprise concernée à l'euro symbolique et éviter des travaux de confortement coûteux (avenant n°6 validé par le CA de l'EPF en novembre à signer pour modifier le périmètre à la marge).

Les travaux de déconstruction de dépollution des sources impactées aux hydrocarbures ont pu être engagés à l'automne 2022 après une première phase de diagnostic archéologique à l'intérieur des bâtiments. Une deuxième phase de diagnostic archéologique sera menée sur les sols au printemps 2023, lorsque les terrains seront libres de toute construction et tout encombrement. Les conclusions de l'INRAP conditionneront bien évidemment la suite des interventions sur le site.

Sur demande de la commune, les travaux de gestion de la pollution seront réalisés après réalisation des travaux de démolition des biens situés au 15-17 rue des Loges. En effet, l'accès à ce chantier grève une partie des terrains de l'ancienne imprimerie, limitant de fait les interventions sur les sols et sous-sols du site. Le programme de travaux de gestion de la pollution reste en outre à ajuster pour assurer la compatibilité sanitaire des sols avec l'usage futur du site. En effet, les objectifs de réhabilitation des sols doivent prendre en compte notamment les données suivantes :

- découverte de contamination au mercure des sols et sous-sol du site.
- identification d'anomalies aux métaux ponctuelles (effet « pépite ») mais réparties sur l'ensemble des zones qui sont d'ores et déjà diagnostiquées
- modification partielle du projet de DURET en lien avec le PSMV et les nouveaux éléments de connaissance sur les risques.

L'EPF va donc engager les études de gestion de la pollution sur la base des dernières hypothèses de travail arrêtées avec la société DURET et la commune en décembre 2022 (suppression des maisons neuves, maintien des maisons réhabilitées, augmentation de la hauteur des bâtiments collectifs). Toute évolution du projet immobilier est susceptible d'engendrer une adaptation des solutions de gestion. L'objectif est de pouvoir attribuer le marché des travaux de dépollution à l'automne 2023. La cession des terrains est programmée en 2024, avec possibilité de règlement d'une avance sur le prix de cession mais dépendra des fouilles de la DRAC. Ce règlement porte sur le déficit d'opération, montant du fonds friche Etat compris récupéré par ailleurs par la commune.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 30 janvier 2023

Pour l'Établissement Public Foncier
de la Vendée

Thomas WELSCH
Directeur Général

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	28
Procurations	2
Absents	3

Objet :

2023-02-15 Dotation de
solidarité urbaine et de cohésion
sociale - Rapport annuel 2022

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de
Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

**2023-02-15 DOTATION DE SOLIDARITÉ URBAINE ET DE COHÉSION SOCIALE
- RAPPORT ANNUEL 2022**

Sur le rapport de Mme Christelle TRUDEAU, Conseillère municipale Maire

Vu la loi n°91-429 du 13/05/1991 instituant une dotation de solidarité urbaine ;

Vu la loi n° 2005-32 du 18/01/2005 de programmation pour la cohésion sociale et la loi n° 2004-1484 du 30/12/2004 de finances pour 2005 qui ont réformé la DSU, désormais dénommée dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSUCS) ;

Vu le rapport annexé ;

Considérant que les collectivités ayant bénéficié de la Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale au cours de l'exercice écoulé, peuvent présenter au Conseil municipal un rapport qui retrace les actions de développement social urbain effectuées et les conditions de leur financement ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré,

- **PREND ACTE** du rapport relatif à la Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale pour 2022 ci-après annexé et de le transmettre à Monsieur le Préfet de la Vendée.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON

VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE ET DE COHESION SOCIALE

RAPPORT ANNUEL - ANNEE 2022

La Dotation de solidarité urbaine, devenue Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSUCS) a été créée par la loi n°91-429 du 13 mai 1991, réformée et complétée par d'autres lois dont celles de finances. Les modalités de répartition et de versement de la Dotation de solidarité urbaine sont définies chaque année par arrêté ministériel.

L'objectif de cette dotation versée par l'Etat est d'aider les communes urbaines de plus de 5000 habitants confrontées à une insuffisance de leurs ressources et avec des charges élevées, à améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

Les principaux critères d'éligibilité : population, potentiel financier, logements sociaux, nombre de bénéficiaires des allocations logements, revenu, nombre d'habitants en Zone Franche Urbaine (ZFU), nombre d'habitants en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).

Les collectivités ayant bénéficié de la Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale au cours de l'exercice écoulé, peuvent présenter au Conseil municipal un rapport qui retrace les actions de développement social urbain effectuées et les conditions de leur financement.

Sur l'année 2022, la **Dotation de Solidarité Urbaine et de cohésion sociale pour la commune de Fontenay-le-Comte s'est élevée à 423 046€** (404 761€ en 2021, 390 018€ en 2020 et 370 114€ en 2019)

Les actions de développement social se sont concrétisées aussi bien en investissement qu'en fonctionnement. Le présent rapport expose de manière non exhaustive les principales dispositions mises en œuvre pour améliorer le cadre de vie des fontenaisiens.

➤ INTERVENTIONS DANS LES DOMAINES DE L'ENSEIGNEMENT, ENFANCE & JEUNESSE

La Ville gère plusieurs services enfance et jeunesse qui font l'objet de conventionnements et de financements avec la CAF de la Vendée.

- Le Relais petite enfance,
- Le Lieu d'accueil enfants parents « La Capucine »,
- La petite crèche collective « La Farandole »,
- La Ludothèque,
- Le Forum jeunes

Les quatre structures enfance sont situées sur un même lieu nommé Maison de l'enfance.

En 2022, le site a fait l'objet de travaux qui vont se poursuivre sur 2023 : ouverture d'un accès supplémentaire pour les familles utilisatrices, réaménagements intérieurs plus fonctionnels et projet d'une aire de jeux extérieure.

Le Muti accueil « La Farandole a modifié son fonctionnement avec un élargissement de ses horaires et une restructuration en petite crèche collective, afin de répondre au besoin des familles dont les parents travaillent.

Concernant les affaires scolaires, la ville applique des tarifs sociaux pour la restauration scolaire en fonction du Quotient familial des familles. Ces tarifs dégressifs permettent aux enfants des familles ayant les plus bas revenus de bénéficier d'un repas de qualité à un coût attractif. Avec l'augmentation importante du prix des matières premières et des fluides, le coût du repas a subi une inflation pour la Ville qui a voté une augmentation de ses tarifs au 1^{er} janvier 2023. Pour autant, elle n'impute pas la totalité de l'inflation des prix et a créé de nouvelles tranches de Quotient familial pour limiter l'impact auprès des familles les plus modestes. Un accompagnement est par ailleurs proposé aux familles qui se retrouveraient en difficultés.

Initié sur l'année scolaire 2021-2022, la Ville renouvelle le dispositif petits déjeuners dans deux écoles publiques sur le Quartier prioritaire. L'objectif est de proposer un petit-déjeuner avant l'entrée en classe aux enfants qui le souhaitent, et ainsi réduire les inégalités alimentaires de ce premier repas essentiel de la journée.

Au niveau investissement, la Ville a lancé la restructuration d'un groupe scolaire Bouron-Massé sur le Quartier prioritaire avec la création d'un accueil de loisirs qui sera géré par l'intercommunalité. Les travaux ont débuté en 2022.

➤ SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS

Au chapitre « **Aides et subventions aux associations socio-éducatives** », la contribution de la Ville au titre de l'année 2022 s'élève à :

- 140 000 € au profit de l'ODDAS (centre social), auxquels il convient d'ajouter la valorisation pour la mise à disposition de locaux soit 70 586 €,
- 36 400 € en subventions de fonctionnement aux autres associations qui interviennent dans le secteur socio-éducatif et de solidarité.
- La Ville s'est acquittée comme tous les ans d'une subvention au Comité des Œuvres Sociales (COS) d'un montant de 46 730€,

Au total sur l'année 2022, la Ville a consacré 588 410€ de son budget aux subventions, tout type d'associations confondues (socio-éducatives, sportives, culturelles...).

A noter que sur le territoire de la commune, plus de 300 associations sont déclarées.

Au titre des **garanties d'emprunt** :

Le Conseil municipal a maintenu une garantie d'emprunt à SOLIHA, à hauteur de 30 % du prêt d'un montant de 186 399 €, accordé initialement à SOLIHA Vendée qui a été transféré à SOLIHA Pays de la Loire.

Le Conseil municipal a accordé une garantie d'emprunt à Habitat et Humanisme, à hauteur de 30 % du prêt d'un montant de 131 794 €, destiné à la réhabilitation d'un immeuble pour y créer trois logement, 67 rue de la République.

Le Conseil Municipal a accordé une garantie d'emprunt à l'association Marie Brisson – Maison de retraite Union Chrétienne à hauteur de 50 % du prêt d'un montant de 690 000 €, pour des aménagements au sein de l'EHPAD Union Chrétienne et de la résidence seniors, 7 rue Cavoleau.

➤ TARIFS ET AIDES AUX PARTICULIERS

Parmi les actions sociales déployées par la Ville, il faut également mentionner **les tarifs sociaux** proposés aux ménages à faibles revenus. Outre ceux de la restauration scolaire évoqués en amont, des tarifs dégressifs existent également au sein de la culture, d'activités ludiques et de loisirs. Pour exemple un tarif préférentiel pour les partenaires et visites groupées lors des animations au Musée.

A noter que depuis mars 2020, les fontenaisiens bénéficient de la gratuité du bus Fontély's qui circule sur la Ville.

Enfin, des subventions sont accordées aux particuliers pour la réhabilitation de leur habitat au sein du site patrimonial remarquable. En 2022, 23 aides ont été accordées pour un montant total de 34 000 €.

➤ INSERTION PROFESSIONNELLE

La Ville participe à l'insertion professionnelle en accueillant des emplois saisonniers au sein de la collectivité, vingt-et-un sur l'année 2022. Elle a contractualisé pour un service civique au sein de la Médiathèque et un apprenti au sein des Espaces verts. Elle a également accueilli près de 200 stagiaires (Mairie et Communauté de communes confondus)

En matière de mobilité, élément essentiel à l'insertion professionnelle, une convention a été signée avec le Conseil départemental afin d'accueillir en stage des jeunes et des bénéficiaires du RSA en apprentissage du permis de conduire. La convention consiste à proposer une activité bénévole de 90 heures au sein de la collectivité, en contrepartie d'une aide au financement du permis de conduire par le Conseil départemental.

➤ CONTRAT DE VILLE

Dans le cadre du dispositif de la **politique de la ville**, la commune a signé un contrat de Ville sur la période 2015-2020, prorogé jusqu'au 31 décembre 2022 puis jusqu'au 31 décembre 2023 dans le cadre des mesures de la Loi de finances 2022. Chaque année, des actions sont proposées à destination des habitants du quartier prioritaire, dans les domaines de la cohésion sociale, cadre de vie et renouvellement urbain, développement économique et emploi.

En 2022, 14 actions cofinancées ont été mises en œuvre sur le Quartier prioritaire afin d'améliorer les conditions de vie des habitants. Les actions proposées concernaient les domaines de l'éducation, la culture, l'accès aux droits, la santé, le numérique, l'emploi et la mobilité.

Un poste d'adulte relais complète le dispositif et permet l'accompagnement de la population du Quartier prioritaire vers les actions proposées.

➤ AMENAGEMENTS URBAINS

La ville a signé un avenant au Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) sur le quartier des Moulins Liot, également situé en Quartier prioritaire. Une première phase de réhabilitation de logements a démarré sur 2022, avant le projet de destruction d'un ensemble immobilier géré par Vendée habitat puis des nouvelles constructions, la création d'une maison des habitants, d'un espace végétalisé...

En Centre-Ville, le programme d'actions Cœur de Ville poursuit son développement, notamment avec le projet de réaménager la rue de la République et ses abords, artère principale de la commune et axe central de communication vers les commerces de proximité.

La Ville se dote de nouveaux dispositifs pour lutter contre l'habitat indigne. En complément d'une action concertée auprès des bailleurs et locataires mal-logés, elle crée un périmètre soumis à déclaration et un périmètre soumis à autorisation lors d'une location de logement.

➤ ACTIONS DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

La Ville a versé une participation au budget du **Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)** d'un montant de 78 000€ (+ la mise à disposition de personnel), lui permettant de poursuivre ses missions obligatoires et facultatives :

- Gestion locative de la résidence de personnes âgées Joseph Vennat (17 logements),
- Gestion de deux logements temporaires et d'un logement pour les femmes victimes de violences intrafamiliales conventionnés ALT (Aide au Logement Temporaire) avec la CAF. En 2022, mise à disposition d'un logement temporaire à une association d'entraide à compter de juin, accueil d'un homme sur l'autre logement à compter d'avril. Pour le logement d'urgence, accueil de 7 femmes et 8 enfants
- Aide sociale légale - instruction des dossiers d'aide sociale (64 dossiers instruits + 16 dossiers d'obligés alimentaires)
- Gestion du registre des personnes vulnérables (34 personnes inscrites sur 2022 qui ont fait l'objet d'une attention particulière, dont 7 nouvelles inscriptions)
- Instruction et suivi des élections de domicile (182 domiciliations gérées sur l'année, dont 78 entrées et 66 sorties),
- Attribution de bons sandwich à des personnes sans domicile stable (26 bénéficiaires pour un coût de 202€),
- Aide au fonctionnement de l'association Épicerie solidaire (474 ménages fontenaisiens inscrits dont 133 nouveaux sur l'année),
- Attribution de secours exceptionnels et avances remboursables par le CCAS (3 secours pour un montant total de 1 219€),
- Opération Fontenay Solidarité CCAS visant à répondre à l'aide d'urgence sous forme de bons carburant (84 personnes bénéficiaires pour 4 603€),
- Opération « Réussir à Fontenay c'est permis » pour aider des jeunes fontenaisiens âgés de 18 à 25 ans à financer le permis de conduire (9 jeunes accompagnés sur l'année, dont 3 nouveaux jeunes, pour un coût de 1 600€),

- Tarification solidaire pour l'accès des familles au centre aquatique (69 personnes bénéficiaires pour un coût de 497€),
- Aide à la pratique d'une activité sportive / culturelle pour des enfants de 6 à 16 ans (26 enfants concernés pour un coût de 3 447€),
- Le versement de subventions de fonctionnement à des associations socio-éducatives et solidaires, pour un montant total de 2 000€ (ADAMAD et ADMR),
- Actions de développement social local (actions collectives et projets répondant aux besoins des habitants).
 - o Transport solidaire, avec 19 personnes inscrites auprès du CCAS en 2022, dont 8 nouvelles adhésions,
 - o Dispositifs en faveur des habitants du Quartier prioritaire - Contrat local d'accompagnement à la scolarité (CLAS) et Programme de réussite éducative,
 - o Finalisation des travaux de réhabilitation et inauguration de l'Espace solidarité Joséphine-Baker qui réunit sur un même site trois associations caritatives et solidaires.

Après deux années d'annulation de nombreuses animations, l'année 2022 a connu une reprise des temps forts notamment auprès des seniors :

- Fête annuelle du CCAS fin mars – 350 personnes présentes au spectacle et une rose offerte plutôt qu'un goûter qui paraissait encore prématuré,
- Animation musicale dans le cadre de la Quinzaine bleue, début octobre avec une co-organisation par le CCAS et les EHPAD de la Ville.
- Animation dans le jardin de la résidence Joseph Vennat en juin 2022, et Atelier créatif avec une association culturelle en décembre.

Deux événements sont par ailleurs venus bousculer cette année 2022 :

- La canicule avec le déclenchement de plusieurs alertes de niveau orange et de niveau rouge. Une mobilisation importante auprès des personnes inscrites sur le registre communal et auprès des personnes sans domicile.
- L'arrivée des réfugiés ukrainiens avec le recensement des familles proposant un hébergement, la mise en relation pour certaines et l'accompagnement de réfugiés vers l'accès à leurs droits et aux services existants sur le territoire. Les élus ont par ailleurs voté une subvention financière à la Ville jumelée de KROTOSZYN en Pologne qui accueille de nombreux réfugiés.

Comme le montre ce rapport, la Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale participe à maintenir les dispositifs existants, à y apporter des améliorations et à faire face aux événements nouveaux qui obligent à être innovants en termes de réponses et d'actions.

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	28
Procurations	3
Absents	2

Objet :

2023-02-16 Habitat - Lutte contre l'habitat indigne - Instauration de périmètres d'autorisation préalable et de déclaration de mise en location - Communication dématérialisée des demandes

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 28/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

**2023-02-16 HABITAT – LUTTE CONTRE L’HABITAT INDIGNE –
INSTAURATION DE PÉRIMÈTRES D’AUTORISATION PRÉALABLE ET DE
DÉCLARATION DE MISE EN LOCATION – COMMUNICATION
DÉMATÉRIALISÉE DES DEMANDES**

Sur le rapport de Monsieur Benjamin VERGNAUD, Adjoint au Maire

Vu la délibération du Conseil municipal du 24 mai 2022 n° 2022-03-15 ;

Considérant que le Conseil municipal a décidé la mise en place d’un périmètre d’autorisation préalable de mise en location sur le territoire de la Ville de Fontenay-le-Comte au croisement du périmètre du quartier prioritaire de la politique de la ville et du secteur renouvellement urbain de l’opération programmée pour l’amélioration de l’habitat (OPAH), ainsi que la mise en place d’un périmètre de déclaration de mise en location sur le territoire de la Ville de Fontenay-le-Comte sur le secteur renouvellement urbain de l’OPAH (hormis au croisement du périmètre du quartier prioritaire de la politique de la ville soumis au régime de l’autorisation préalable) ;

Considérant que ces dispositifs concernent toutes les mises en location de logement, vide ou meublé, à usage de résidence principale, à l’exception des logements mis en location par un organisme de logement social et aux logements qui bénéficient d’une convention avec l’État en application de l’article L.351-2 du code de la construction et de l’habitation, est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2023 pour la durée du programme local de l’habitat 2020-2026 de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée ;

Considérant qu’au regard de la pratique, et afin de faciliter les démarches des usagers, il convient de modifier les conditions de dépôt des demandes afin de les recevoir par voie dématérialisée, alors que jusqu’à présent les déclarations et demandes d’autorisation préalables de mise en location de logements doivent être déposées, selon les formulaires réglementaires, soit par lettre recommandée avec accusé de réception soit par dépôt du dossier complet contre récépissé, en Mairie – 4 quai Victor-Hugo – BP 19 – 85201 FONTENAY-LE-COMTE CEDEX ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

- 31 Voix Pour
- 0 Voix Contre
- 0 Abstention

- **REMPLACE** le 5^{ème} alinéa du dispositif de la délibération du Conseil municipal du 24 mai 2022 n° 2022-03-15 par le dispositif suivant :

- **DIT que** les déclarations et demandes d’autorisation préalables de mise en location de logements devront être déposées, selon les formulaires réglementaires, soit par lettre recommandée avec accusé de réception soit par dépôt du dossier complet contre récépissé, en Mairie – 4 quai Victor-Hugo – BP 19 – 85201 FONTENAY-LE-COMTE CEDEX, soit par courriel sous la forme de pièces-jointes avec accusé de lecture à l’adresse permisdelaouer@ville-fontenaylecomte.fr, soit par téléprocédure sur le site internet de la Ville (à compter de sa mise en place) ;

- **DÉLÈGUE** tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour assurer la mise en œuvre de ces dispositifs ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les actes à intervenir pour assurer la mise en œuvre.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	29
Procurations	3
Absents	1

Objet :

2023-02-17 Habitat - Lutte contre l'habitat indigne - Instauration de périmètres d'autorisation préalable et de déclaration de mise en location - Protocoles et conventions relatifs aux échanges réciproques de données

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 28/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

**2023-02-17 HABITAT – LUTTE CONTRE L’HABITAT INDIGNE –
INSTAURATION DE PÉRIMÈTRES D’AUTORISATION PRÉALABLE ET DE
DÉCLARATION DE MISE EN LOCATION – PROTOCOLES ET CONVENTIONS
RELATIFS AUX ÉCHANGES RÉCIPROQUES DE DONNÉES**

Sur le rapport de Monsieur Benjamin VERGNAUD, Adjoint au Maire

Vu la délibération du Conseil municipal du 24 mai 2022 n° 2022-03-15 ;

Considérant que le Conseil municipal a décidé la mise en place d’un périmètre d’autorisation préalable de mise en location sur le territoire de la Ville de Fontenay-le-Comte au croisement du périmètre du quartier prioritaire de la politique de la ville et du secteur renouvellement urbain de l’opération programmée pour l’amélioration de l’habitat (OPAH), ainsi que la mise en place d’un périmètre de déclaration de mise en location sur le territoire de la Ville de Fontenay-le-Comte sur le secteur renouvellement urbain de l’OPAH (hormis au croisement du périmètre du quartier prioritaire de la politique de la ville soumis au régime de l’autorisation préalable) ;

Considérant que ces dispositifs concernent toutes les mises en location de logement, vide ou meublé, à usage de résidence principale, à l’exception des logements mis en location par un organisme de logement social et aux logements qui bénéficient d’une convention avec l’État en application de l’article L.351-2 du code de la construction et de l’habitation, est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2023 pour la durée du programme local de l’habitat 2020-2026 de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée ;

Considérant qu’après échange avec les partenaires des dispositifs dans le cadre de leur entrée en vigueur, pour en assurer l’effectivité, il s’avère utile de mettre en place des protocoles d’échanges réciproques de données avec les partenaires suivants :

- La PRÉFECTURE DE LA VENDÉE, pour la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) de la Vendée, pour la mise en œuvre de la phase coercitive des outils de lutte contre l’habitat indigne ;
- La CAISSE D’ALLOCATIONS FAMILIALES DE VENDÉE et la MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE LOIRE-ATLANTIQUE – VENDÉE, pour repérer et signaler les logements pour lesquels une mise en location a eu lieu sans déclaration de mise en location ou sans autorisation préalable de mise en location sur les secteurs soumis au permis de louer de la Ville de Fontenay-le-Comte et dont les locataires sont attributaires de prestations d’allocations logement ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

32 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **APPROUVE** la mise en place de protocoles d’échanges réciproques de données avec notamment les partenaires suivants dans le cadre de l’instauration de périmètres d’autorisation préalable de mise en location ainsi que de déclaration de mise en location sur le territoire de la Ville de Fontenay-le-Comte :

- La PRÉFECTURE DE LA VENDÉE, pour la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) de la Vendée, pour la mise en œuvre de la phase coercitive des outils de lutte contre l'habitat indigne ;
- La CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE VENDÉE et la MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE LOIRE-ATLANTIQUE – VENDÉE, pour repérer et signaler les logements pour lesquels une mise en location a eu lieu sans déclaration de mise en location ou sans autorisation préalable de mise en location sur les secteurs soumis au permis de louer de la Ville de Fontenay-le-Comte et dont les locataires sont attributaires de prestations d'allocations logement ;
- **APPROUVE** les conventions type jointes ;
- **DÉLÈGUE** tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour assurer la mise en œuvre de ces échanges de données ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les conventions à intervenir avec les partenaires actuels et futurs.

Le secrétaire de séance,



Pascal PLAUT



Le Maire,



Ludovic HOCBON



AJ/ELV

CONVENTION RELATIVE A L'ECHANGE DE DONNEES DANS LE CADRE DE L'INSTAURATION DU « PERMIS DE LOUER » SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE

ENTRE

LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE VENDÉE,
Représentée par Madame Sylvie GUEDON, sa Directrice,
Dont le siège est 109 boulevard Louis-Blanc – 85932 LA ROCHE-SUR-YON,
Désignée sous les termes « **Caisse d'Allocations Familiales de la Vendée ou CAF** »

Projet de convention

CAF / VILLE FLC

ET

LA VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE,
Représentée par Monsieur Benjamin VERGNAUD, son Adjoint au Maire délégué, agissant en application de la délibération du Conseil municipal du 21 mars 2023,
Dont le siège est Hôtel de Ville – 9 rue Georges-Clemenceau – BP 19 – 85201 FONTENAY-LE-COMTE CEDEX,
Désignée sous les termes « **Ville de Fontenay-le-Comte** »

ET

LA COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FONTENAY-VEENDEE,
Représentée par Monsieur Ludovic HOCBON, son Président, agissant en application de la délibération du Conseil communautaire du 27 mars 2023,
Dont le siège est 16 rue de l'Innovation – BP 20359 – 85206 FONTENAY-LE-COMTE CEDEX,
Désignée sous les termes « **Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée** »

Vus :

- la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové dite loi ALUR ;
- les articles L.634-1 et suivants et L.635-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation ;
- le décret n° 2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location ;
- les articles R.634-1 et suivants et R.635-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation ;
- le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- la délibération du Conseil municipal de Fontenay-le-Comte du 24 mai 2022 ;
- la délibération du Conseil municipal de Fontenay-le-Comte du 21 mars 2023 ;
- la délibération du Conseil communautaire du Pays de Fontenay-Vendée du 27 mars 2023 ;

PREAMBULE

Tout propriétaire-bailleur est dans l'obligation de fournir **un logement décent** au locataire, c'est-à-dire les caractéristiques de confort minimum qui figurent dans le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002. La loi ALUR du 24 mars 2014 a renforcé la place et les responsabilités des caisses d'allocations familiales pour lutter contre la non-décence des logements en leur attribuant la mise en œuvre et la gestion de la

conservation des aides au logement pour les allocataires percevant une allocation de logement familial (ALF) ou une allocation de logement sociale (ALS) en cas d'occupation d'un logement non-décent.

Afin d'améliorer la lutte contre l'habitat indigne, cette même loi instaure également le « **permis de louer** » pour permettre aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ou aux communes volontaires de définir des secteurs géographiques et/ou des catégories de logements ou ensembles immobiliers pour lesquels la mise en location d'un bien doit faire l'objet d'une des deux procédures suivantes :

- Autorisation préalable de mise en location (APML) : Tout logement mis en location sur les territoires soumis à autorisation préalable, fait l'objet de la part des propriétaires d'une demande d'autorisation de mise en location et est subordonné à la décision de l'autorité qui doit être annexée à la signature du bail. L'autorité peut refuser ou soumettre à condition l'autorisation préalable de mise en location lorsqu'un logement est susceptible de porter atteinte à la sécurité des occupants ou à la salubrité publique. En cas d'absence de dépôt de demande ou de mise en location malgré un refus d'autorisation, le bailleur encourt des sanctions financières ;
- Déclaration de mise en location (DML) : Tout logement mis en location sur les territoires soumis à déclaration, fait l'objet de la part des propriétaires d'une déclaration de mise en location dans les 15 jours suivants la signature du bail.

Il convient de rappeler que le parc locatif public est en dehors du champ de la CAF en matière de non-décence. Ces dispositifs de déclaration et d'autorisation préalable ne s'appliquent ni aux logements mis en location par un organisme de logement social, ni aux logements qui bénéficient d'une convention avec l'État en application de l'article L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation.

Afin de renforcer l'action du service public de l'habitat dès le début de la mise en location, sans attendre la survenance ultérieure de conflits locatifs et la réalisation de signalement habitat indigne, il a été décidé d'instaurer l'autorisation préalable de mise en location ainsi que la déclaration de mise en location pour les logements privés (exclusion des logements publics), loués vides ou meublés, à titre de résidence principale et situés dans des quartiers définis par la délibération du Conseil municipal de Fontenay-le-Comte du 24 mai 2022, qui en rappelle les procédures.

La Ville de Fontenay-le-Comte est accompagnée dans la mise en œuvre du dispositif par la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée pour la réalisation des visites de contrôle et contre-visites dans le cadre de la prestation de SOLIHA au titre de l'animation de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain.

La date de mise en œuvre du dispositif est fixée au 1^{er} janvier 2023.

La DIRECTION AFFAIRES JURIDIQUES de la Ville de Fontenay-le-Comte a en charge la mise en œuvre du dispositif.

Le SERVICE HABITAT de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée accompagne la mise en œuvre du dispositif.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'organiser la transmission des données partenariales afin de repérer et signaler les logements pour lesquels une mise en location a eu lieu sans déclaration de mise en location ou sans autorisation préalable de mise en location sur les secteurs soumis au permis de louer de la Ville de Fontenay-le-Comte.

ARTICLE 2 – CHAMP D'INTERVENTION

Par délibération n° 2022-03-15 en date du 24 mai 2022, la Ville de Fontenay-le-Comte a mis en place le dispositif « permis de louer », avec la procédure de déclaration de mise en location (DML) et d'autorisation préalable de mise en location (APML) sur les périmètres définis en annexe de la délibération.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENT DES PARTIES**3.1 - La Caisse d'allocations familiales de Vendée s'engage :**

- à communiquer tous les mois par voie dématérialisée et sécurisée sur, via une requête dans la base de données allocataires, la liste des nouveaux demandeurs d'aide au logement sur les périmètres du « permis de louer » de la Ville de Fontenay-le-Comte. Les données transmises seront les suivantes :
 - > numéro allocataire ;
 - > adresse postale du bien mis en location ;
 - > nom, prénom et adresse postale du bailleur ;
 - > date d'entrée dans les lieux du locataire ;
- à communiquer les rapports de visite réalisés dans le cadre de contrôles décence sur les logements locatifs des périmètres définis du « permis de louer » de la Ville de Fontenay-le-Comte ;
- à informer, dès qu'elle en a connaissance, sur l'espace, tous les faits qu'elle jugera utiles dans la lutte contre l'habitat indigne sur le périmètre de la Ville de Fontenay-le-Comte ;
- à n'utiliser les données que pour les finalités pour lesquelles elles lui ont été transmises et à ne pas les céder à un tiers.

3.2 – La Ville de Fontenay-le-Comte s'engage :

- à identifier et à prendre contact avec les bailleurs qui ont mis leur logement en location sur le périmètre de la Ville de Fontenay-le-Comte sans avoir effectués de déclaration de mise en location (DML) et d'autorisation préalable de mise en location (APML), afin de faire appliquer le dispositif et réaliser le cas échéant une visite de contrôle et une communication auprès de la Préfecture à la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) ;
- à communiquer tous les mois par voie dématérialisée et sécurisée sur l'espace concernant les bailleurs avec absence de déclaration ou d'autorisation, les données suivantes :
 - > nom, prénom et adresse postale du bailleur ;
 - > adresse postale du bien concerné ;
 - > nom, prénom du locataire ;
- à communiquer les rapports de visite réalisés dans le cadre de visites de contrôle donnant lieu à une décision de refus d'autorisation de mise en location des logements du périmètre défini du « permis de louer » de la Ville de Fontenay-le-Comte ;
- à informer, dès qu'elle en a connaissance, sur l'espace tous les faits qu'elle jugera utiles dans la lutte contre l'habitat indigne sur le périmètre de la Ville de Fontenay-le-Comte ;
- à n'utiliser les données que pour les finalités pour lesquelles elles lui ont été transmises et à ne pas les céder à un tiers ;
- à intégrer la mention suivante dans tous les échanges avec le bailleur (et l'occupant le cas échéant) (Récépissés, accusés de réception, notifications, courriers...) :

MENTION GENERALE D'INFORMATION :

Les données à caractère personnel ainsi que les informations sur le logement collectées font l'objet d'un traitement informatique dont les responsables sont :

- La Ville de Fontenay-le-Comte – Hôtel de Ville – 9 rue Georges-Clemenceau – BP 19 – 85201 FONTENAY-LE-COMTE CEDEX, dans le cadre du traitement des déclarations et autorisations préalables de mise en location ;

- La Caisse d'Allocations Familiales de la Vendée, dans le cadre de l'outil de repérage et de traitement de l'habitat indigne (ORTH).

Elles sont destinées à la Ville de Fontenay-le-Comte, la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée, la Caisse d'Allocations Familiales, la Mutualité sociale agricole, la Préfecture de la Vendée, ainsi qu'aux partenaires institutionnels auxquels les responsables de traitement font appel. Elles peuvent être transmises à d'autres institutions compétentes en matière de lutte contre l'habitat indigne et la précarité énergétique : Agence régionale de santé des Pays de la Loire, SyDEV, fonds de solidarité logement, etc. et être utilisées à des fins d'études, d'enquête et de sondage.

Les bases légales du traitement sont : la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové dite loi ALUR, le décret n° 2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location, le Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée.

Elles seront conservées pendant 10 ans puis seront détruites. Seule la liste des dossiers sera versée aux archives municipales.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de vos données que vous pouvez exercer par courriel à courrier@ville-fontenaylecomte.fr ou par courrier à l'adresse suivante : Hôtel de Ville – 9 rue Georges-Clemenceau – BP 19 – 85201 FONTENAY LE COMTE CEDEX, ou auprès du Directeur de la CAF par demande formulée par courrier postal en précisant vos nom, prénom, adresse et en joignant une copie recto-verso de votre pièce d'identité, et dans le cadre d'ORTHIE auprès du préfet de la Vendée, où se situe le logement, selon les modalités prévues par l'article 5 de l'arrêté du 30 septembre 2011 portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif à l'habitat indigne et non décent. En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès du délégué à la protection des données personnelles de chaque institution et pour la Ville de Fontenay-le-Comte (dpo@ecollectivites.fr) ou auprès de la CNIL ou de toute autre autorité compétente.

3.3 – La Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée s'engage :

- à accompagner les bailleurs qui ont mis leur logement en location sur le périmètre de la Ville de Fontenay-le-Comte sans avoir effectués de déclaration de mise en location et d'autorisation préalable de mise en location, afin de leur permettre de réaliser les travaux nécessaires à la mise en conformité de leur logement ;
- à communiquer tous les mois par voie dématérialisée et sécurisée sur l'espace concernant les bailleurs qui ont réalisés des travaux de mise aux normes, les données suivantes :
 - > nom, prénom et adresse postale du bailleur ;
 - > adresse postale du bien concerné ;
 - > nom, prénom du locataire ;
- à informer, dès qu'elle en a connaissance, sur l'espace tous les faits qu'elle jugera utiles dans la lutte contre l'habitat indigne sur le périmètre de la Ville de Fontenay-le-Comte ;
- à n'utiliser les données que pour les finalités pour lesquelles elles lui ont été transmises et à ne pas les céder à un tiers ;
- à intégrer la mention précédente de l'article 3-2, personnalisée, dans tous les échanges avec le bailleur (et l'occupant le cas échéant) (Récépissés, accusés de réception, notifications, courriers...).

ARTICLE 4 – SECURITE, CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES

Les parties à la convention s'engagent à respecter strictement les dispositions du règlement général sur la protection des données (RGPD) - Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 et la loi informatique et libertés n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.

Au sens de l'article 4.7 du RGPD, les parties à la convention sont responsables de leurs traitements respectifs.

Les parties à la convention s'engagent, notamment :

- à ne traiter que les seules données personnelles strictement indispensables pour atteindre la finalité énoncée dans l'article 1 de la présente convention ;
- à informer de façon claire les personnes concernées du traitement de leurs données, au titre de l'article 13 du RGPD ;

- à répondre avec diligence aux demandes de droits RGPD exprimés par ~~ces mêmes personnes~~ chaque partie s'engage à communiquer à l'autre toute demande de droits RGPD qui lui aurait été adressée par erreur) ;
- à supprimer les données à l'atteinte de la durée de conservation de 2 mois après réception du fichier pour la Ville de Fontenay-le-Comte et pendant toute la durée du refus d'autorisation de location du logement pour la CAF de Vendée

De même, dans l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à assurer la protection des données de façon constante et en respect du présent article et à s'informer sans délai en cas d'incident de sécurité ayant impacté les données traitées.

La Caisse nationale d'allocations familiales a désigné auprès de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) un délégué à la protection des données, qui peut être joint par l'intermédiaire de la CAF. La Ville de Fontenay-le-Comte a désigné auprès de la CNIL un délégué à la protection des données, qui peut être joint par l'intermédiaire de la Ville. La Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée a désigné auprès de la CNIL un délégué à la protection des données, qui peut être joint par l'intermédiaire de la Communauté.

ARTICLE 5 – EVALUATION – COMITE D'EVALUATION

La présente convention et la mise en œuvre du « permis de louer » sur la Ville de Fontenay-le-Comte feront l'objet d'une évaluation annuelle sur la base des critères de fonctionnement du dispositif, du coût et de son efficacité au regard de la lutte contre l'habitat indigne.

A cette fin, les partenaires du dispositif se réuniront au moins une fois par an au sein d'un comité d'évaluation pour partager leurs pratiques et l'évaluation du dispositif, à l'initiative de la partie la plus diligente.

ARTICLE 6 – MODALITES DE REVISION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être révisée par avenant, conjointement décidé par les deux parties.

ARTICLE 7 – DUREE, RENOUVELLEMENT ET RESILIATION

La présente convention est conclue du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2027.

Chaque signataire se réserve la possibilité de résilier la présente convention à tout moment. Il devra alors en informer par courrier recommandé, trois mois à l'avance et transmettre dans ce délai la décision motivée de leur organe délibérant.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 15 March 2023.

**Pour la Ville de
Fontenay-le-Comte,**

L'Adjoint au Maire,

Benjamin VERGNAUD

**Pour la Communauté de
communes Pays de
Fontenay-Vendée,**

Le Maire,

Ludovic HOCBON

**Pour la Caisse d'allocations
familiales de Vendée,**

La Directrice,

Sylvie GUEDON



ELV

CONVENTION RELATIVE A L'ECHANGE DE DONNEES DANS LE CADRE DE L'INSTAURATION DU « PERMIS DE LOUER » SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE

ENTRE

LA MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE LOIRE-ATLANTIQUE – VENDÉE,
Représentée par Monsieur Hervé DOMAS, son Directeur,
Dont le siège est 33 boulevard Réaumur – 85933 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX 9,
Désignée sous les termes « **Mutualité sociale agricole Loire-Atlantique – Vendée ou MSA** »

Projet de convention

MSA / VILLE FLC

ET

LA VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE,
Représentée par Monsieur Benjamin VERGNAUD, son Adjoint au Maire délégué, agissant en application de la délibération du Conseil municipal du 21 mars 2023,
Dont le siège est Hôtel de Ville – 9 rue Georges-Clemenceau – BP 19 – 85201 FONTENAY-LE-COMTE CEDEX,
Désignée sous les termes « **Ville de Fontenay-le-Comte** »

ET

LA COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FONTENAY-VEENDEE,
Représentée par Monsieur Ludovic HOCBON, son Président, agissant en application de la délibération du Conseil communautaire du 27 mars 2023,
Dont le siège est 16 rue de l'Innovation – BP 20359 – 85206 FONTENAY-LE-COMTE CEDEX,
Désignée sous les termes « **Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée** »

Vus :

- la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové dite loi ALUR ;
- les articles L.634-1 et suivants et L.635-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation ;
- le décret n° 2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location ;
- les articles R.634-1 et suivants et R.635-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation ;
- le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- la délibération du Conseil municipal de Fontenay-le-Comte du 24 mai 2022 ;
- la délibération du Conseil municipal de Fontenay-le-Comte du 21 mars 2023 ;
- la délibération du Conseil communautaire du Pays de Fontenay-Vendée du 27 mars 2023 ;

PREAMBULE

Tout propriétaire-bailleur est dans l'obligation de fournir **un logement décent** au locataire, c'est-à-dire les caractéristiques de confort minimum qui figurent dans le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002. La loi ALUR du 24 mars 2014 a renforcé la place et les responsabilités des régimes d'allocations familiales pour lutter contre la non-décence des logements en leur attribuant la mise en œuvre et la gestion de la

conservation des aides au logement pour les allocataires percevant une allocation de logement familiale (ALF) ou une allocation de logement sociale (ALS) en cas d'occupation d'un logement non-décent.

Afin d'améliorer la lutte contre l'habitat indigne, cette même loi instaure également le « **permis de louer** » pour permettre aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ou aux communes volontaires de définir des secteurs géographiques et/ou des catégories de logements ou ensembles immobiliers pour lesquels la mise en location d'un bien doit faire l'objet d'une des deux procédures suivantes :

- Autorisation préalable de mise en location (APML) : Tout logement mis en location sur les territoires soumis à autorisation préalable, fait l'objet de la part des propriétaires d'une demande d'autorisation de mise en location et est subordonné à la décision de l'autorité qui doit être annexée à la signature du bail. L'autorité peut refuser ou soumettre à condition l'autorisation préalable de mise en location lorsqu'un logement est susceptible de porter atteinte à la sécurité des occupants ou à la salubrité publique. En cas d'absence de dépôt de demande ou de mise en location malgré un refus d'autorisation, le bailleur encourt des sanctions financières ;
- Déclaration de mise en location (DML) : Tout logement mis en location sur les territoires soumis à déclaration, fait l'objet de la part des propriétaires d'une déclaration de mise en location dans les 15 jours suivants la signature du bail.

Il convient de rappeler que le parc locatif public est en dehors du champ de la MSA en matière de non-décence. Ces dispositifs de déclaration et d'autorisation préalable ne s'appliquent ni aux logements mis en location par un organisme de logement social, ni aux logements qui bénéficient d'une convention avec l'État en application de l'article L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation.

Afin de renforcer l'action du service public de l'habitat dès le début de la mise en location, sans attendre la survenance ultérieure de conflits locatifs et la réalisation de signalement habitat indigne, il a été décidé d'instaurer l'autorisation préalable de mise en location ainsi que la déclaration de mise en location pour les logements privés (exclusion des logements publics), loués vides ou meublés, à titre de résidence principale et situés dans des quartiers définis par la délibération du Conseil municipal de Fontenay-le-Comte du 24 mai 2022, qui en rappelle les procédures.

La Ville de Fontenay-le-Comte est accompagnée dans la mise en œuvre du dispositif par la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée pour la réalisation des visites de contrôle et contre-visites dans le cadre de la prestation de SOLIHA au titre de l'animation de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain.

La date de mise en œuvre du dispositif est fixée au 1^{er} janvier 2023.

La DIRECTION AFFAIRES JURIDIQUES de la Ville de Fontenay-le-Comte a en charge la mise en œuvre du dispositif.

Le SERVICE HABITAT de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée accompagne la mise en œuvre du dispositif.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'organiser la transmission des données partenariales afin de repérer et signaler les logements pour lesquels une mise en location a eu lieu sans déclaration de mise en location ou sans autorisation préalable de mise en location sur les secteurs soumis au permis de louer de la Ville de Fontenay-le-Comte.

ARTICLE 2 – CHAMP D'INTERVENTION

Par délibération n° 2022-03-15 en date du 24 mai 2022, la Ville de Fontenay-le-Comte a mis en place le dispositif « permis de louer », avec la procédure de déclaration de mise en location (DML) et d'autorisation préalable de mise en location (APML) sur les périmètres définis en annexe de la délibération.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENT DES PARTIES**3.1 - La Mutualité sociale agricole Loire-Atlantique – Vendée s'engage :**

- à communiquer tous les mois par voie dématérialisée et sécurisée sur, via une requête dans la base de données allocataires, la liste des nouveaux demandeurs d'aide au logement sur les périmètres du « permis de louer » de la Ville de Fontenay-le-Comte. Les données transmises seront les suivantes :
 - > numéro allocataire ;
 - > adresse postale du bien mis en location ;
 - > nom, prénom et adresse postale du bailleur ;
 - > date d'entrée dans les lieux du locataire ;
- à communiquer les rapports de visite réalisés dans le cadre de contrôles décence sur les logements locatifs des périmètres définis du « permis de louer » de la Ville de Fontenay-le-Comte ;
- à informer, dès qu'elle en a connaissance, sur l'espace, tous les faits qu'elle jugera utiles dans la lutte contre l'habitat indigne sur le périmètre de la Ville de Fontenay-le-Comte ;
- à n'utiliser les données que pour les finalités pour lesquelles elles lui ont été transmises et à ne pas les céder à un tiers.

3.2 – La Ville de Fontenay-le-Comte s'engage :

- à identifier et à prendre contact avec les bailleurs qui ont mis leur logement en location sur le périmètre de la Ville de Fontenay-le-Comte sans avoir effectués de déclaration de mise en location (DML) et d'autorisation préalable de mise en location (APML), afin de faire appliquer le dispositif et réaliser le cas échéant une visite de contrôle et une communication auprès de la Préfecture à la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) ;
- à communiquer tous les mois par voie dématérialisée et sécurisée sur l'espace concernant les bailleurs avec absence de déclaration ou d'autorisation, les données suivantes :
 - > nom, prénom et adresse postale du bailleur ;
 - > adresse postale du bien concerné ;
 - > nom, prénom du locataire ;
- à communiquer les rapports de visite réalisés dans le cadre de visites de contrôle donnant lieu à une décision de refus d'autorisation de mise en location des logements du périmètre défini du « permis de louer » de la Ville de Fontenay-le-Comte ;
- à informer, dès qu'elle en a connaissance, sur l'espace tous les faits qu'elle jugera utiles dans la lutte contre l'habitat indigne sur le périmètre de la Ville de Fontenay-le-Comte ;
- à n'utiliser les données que pour les finalités pour lesquelles elles lui ont été transmises et à ne pas les céder à un tiers ;
- à intégrer la mention suivante dans tous les échanges avec le bailleur (et l'occupant le cas échéant) (Récépissés, accusés de réception, notifications, courriers...) :

MENTION GENERALE D'INFORMATION :

Les données à caractère personnel ainsi que les informations sur le logement collectées font l'objet d'un traitement informatique dont les responsables sont :

- La Ville de Fontenay-le-Comte – Hôtel de Ville – 9 rue Georges-Clemenceau – BP 19 – 85201 FONTENAY-LE-COMTE CEDEX, dans le cadre du traitement des déclarations et autorisations préalables de mise en location ;

- La Caisse d'Allocations Familiales de la Vendée, dans le cadre de l'outil de repérage et de traitement de l'habitat indigne (ORTH).

Elles sont destinées à la Ville de Fontenay-le-Comte, la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée, la Caisse d'Allocations Familiales, la Mutualité sociale agricole, la Préfecture de la Vendée, ainsi qu'aux partenaires institutionnels auxquels les responsables de traitement font appel. Elles peuvent être transmises à d'autres institutions compétentes en matière de lutte contre l'habitat indigne et la précarité énergétique : Agence régionale de santé des Pays de la Loire, SyDEV, fonds de solidarité logement, etc. et être utilisées à des fins d'études, d'enquête et de sondage.

Les bases légales du traitement sont : la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme renoué dite loi ALUR, le décret n° 2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location, le Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée.

Elles seront conservées pendant 10 ans puis seront détruites. Seule la liste des dossiers sera versée aux archives municipales.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de vos données que vous pouvez exercer par courriel à courrier@ville-fontenaylecomte.fr ou par courrier à l'adresse suivante : Hôtel de Ville – 9 rue Georges-Clemenceau – BP 19 – 85201 FONTENAY LE COMTE CEDEX, ou auprès du Directeur de la CAF par demande formulée par courrier postal en précisant vos nom, prénom, adresse et en joignant une copie recto-verso de votre pièce d'identité, et dans le cadre d'ORTHIE auprès du préfet de la Vendée, où se situe le logement, selon les modalités prévues par l'article 5 de l'arrêté du 30 septembre 2011 portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif à l'habitat indigne et non décent. En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès du délégué à la protection des données personnelles de chaque institution et pour la Ville de Fontenay-le-Comte (dpo@ecollectivites.fr) ou auprès de la CNIL ou de toute autre autorité compétente.

3.3 – La Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée s'engage :

- à accompagner les bailleurs qui ont mis leur logement en location sur le périmètre de la Ville de Fontenay-le-Comte sans avoir effectués de déclaration de mise en location et d'autorisation préalable de mise en location, afin de leur permettre de réaliser les travaux nécessaires à la mise en conformité de leur logement ;
- à communiquer tous les mois par voie dématérialisée et sécurisée sur l'espace concernant les bailleurs qui ont réalisés des travaux de mise aux normes, les données suivantes :
 - > nom, prénom et adresse postale du bailleur ;
 - > adresse postale du bien concerné ;
 - > nom, prénom du locataire ;
- à informer, dès qu'elle en a connaissance, sur l'espace tous les faits qu'elle jugera utiles dans la lutte contre l'habitat indigne sur le périmètre de la Ville de Fontenay-le-Comte ;
- à n'utiliser les données que pour les finalités pour lesquelles elles lui ont été transmises et à ne pas les céder à un tiers ;
- à intégrer la mention précédente de l'article 3-2, personnalisée, dans tous les échanges avec le bailleur (et l'occupant le cas échéant) (Récépissés, accusés de réception, notifications, courriers...).

ARTICLE 4 – SECURITE, CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES

Les parties à la convention s'engagent à respecter strictement les dispositions du règlement général sur la protection des données (RGPD) - Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 et la loi informatique et libertés n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.

Au sens de l'article 4.7 du RGPD, les parties à la convention sont responsables de leurs traitements respectifs.

Les parties à la convention s'engagent, notamment :

- à ne traiter que les seules données personnelles strictement indispensables pour atteindre la finalité énoncée dans l'article 1 de la présente convention ;
- à informer de façon claire les personnes concernées du traitement de leurs données, au titre de l'article 13 du RGPD ;

- à répondre avec diligence aux demandes de droits RGPD exprimés par ~~ces mêmes personnes~~ (chaque partie s'engage à communiquer à l'autre toute demande de droits RGPD qui lui aurait été adressée par erreur) ;
- à supprimer les données à l'atteinte de la durée de conservation de 2 mois après réception du fichier pour la Ville de Fontenay-le-Comte et pendant toute la durée du refus d'autorisation de location du logement pour la Mutualité sociale agricole Loire-Atlantique – Vendée

De même, dans l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à assurer la protection des données de façon constante et en respect du présent article et à s'informer sans délai en cas d'incident de sécurité ayant impacté les données traitées.

La Mutualité sociale agricole Loire-Atlantique – Vendée a désigné auprès de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) un délégué à la protection des données, qui peut être joint par l'intermédiaire de la MSA. La Ville de Fontenay-le-Comte a désigné auprès de la CNIL un délégué à la protection des données, qui peut être joint par l'intermédiaire de la Ville. La Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée a désigné auprès de la CNIL un délégué à la protection des données, qui peut être joint par l'intermédiaire de la Communauté.

ARTICLE 5 – EVALUATION – COMITE D'EVALUATION

La présente convention et la mise en œuvre du « permis de louer » sur la Ville de Fontenay-le-Comte feront l'objet d'une évaluation annuelle sur la base des critères de fonctionnement du dispositif, du coût et de son efficacité au regard de la lutte contre l'habitat indigne.

A cette fin, les partenaires du dispositif se réuniront au moins une fois par an au sein d'un comité d'évaluation pour partager leurs pratiques et l'évaluation du dispositif, à l'initiative de la partie la plus diligente.

ARTICLE 6 – MODALITES DE REVISION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être révisée par avenant, conjointement décidé par les deux parties.

ARTICLE 7 – DUREE, RENOUVELLEMENT ET RESILIATION

La présente convention est conclue du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2027.

Chaque signataire se réserve la possibilité de résilier la présente convention à tout moment. Il devra alors en informer par courrier recommandé, trois mois à l'avance et transmettre dans ce délai la décision motivée de leur organe délibérant.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 15 March 2023.

**Pour la Ville de
Fontenay-le-Comte,**

L'Adjoint au Maire,

Benjamin VERGNAUD

**Pour la Communauté de
communes Pays de
Fontenay-Vendée,**

Le Maire,

Ludovic HOCBON

**Pour la Mutualité sociale agricole
Loire-Atlantique – Vendée,**

Le Directeur,

Hervé DOMAS

**CONVENTION OPERATIONNELLE
ENTRE LA VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE ET
LA DIRECTION DES TERRITOIRES ET DE LA MER DE LA VENDEE
DANS LE CADRE DE LA MISE EN PLACE DU « PERMIS DE LOUER »**

ENTRE

LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER (DDTM) DE LA VENDEE,

Représentée par Monsieur Didier GÉRARD, agissant en sa qualité de Directeur,
Dont le siège est 19 rue Montesquieu – 85000 LA ROCHE-SUR-YON,
Désignée sous les termes « **DDTM** »

Projet de convention

DDTM / VILLE FLC

ET

LA VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE,

Représentée par Monsieur Benjamin VERGNAUD, son Adjoint au Maire délégué, agissant en application de la délibération du Conseil municipal du 21 mars 2023,
Dont le siège est Hôtel de Ville – 9 rue Georges-Clemenceau – BP 19 – 85201 FONTENAY-LE-COMTE CEDEX,
Désignée sous les termes « **Ville de Fontenay-le-Comte** »

ET

LA COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FONTENAY-VEENDEE,

Représentée par Monsieur Ludovic HOCBON, son Président, agissant en application de la délibération du Conseil communautaire du 27 mars 2023,
Dont le siège est 16 rue de l'Innovation – BP 20359 – 85206 FONTENAY-LE-COMTE CEDEX,
Désignée sous les termes « **Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée** »

Vus :

- la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové dite loi ALUR ;
- les articles L.634-1 et suivants et L.635-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation ;
- le décret n° 2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location ;
- les articles R.634-1 et suivants et R.635-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation ;
- le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- la délibération du Conseil municipal de Fontenay-le-Comte du 24 mai 2022 ;
- la délibération du Conseil municipal de Fontenay-le-Comte du 21 mars 2023 ;
- la délibération du Conseil communautaire du Pays de Fontenay-Vendée du __ mars 2023 ;

PREAMBULE

Tout propriétaire-bailleur est dans l'obligation de fournir un logement décent au locataire, c'est-à-dire les caractéristiques de confort minimum qui figurent dans le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002. La loi ALUR du 24 mars 2014 a, afin d'améliorer la lutte contre l'habitat indigne, instauré le « permis de louer » pour permettre aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ou aux communes volontaires de définir des secteurs géographiques et/ou des catégories de logements ou ensembles immobiliers pour lesquels la mise en location d'un bien doit faire l'objet d'une des deux procédures suivantes :

- Autorisation préalable de mise en location (APML) : Tout logement mis en location sur les territoires soumis à autorisation préalable, fait l'objet de la part des propriétaires d'une demande d'autorisation de mise en location et est subordonné à la décision de l'autorité qui doit être annexée à la signature du bail. L'autorité peut refuser ou soumettre à condition l'autorisation préalable de mise en location lorsqu'un logement est susceptible de porter atteinte à la sécurité des occupants ou à la salubrité publique. En cas d'absence de dépôt de demande ou de mise en location malgré un refus d'autorisation, le bailleur encourt des sanctions financières ;
- Déclaration de mise en location (DML) : Tout logement mis en location sur les territoires soumis à déclaration, fait l'objet de la part des propriétaires d'une déclaration de mise en location dans les 15 jours suivants la signature du bail.

Il convient de rappeler que le parc locatif public est en dehors du champ en matière de non-décence. Ces dispositifs de déclaration et d'autorisation préalable ne s'appliquent ni aux logements mis en location par un organisme de logement social, ni aux logements qui bénéficient d'une convention avec l'État en application de l'article L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation.

Afin de renforcer l'action du service public de l'habitat dès le début de la mise en location, sans attendre la survenance ultérieure de conflits locatifs et la réalisation de signalement habitat indigne, il a été décidé d'instaurer l'autorisation préalable de mise en location ainsi que la déclaration de mise en location pour les logements privés (exclusion des logements publics), loués vides ou meublés, à titre de résidence principale et situés dans des quartiers définis par la délibération du Conseil municipal de Fontenay-le-Comte du 24 mai 2022, qui en rappelle les procédures.

La Ville de Fontenay-le-Comte est accompagnée dans la mise en œuvre du dispositif par la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée pour la réalisation des visites de contrôle et contre-visites dans le cadre de la prestation de SOLIHA au titre de l'animation de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain.

La date de mise en œuvre du dispositif est fixée au 1^{er} janvier 2023.

La DIRECTION AFFAIRES JURIDIQUES de la Ville de Fontenay-le-Comte a en charge la mise en œuvre du dispositif.

Le SERVICE HABITAT de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée accompagne la mise en œuvre du dispositif.

IL A ETE CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'objet de la présente convention est :

- de détailler le rôle de la Ville de Fontenay-le-Comte et de la DDTM dans la mise en œuvre de la phase coercitive des outils de lutte contre l'habitat indigne instaurés par la loi ALUR : Autorisation préalable et Déclaration de mise en location ;
- d'encadrer les transmissions de données qui interviendront dans le cadre de la mise en œuvre de ces dispositifs.

ARTICLE 2 : MOTIFS DE LA TRANSMISSION DES DONNEES

Les transmissions de données entre la Ville de Fontenay-le-Comte et la DDTM ont pour objectif de mettre en œuvre la phase coercitive prévue dans les dispositifs et de déclencher les contrôles administratifs nécessaires : vérifier que les propriétaires de biens concernés par les dispositifs se sont soumis à leurs obligations d'Autorisation préalable et de Déclaration de mise en location et ont donné suite aux préconisations.

ARTICLE 3 : CADRE ET OBJET DES TRANSMISSIONS DE DONNEES

Pour la Déclaration de mise en location

En application de l'article L634-3 du code de la construction et de l'habitation :

La déclaration est établie conformément à un formulaire dont le modèle est fixé par arrêté du ministre chargé du logement [...], le dossier de diagnostic technique prévu à cet article (article 3-3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989) est annexé à la déclaration.

En application de l'article L634-4 du code de la construction et de l'habitation :

En cas de défaut de demande

Lorsqu'une personne met en location un logement sans remplir les obligations de déclaration, le représentant de l'Etat peut, sur saisine de la Ville de Fontenay-le-Comte, et après avoir informé l'intéressé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai d'un mois, ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 5 000 €.

Le produit en est intégralement versé à l'Agence nationale de l'habitat après déduction des frais de recouvrement et sécurisation.

Pour l'Autorisation préalable de mise en location

En application de l'article L635-4 du code de la construction et de l'habitation :

La demande d'autorisation est établie conformément à un formulaire dont le modèle est fixé par arrêté du ministre chargé du logement [...], le dossier de diagnostic technique prévu à cet article (article 3-3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989) est annexé à la demande d'autorisation.

En application de l'article L635-7 du code de la construction et de l'habitation :

En cas de défaut de demande

Lorsqu'une personne met en location un logement sans remplir les obligations de déclaration, le représentant de l'Etat peut, sur saisine de la Ville de Fontenay-le-Comte, et après avoir informé l'intéressé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai d'un mois, ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 5 000 €. En cas de nouveau manquement dans un délai de trois ans, le montant maximal de cette amende est porté à 15 000 €.

Le produit en est intégralement versé à l'Agence nationale de l'habitat après déduction des frais de recouvrement et sécurisation.

En cas de location en dépit du rejet de la demande d'autorisation préalable

Lorsqu'une personne met en location un logement en dépit d'une décision de rejet de sa demande d'autorisation préalable notifiée par le maire de la commune, le représentant de l'Etat peut, sur saisine de la Ville de Fontenay-le-Comte, et après avoir informé l'intéressé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai d'un mois, ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 €.

Le produit en est intégralement versé à l'Agence nationale de l'habitat après déduction des frais de recouvrement et sécurisation.

L'amende est proportionnée à la gravité des manquements constatés et ne peut être prononcée plus d'un an à compter de la constatation des manquements

ARTICLE 4 : FREQUENCE ET NATURE DES INFORMATIONS COMMUNIQUEES

4.1 Fréquence des informations communiquées

La Ville de Fontenay-le-Comte s'engage à informer la DDTM des mises en location avec défaut d'autorisation préalable ou de déclaration dès connaissance et constat du manquement du bailleur aux obligations réglementaires relatives au Permis de Louer.

4.2 Informations communiquées par la Ville de Fontenay-le-Comte à la DDTM

L'ensemble des échanges d'informations se fera via l'espace collaboratif du permis de louer / **Portail Pléiade / site permis de louer / DDTM.**

La Ville de Fontenay-le-Comte saisit la DDTM par courrier scanné sur l'espace collaboratif pour demande de sanction, en apportant la preuve de l'occupation du logement. Cette saisine se fera en flux. Dans ce courrier figurent l'adresse du bien concerné ainsi que les nom, prénoms et coordonnées du propriétaire bailleur, ou numéro de SIRET s'il s'agit d'une société, date et lieu de naissance.

4.3 Informations communiquées par la DDTM à la Ville de Fontenay-le-Comte

L'ensemble des échanges d'informations se fera via l'espace collaboratif du permis de louer / **Portail Pléiade / site permis de louer / DDTM.**

Dans les situations de défaut d'autorisation préalable (voire de récidive) ou de déclaration, de mise en location d'un logement en dépit d'une décision de rejet de la demande d'autorisation préalable, la DDTM s'engage à adresser un courrier de mise en demeure au propriétaire bailleur, et en l'absence d'observation du propriétaire bailleur, ou en présence d'observations jugées non recevables, à lancer la phase de recouvrement avec l'émission d'un arrêté préfectoral de sanction financière.

La DDTM transmet à la Ville de Fontenay-le-Comte, en flux, les copies des courriers d'information adressés aux propriétaires bailleurs et les pièces éventuelles transmises par le propriétaire bailleur, ainsi que les copies des arrêtés d'amende administrative.

La DDTM transmet à la Ville de Fontenay-le-Comte les informations relatives aux titres de recettes : référence du titre, date d'émission, montant.

Des réunions régulières seront organisées à l'initiative de la DDTM ou de la Ville de Fontenay-le-Comte pour informer du suivi du recouvrement des amendes.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'UTILISATION DES DONNEES

Pour protéger le contenu des données à caractère personnel, la DDTM et la Ville de Fontenay-le-Comte s'engagent à :

- Informer, au moment de la collecte des données, les demandeurs des destinataires des données ;
- Prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées, et notamment prendre toutes les mesures requises par l'article 32 du RGPD ;
- Ne pas utiliser ces données, documents et informations traitées à des fins autres que celles spécifiées dans la présente convention ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées tout au long de la durée de la présente convention ;
- Informer le délégué à la protection des données de toute réquisition ou demande de communication des données personnelles confiées, par un tiers autorisé, sauf si un texte légal l'interdit ;
- A notifier tout incident de sécurité impactant les données qu'il traite dans le cadre de la présente convention. Cette notification intervient dans les plus brefs délais et, en tout état de cause, dans un délai maximum de 48 heures ouvrables après en avoir eu connaissance, aux coordonnées indiquées par la Ville de Fontenay-le-Comte et la DDTM.

Cette notification est accompagnée de toute information utile pour permettre au responsable de traitement de qualifier l'incident de violation de données au sens de l'article 4.12 du RGPD et, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente au titre de l'article 33 du RGPD, voire de la communiquer aux personnes concernées au titre d l'article 34 du RGPD.

ARTICLE 6 : CLASSEMENT ARCHIVAGE

La DDTM et la Ville de Fontenay-le-Comte classent et archivent, de manière dématérialisée ou non, chacune en ce qui la concerne, les pièces qu'elles détiennent et les actes relatifs à l'instruction et au suivi des dossiers pour la mise en œuvre des amendes.

ARTICLE 7 : EVALUATION

La présente convention et la mise en œuvre du « permis de louer » sur la Ville de Fontenay-le-Comte feront l'objet d'une évaluation annuelle sur la base des critères de fonctionnement du dispositif, du coût et de son efficacité au regard de la lutte contre l'habitat indigne.

Les motifs des transmissions de données ainsi que les procédures décrites dans cette convention seront intégrés au processus d'évaluation plus global.

A cette fin, les partenaires du dispositif se réuniront au moins une fois par an au sein d'un comité d'évaluation pour partager leurs pratiques et l'évaluation du dispositif, à l'initiative de la partie la plus diligente.

ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION ET REVISION

La présente convention est conclue du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027. Les dispositions de la présente convention s'appliquent à sa date de notification aux différentes parties prenantes.

La présente convention peut être révisée par avenant, conjointement décidé par les deux parties.

ARTICLE 9 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 10 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention feront l'objet d'une procédure de négociation amiable avant toute procédure contentieuse.

Si les parties n'arrivent à aucun règlement amiable du litige, celui-ci sera alors du ressort du Tribunal administratif de Nantes.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 15 March 2023.

**Pour la Ville de
Fontenay-le-Comte,

L'Adjoint au Maire,**

**Pour la Communauté de
communes Pays de
Fontenay-Vendée,
Le Maire,**

**Pour la DDTM,

Le Directeur,**

Benjamin VERGNAUD

Ludovic HOCBON

Didier GÉRARD

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	29
Procurations	3
Absents	1

Objet :

2023-02-18 Site ex-Prolifer
Recycling - Construction d'un parc
photovoltaïque au sol - Avis de la
commune de Fontenay-le-Comte

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de
Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

2023-02-18 SITE EX-PROLIFER RECYCLING – CONSTRUCTION D'UN PARC PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL – AVIS DE LA COMMUNE DE FONTENAY-LE-COMTE

Sur le rapport de M. le Maire

- Vu** le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L. 122-1 ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R. 423-9 ;
Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021, dite Loi Climat et Résilience ;
Vu la décision n° B23-025 du Bureau communautaire du 27 février 2023 ;

Considérant que la SARL TECHNIQUE SOLAIRE INVEST 56 a déposé une demande de permis de construire, référencée PC 085 092 22 F0054, pour la construction d'un parc photovoltaïque au sol et la démolition d'un bâtiment abandonné sur un terrain sis lieu-dit champ de l'ancien aérodrome, à Fontenay-le-Comte (85200) ;

Considérant que Monsieur Le Préfet de la Vendée, au titre des dispositions de l'article R. 423-9 du code de l'urbanisme et du V de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, a sollicité l'avis de la commune de Fontenay-le-Comte sur ce projet soumis à évaluation environnementale ;

Considérant que selon les termes du rapport de l'ADEME intitulé « Investigations environnementales de levée de doute » daté du 23 mars 2020, « aucune anomalie significative de pollution des sols liées aux anciennes activités exercées par l'entreprise PROLIFER RECYCLING n'a été identifiée au droit des zones investiguées » ;

Considérant dès lors que ce site n'est pas incompatible avec l'accueil de nouvelles activités économiques et que ce projet grèverait du foncier économique alors que des solutions de photovoltaïque aérien sont possibles permettant donc la coexistence de production d'énergie et activités productives ;

Considérant enfin que la mobilisation de foncier économique pour la construction d'un parc photovoltaïque au sol nécessiterait de retrouver l'équivalent surfacique au détriment des espaces naturels, agricoles et/ou forestiers, en contradiction avec les objectifs de la Loi Climat et Résilience et le principe même du Zéro Artificialisation Nette ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

- 32 Voix Pour
- 0 Voix Contre
- 0 Abstention

- DONNE UN AVIS DÉFAVORABLE, au projet porté par la société SARL TECHNIQUE SOLAIRE INVEST 56 pour la construction d'un parc photovoltaïque au sol et la démolition d'un bâtiment sur un terrain sis lieu-dit champ de l'ancien aérodrome, à Fontenay-le-Comte (85200).

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	29
Procurations	3
Absents	1

Objet :

2023-02-19 Personnel
communal - Modification du tableau
des effectifs

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de
Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

2023-02-19 PERSONNEL COMMUNAL – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Sur le rapport de Mme Patricia DROUIN, Adjointe au Maire,

Vu l'article L 313-du Code général de la fonction publique ;

Vu les crédits prévus au budget 2023 ;

Considérant les besoins et les mouvements des services ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

- 32 Voix Pour
- 0 Voix Contre
- 0 Abstention

- **APPROUVE** les modifications suivantes au tableau des effectifs, à compter du 1^{er} avril 2023 :

Désignation des emplois	Création	Suppression
Catégorie C		
Adjoint technique territorial – TC	1	
Agent de maîtrise – TC		1
TOTAL	1	1

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	28
Procurations	2
Absents	3

Objet :

2023-02-20 Personnel
communal - Régime indemnitaire
tenant compte des fonctions, des
sujétions, de l'expertise et de
l'engagement professionnel
(RIFSEEP) - Mise à jour

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de
Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21),
Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35),
M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien,
Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et
Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle,
Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe,
M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu,
Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13),
Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal,
Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick,
M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17),
M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

2023-02-20 PERSONNEL COMMUNAL – RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) – MISE À JOUR

Sur le rapport de Mme Patricia DROUIN, Adjointe au Maire

Vu le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 2014-923 du 18 août 2014 portant statut particulier du cadre d'emplois des puéricultrices territoriales ;
Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;
Vu les délibérations du conseil municipal du 20 décembre 2016, 26 septembre 2017, 29 janvier 2019 et du 5 mai 2020 approuvant la mise en place et les mises à jour du nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;
Vu la délibération du conseil municipal du 20 décembre 2018 approuvant la mise en place, à compter du 1^{er} janvier 2019, d'un complément indemnitaire annuel (CIA) ;
Vu la délibération n° 2023-01-19 du 21 MARS 2023 approuvant la création d'un poste de puéricultrice ;
Vu le tableau des effectifs ;

Considérant qu'il revient à l'organe délibérant de déterminer le classement de chaque emploi par groupe ;

Considérant que le RIFSEEP se décompose en deux volets ;

- l'un obligatoire lié aux fonctions et à l'expertise : l'indemnité liée aux Fonctions, aux Sujétions et à l'Expertise (**IFSE**),
- l'autre facultatif et individuel lié à l'engagement professionnel : le Complément Indemnitaire Annuel (**CIA**) ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

30 Voix Pour
 0 Voix Contre
 0 Abstention

- **APPLIQUE** à compter du 1^{er} avril 2023, le régime indemnitaire aux grades du cadre d'emploi des puéricultrices territoriales, indiqué ci-dessous :

Pour la part obligatoire : une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (**IFSE**) :

FILIERE MEDICO-SOCIALE

Catégorie A – Cadre d'emplois des puéricultrices territoriales

GROUPES	FONCTIONS	IFSE MAXI		IFSE MINI	
		ANNUEL	MENSUEL	ANNUEL	MENSUEL
GRUPE 1	DIRECTION D'UNE STRUCTURE RESPONSABLE DE SERVICE / PÔLE POSTE A TECHNICITÉ / EXPERTISE SPÉCIFIQUE	19 480 €	1 623,33 €	4 200,00 €	350,00 €
GRUPE 2	AUTRES FONCTIONS	15 300 €	1 275,00 €	3 000,00 €	250,00 €

Pour la part facultative : une indemnité liée à l'engagement professionnel, à savoir le **Complément indemnitaire annuel (CIA)** tel que prévu par la délibération du Conseil municipal en date du 20 décembre 2018.

- **APPROUVE** la mise à jour du régime indemnitaire ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre et à signer les arrêtés individuels d'attribution.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	29
Procurations	3
Absents	1

Objet :

2023-02-21 Personnel
communal - Emplois saisonniers 2023
- Création

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel adonné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

2023-02-21 PERSONNEL COMMUNAL - EMPLOIS SAISONNIERS 2023 - CRÉATION

Sur le rapport de Mme Patricia DROUIN, Adjointe au Maire

Vu le Code Général de la Fonction publique, notamment son article L332-23 ;

Vu les crédits votés au budget 2023 ;

Considérant que pour le bon fonctionnement des services qui ont à organiser des activités durant les vacances scolaires, la Ville est amenée à recruter du personnel non titulaire saisonnier en application de l'article L332-23, 2° ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

- 32 Voix Pour
- 0 Voix Contre
- 0 Abstention

- **APPROUVE** la création des postes suivants pour la saison estivale 2023 selon le tableau ci-après :

Direction	Service	Période	Nombre de postes	Temps de travail	Rémunération
Direction des services à la population	Jeunesse	08/07 au 25/08/2023 + 1 journée de préparation en mai	4	Temps complet	Adjoint territorial d'animation – 1 ^{er} échelon + CP
	Les Ricochets	05/06 au 11/08/2023	1	Temps complet	Adjoint territorial d'animation – 1 ^{er} échelon + CP
	Animation du patrimoine	01/07 au 31/08/2023 + 2 jours (samedi 16 et dimanche 17 septembre p/journées du patrimoine)	1	Temps non complet 20h/hebdo	Adjoint territorial du patrimoine – 1 ^{er} échelon + CP
	Médiathèque	01/08 au 31/08/2023	1	Temps complet	Adjoint territorial du patrimoine – 1 ^{er} échelon + CP
Direction du développement territorial	Parcabout	01/04 au 31/10/2023	2	Temps complet	Adjoint territorial d'animation – 1 ^{er} échelon + CP
		08/04 au 08/05/2023	1	Temps non-complet 24 h/hebdo	Adjoint territorial d'animation – 1 ^{er} échelon + CP
		01/07 au 31/08/2023	1	Temps complet	Adjoint territorial d'animation – 1 ^{er} échelon + CP
		01/07 au 31/07/2023	1	Temps non complet 24 h/hebdo	Adjoint territorial d'animation – 1 ^{er} échelon + CP
		01/08 au 31/08/2023	1	Temps non complet 24 h/hebdo	Adjoint territorial d'animation – 1 ^{er} échelon + CP
DSTUAD	CTM	01/04 au 30/09/2023	7	Temps complet	Adjoint technique territorial – 1 ^{er} échelon + CP
Direction des affaires juridiques	Citoyenneté	01/07 au 31/08/2023	1	Temps complet	Adjoint administratif territorial – 1 ^{er} échelon + CP

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	29
Procurations	3
Absents	1

Objet :

2023-02-22 Personnel
communal - Gratification des
stagiaires de l'enseignement supérieur

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de
Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjointes.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

2023-02-22 PERSONNEL COMMUNAL – GRATIFICATION DES STAGIAIRES DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Sur le rapport de Mme Patricia DROUIN, Adjointe au Maire

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L124-18 et D124-6 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 relative à la Fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche, articles 24 à 29 ;

Vu la loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires ;

Vu la circulaire du 23 juillet 2009 relative aux modalités d'accueil des étudiants de l'enseignement supérieur en stage dans les administrations et établissements publics de l'Etat ne présentant pas un caractère industriel et commercial ;

Vu la circulaire du 4 novembre 2009 relative aux modalités d'accueil des étudiants de l'Enseignement supérieur en stage dans les collectivités territoriales ;

Considérant que le versement d'une gratification minimale à un stagiaire de l'enseignement supérieur est obligatoire lorsque la durée du stage est supérieure à deux mois consécutifs ou si au cours d'une même année scolaire ou universitaire, le stage se déroule sur une période de deux mois, consécutifs ou non ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

32 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **ABROGE** les délibérations n°26 du 12 juin 2008 et n° 16 du 25 mars 2010 ;
- **APPROUVE** l'accueil des étudiants effectuant des stages auprès des services de la Ville selon les conditions suivantes :
 - o Gratification pour les stages d'une durée supérieure à 2 mois consécutifs ou non ;
 - o Versement facultatif d'une gratification pour les stages d'une durée de 3 semaines minimum à 2 mois maximum, laissé à l'appréciation de Monsieur le Maire au vu du service réellement rendu à la Ville dans le cas où l'objet du stage porte sur un projet utile à la collectivité ;
 - o Gratification allouée au taux minimal du plafond horaire de la sécurité sociale fixé à 15% ;
- **DIT QUE** le versement de la gratification est effectué soit en fin de stage au vu de l'évaluation pour les stages de 3 semaines à 2 mois, soit mensuellement pour les stages d'une durée supérieure à 2 mois consécutifs ;
- **AUTORISE** le Maire à signer toutes les conventions de stage à intervenir entre la collectivité, l'étudiant et l'établissement d'enseignement, entrant dans ce cadre ;
- **PRÉCISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	29
Procurations	3
Absents	1

Objet :

2023-02-23 Dispositif
d'accompagnement à l'obtention du
brevet d'aptitude à la fonction
d'animateur (BAFA) - Modification
du règlement

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le
caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à
R421-5 du code de la justice
administrative, la présente délibération
peut faire l'objet d'un recours contentieux
devant le Tribunal Administratif de Nantes
- 6 allée de l'Île Gloriette - BP 24111 -
44041 NANTES CEDEX 01 - dans un
délai de 2 mois à compter de sa publication
ou de sa notification. La juridiction
administrative peut aussi être saisie par
l'application Télérecours citoyens
(<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de
Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point
n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21),
Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point
n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16
et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35),
M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours
du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien,
Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et
Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle,
Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe,
M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu,
Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n°
2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13),
Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT
Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal,
Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-
Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-
02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick,
M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point
n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17),
M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO
Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON
Ludovic, M. BIRÉ Michel adonné pouvoir à
M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a
donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

**Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au
nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.**

2023-02-23 DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT À L'OBTENTION DU BREVET D'APTITUDE À LA FONCTION D'ANIMATEUR (BAFA) – MODIFICATION DU RÈGLEMENT

Sur le rapport de Mme Christelle ROUHAUD, Adjointe au Maire

Vu le décret n°2022-1323 du 14 octobre 2022 ;

Vu la délibération du 29 mars 2012 approuvant la mise en place d'un dispositif d'accompagnement au BAFA pour les jeunes fontenaisiens ;

Vu l'avis de la commission enseignement / jeunesse du 2 mars 2023 ;

Considérant la nécessité de modifier le règlement actuellement en vigueur en raison de l'abaissement de l'âge d'entrée en formation au BAFA à 16 ans ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

32 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **APPROUVE** le dispositif d'aide et d'accompagnement à la formation du brevet d'aptitude à la fonction d'animateur (BAFA), annexé à la présente.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,

Ludovic HOCBON

DISPOSITIF D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT A LA FORMATION DU BREVET D'APTITUDE A LA FONCTION D'ANIMATEUR (BAFA) Règlement

Le dispositif d'aide et d'accompagnement à la formation BAFA, mis en place par la ville de FONTENAY-LE-COMTE, est géré par le service Education, jeunesse et sport. Il vise à apporter une aide financière pour la formation BAFA aux jeunes fontenaisiens âgés de 16 à 25 ans dont le quotient familial n'excède pas 899 €.

Article 1 : Conditions d'admission ou critères d'éligibilité

- ✓ **Public visé** : Le dispositif est accessible aux jeunes résidants à Fontenay-le-Comte âgé(e)s de **16 à 25 ans**. Un justificatif de domicile est exigé lors du dépôt du dossier tout comme une autorisation parentale devra être fournie pour les mineurs ainsi qu'une copie de la carte d'identité.
- ✓ **Déposer un dossier complet** : Le jeune devra fournir une attestation d'inscription à la session de formation et son coût. La formation ne devra pas avoir débutée avant le dépôt du dossier de demande.

La commission d'attribution composée de l' élu délégué à la Jeunesse et d'agents du pôle jeunesse étudiera la candidature du jeune qui sera ensuite reçu pour un entretien de motivation. En cas d'avis favorable de la commission, le jeune s'engage alors à accomplir sa formation BAFA dans son intégralité. A l'issue de sa validation auprès des service de l'état le jeune fournira une copie de son brevet.

Article 2 : Montant de l'aide

Le montant de l'aide est soumis à quotient familial (selon le barème appliqué par la CAF) et est calculé à partir des ressources du jeune et/ou des personnes vivant au domicile de ce dernier.

Il est le suivant :

Quotient familial	Montant de l'aide
Inférieur ou égal à 600€	400 €
De 601 à 899 €	200 €

L'aide est attribuée :

- Dans la limite des crédits votés par le Conseil Municipal
- Par ordre d'arrivée des dossiers de demandes complets.

Article 3 : Retrait et dépôt des dossiers

Le dossier est téléchargeable sur le site de la Ville.

Une fois complété, celui-ci est à transmettre par mail au pôle jeunesse pour traitement à ij@ville-fontenaylecomte.fr

Article 4 : Versement de l'aide

Celui-ci se fera de manière fractionnée, à savoir la moitié lors de l'inscription du jeune au stage de formation générale et le solde à l'issue du stage, sur justificatif de l'organisme assurant la formation, sous réserve que la contrepartie demandée au jeune ait été intégralement effectuée.

Le versement de l'aide se fera, au choix :

- soit directement auprès du jeune,
- soit auprès de l'organisme où il s'est inscrit. Dans ce dernier cas, une attestation de versement à un tiers sera cosignée par le jeune et le responsable de l'organisme qui déduira la participation de la collectivité du reste à charge du jeune.

Article 5 : Engagement citoyen du jeune

Afin de pouvoir prétendre au versement de cette aide, le jeune devra :

- Suivre la formation générale d'animateur BAFA dans l'organisme où il est inscrit
- Réaliser une mission d'intérêt collectif, non rémunérée, au sein des services de la Ville pour des missions d'animations auprès des jeunes fontenaisiens. Cette mission donnera lieu à la signature d'une convention entre le jeune et la Ville, qui définira les modalités d'interventions.

La durée de la mission est fixée en fonction du montant de l'aide octroyée, soit :

⇒ **60 heures pour une aide de 400 €**

⇒ **30 heures pour une aide de 200 €**

En cas de non-respect des engagements cités à l'article 5 par la bénéficiaire, les 50% de l'aide financière, versés à l'inscription, devront être restitués à la Ville par la bénéficiaire ou par l'organisme de formation, sans possibilité de recours de la part de l'un ou de l'autre.

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	29
Procurations	3
Absents	1

Objet :

2023-02-24 Convention de partenariat éducation nationale / ville - Participation des intervenants extérieurs - Approbation

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 28/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

**2023-02-24 CONVENTION DE PARTENARIAT ÉDUCATION NATIONALE /
VILLE - PARTICIPATION DES INTERVENANTS EXTÉRIEURS -
APPROBATION**

Sur le rapport de Mme Christelle ROUHAUD, Adjointe au Maire

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la circulaire n°92-196 relative à la participation d'intervenants extérieurs aux activités d'enseignement dans les écoles maternelles et élémentaires ;

Vu l'avis de la Commission éducation / jeunesse du 3 mars 2023 ;

Considérant que la Ville de Fontenay-le-Comte met à disposition des écoles publiques des agents de la collectivité dont la qualification répond aux conditions exigées par la circulaire de référence n°92-196 du 3 juillet 1992, pour apporter une aide technique aux enseignants de l'école et de/des classes dans le cadre du projet d'école.

Considérant que pour pouvoir intervenir dans les écoles maternelles et élémentaires publiques, les intervenants extérieurs doivent être agréés par l'Inspection d'académie ;

Considérant qu'il convient d'établir une convention de partenariat entre les services de l'éducation Nationale et la Ville pour une durée de 3 ans maximum ;

Considérant qu'il conviendra de renvoyer annuellement l'annexe jointe à cette convention

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

32 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **APPROUVE** le principe de l'intervention d'agents municipaux participant régulièrement aux activités d'enseignement dans les écoles ;

- **APPROUVE** la convention à intervenir avec l'Éducation Nationale et son annexe ;

- **DONNE DELEGATION** à Monsieur le Maire pour signer ladite convention et ses annexes ainsi que celles à intervenir ultérieurement.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON

**CONVENTION FIXANT LES CONDITIONS DE
PARTICIPATION DES INTERVENANTS
EXTERIEURS REMUNERES
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES, DES ASSOCIATIONS,
DES TRAVAILLEURS INDEPENDANTS
AUX ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT
DANS LES ECOLES MATERNELLES ET ELEMENTAIRES PUBLIQUES**

Entre :

D'une part :

La Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale
Cité administrative Travot, rue du 93ème régiment d'infanterie
BP 777 - 85020 La Roche/Yon CEDEX
Tél. 02 51 45 72 00

Représentée par madame Catherine CÔME, **Inspectrice d'Académie, Directrice des services départementaux de l'éducation nationale de Vendée,**

Et, d'autre part,

Ville de Fontenay- Le Comte
Hôtel de Ville, 9 rue Georges Clémenceau BP 19
85201 Fontenay-Le-Comte cedex
représenté par : M. HOCBON Ludovic

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

Toute personne susceptible d'apporter une contribution aux activités obligatoires d'enseignement peut être autorisée ou agréée à intervenir au cours des activités d'enseignement.

Les parents d'élèves, d'autres adultes, notamment membres d'associations, peuvent intervenir à titre bénévole.

Les intervenants non bénévoles sont rémunérés par des associations (ou d'autres personnes morales de droit privé) ou par des collectivités publiques (collectivités territoriales ou administrations de l'État).

L'objectif de la présente convention est de préciser le rôle des intervenants extérieurs, le périmètre d'intervention de chacun, les conditions de sécurité et les responsabilités de chacun.

Article 1 : Activité concernée

Cette convention concerne la ou les activités suivantes qui font appel à des **intervenants extérieurs réguliers** :

Ludothèque, musée, découverte du patrimoine...

Article 2 : Cadre général d'intervention

- Toute intervention d'un intervenant extérieur doit s'inscrire dans le **PROJET D'ÉCOLE** et doit faire l'objet d'un **PROJET PEDAGOGIQUE CONCERTÉ** élaboré en commun par les enseignants et l'intervenant.
- Cette intervention répond à une demande de l'école (*Projet d'école*).
- **Les intervenants extérieurs sont obligatoirement agréés par l'Inspecteur d'Académie** ou son représentant, **en regard de leurs qualifications ou de leurs statuts ainsi que de leur honorabilité**. Les actions intégrant ces intervenants feront l'objet d'un projet spécifique conservé par le directeur ou la directrice de l'école.
- L'agrément des intervenants est donné pour l'année scolaire en cours.
- Cet agrément peut être ajourné à tout moment en cas de difficultés.
- La liste des intervenants, réglementairement autorisés à assurer des tâches d'enseignement, sera transmise par l'employeur, tous les ans, 5 semaines avant le démarrage de l'activité, à l'Inspecteur d'Académie s/c de l'Inspecteur de l'Éducation nationale pour vérification de l'honorabilité.
- La durée des interventions est limitée dans le temps. Le partenariat enseignant-intervenant ne peut **excéder un 1/3 du temps annualisé affecté à la discipline dans les programmes**.
- Le délai de transmission de la convention et de la demande d'agrément à l'Inspecteur de circonscription est de **5 semaines** avant le début prévu pour les interventions, **délai de rigueur**.
Pour l'EPS, la convention sera transmise au plus tard pour les vacances d'automne pour l'année scolaire en cours.
- L'ensemble des demandes pour l'année scolaire en cours, devra être effectué lors de la première période.
- L'aide ponctuelle à l'enseignement de l'E.P.S. par des intervenants extérieurs concerne **les cycles 2 et 3**, les cycles d'enseignement seront de **8 à 12 séances**.
- Pour les activités artistiques à l'école maternelle, la demande d'intervention extérieure est exceptionnelle. Elle doit faire l'objet d'une attention toute particulière, et mettre en évidence des apports spécifiques
- Le temps de déplacement pour se rendre sur les lieux de pratique de l'activité ne doit pas être supérieur au temps de pratique effective de l'activité.

Article 3 : Rôle de l'intervenant extérieur

L'enseignant titulaire de la classe assume la responsabilité pédagogique de l'organisation des activités scolaires.

Trois situations d'organisation sont possibles :

- ORGANISATION HABITUELLE.
 - La classe fonctionne en un seul groupe. L'enseignant doit alors assurer, non seulement l'organisation pédagogique de la séance, mais également le contrôle effectif de son déroulement.
- ORGANISATIONS EXCEPTIONNELLES.
 - Les élèves répartis en groupes dispersés sont encadrés par des intervenants extérieurs et l'enseignant n'a en charge aucun groupe en particulier. Son rôle est le même que dans le cas précédent. Le contrôle sera adapté aux caractéristiques du site et à la nature de l'activité. L'enseignant procédera au contrôle successif du déroulement de la séance dans les différents groupes et à la coordination de l'ensemble.
 - Les élèves répartis en groupes dispersés sont encadrés par des intervenants extérieurs et l'enseignant a en charge directement l'un des groupes. Son action consistera à définir préalablement l'organisation générale de l'activité avec une répartition précise des tâches et à procéder a posteriori à son évaluation.

L'intervenant extérieur apporte une compétence technique complémentaire de la compétence pédagogique de l'enseignant et ne doit pas se substituer à ce dernier.

Article 4 : Conditions de sécurité

L'intervenant extérieur s'engage à prévenir dans les meilleurs délais le Directeur de l'école d'une impossibilité d'intervention nécessitant l'ajournement de la séance (absence ou problème matériel).

De son côté, le Directeur de l'école s'engage à prévenir l'(les) intervenant(s) extérieur(s) de toute modification dans le déroulement prévu des activités.

L'intervenant extérieur veille au respect strict des consignes de sécurité et prend toutes les mesures urgentes qui s'imposent dans le cadre de l'organisation générale arrêté par l'enseignant responsable.

Il appartient à l'enseignant responsable de l'activité, s'il est à même de constater que les conditions de sécurité ne sont manifestement plus réunies, de suspendre ou d'interrompre immédiatement l'activité et d'informer sans délai l'Inspecteur de l'Education Nationale sous couvert du Directeur d'école de tout problème grave concernant la sécurité de ses élèves.

Les conditions de fonctionnement de la (ou des) activité(s) doivent respecter les normes de sécurité en vigueur, rappelées dans les textes ci-dessous.

- Organisation des sorties scolaires : circulaire n° 99-136 du 21/09/99 (B.O.H.S. n°7 du 23/09/99) modifiée par la circulaire N°2005-001 du 5 janvier 2005 (B.O. N°2 du 13 janvier 2005)
- Education Physique et Sportive :
 - Note de service n° 83 509 du 13/12/83 (B.O. n°3 du 13/12/83)
 - Circulaire n°87-194 du 3/07/87 (B.O. n°29 du 23/04/87).
 - Circulaire N°2004 -138 du 13 juillet 2004 (B.O. N°32 du 9 septembre 2004)
- Transport des élèves dans des véhicules personnels :
 - Note de service n°86 101 du 5/03/86.
- Déplacements à bicyclette :
 - Note de service n°84 027 du 13/01/84.
- Participation d'intervenants extérieurs aux activités d'enseignement dans les écoles maternelles et élémentaires : circulaire n°92-196 du 3 juillet 1992 (B.O.n°29 du 16/10/92).
- Agrément des intervenants extérieurs aux activités physiques et sportives : décret n°2017-766 du 4-5-2017
- Encadrement des activités physiques et sportives : circulaire interministérielle n°2017-116 du 6-10-2017

Les propriétaires des sites d'accueil doivent faire en sorte qu'en cas d'urgence, il soit possible d'intervenir rapidement (téléphone disponible - trousse de premier secours - voie d'accès facile...).

Article 5 : Durée de la convention

Cette convention est signée en début d'année scolaire, pour une durée de 3 ans maximum. La convention peut être dénoncée en cours d'année, soit par accord entre les parties, soit à l'initiative de l'une d'entre elles. Dans ce dernier cas, la dénonciation doit faire l'objet d'un préavis de trois mois.

Une liste des intervenants extérieurs rémunérés participant régulièrement aux activités d'enseignement dans les écoles sera renvoyée annuellement et lors de tout changement de personnel (**document en annexe à cette convention**).

Fait à le.....

***L'Inspectrice d'Académie, Directrice des services
départementaux de l'Education Nationale***

Pour la Ville de Fontenay-le-Comte

Le Maire,

Liste des intervenants extérieurs rémunérés participant régulièrement aux activités d'enseignement dans les écoles, concernés par la convention

*A retourner à la Direction Départementale de l'Education Nationale
Ce.eps85@ac-nantes.fr*

Ville, Communauté de Communes, association, autre...	Année 23 - 2024
------------------------------------------------------	--------------------------------------

Nom - Prénom	Salarié de la fonction publique territoriale titulaire	Salarié de la fonction publique territoriale, Non titulaire	Salarié de droit privé	Qualification : - Activité - Diplôme - Année d'obtention ou de révision du diplôme et/ou n° de carte professionnelle <i>(à l'exception des salariés de la fonction publique titulaires, pour un premier agrément, joindre la copie de la carte professionnelle)</i>
• Lydie CLET	x			Ludothèque
• Myriam MARGUERITE				Musée
• Mélanie CHAUSSERAIS				Découverte du Patrimoine historique
•				
•				
•				
•				
•				
Observations :				

Pour les agents de la fonction publique territoriale, l'employeur a vérifié chaque année l'honorabilité des agents inscrits ci-dessus sur le Fichier Judiciaire Automatisé des Auteurs d'Infractions Sexuelles et Violentes

Fait àle.....

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	28
Procurations	2
Absents	3

Objet :

2023-02-25 Finances - Taxe
locale sur la publicité extérieure -
Taux 2024

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de
Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

**2023-02-25 FINANCES – TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE –
TAUX 2024**

Sur le rapport de M. Arielle MEMETEAU, Conseillère municipale

Vu le Décret n° 2013-206 du 11 mars 2013 relatif à la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) ;

Vu les articles L.2333-6 à L.2333-16 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 171 de la Loi n° 2008-16 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2009 relative à la taxe locale sur la publicité extérieure fixant notamment les exonérations ;

Considérant que pour la Ville de Fontenay-le-Comte, la T.L.P.E s'est substituée automatiquement à partir du 1er janvier 2009 à la Taxe Sur les Emplacements publicitaires fixes (TSE) ;

Considérant que par délibération du Conseil municipal du 25 juin 2009, des cas d'exonération et / ou de minoration des tarifs de droit commun ont été déterminés, amenant ainsi l'établissement de tarifs cible pour les différents publicitaires taxables ;

Considérant que depuis le 1er janvier 2014, les tarifs maximaux de base de la TLPE sont relevés chaque année, dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année ;

Considérant qu'il est possible de fixer des tarifs inférieurs aux tarifs maximaux de base. Ces tarifs peuvent être modulés dans la limite des tarifs maximaux selon les catégories de supports (dispositifs publicitaires de différentes tailles, pré-enseignes, publicités non commerciales, enseignes de différentes superficies) ;

Considérant que le cabinet CYPRIM qui accompagne la collectivité depuis le 1er janvier 2022 dans le recouvrement de cette taxe auprès des redevables assujettis a relevé des incohérences dans les tarifs pratiqués par la collectivité depuis quelques années en ce que les coefficients multiplicateurs pour les grandes enseignes entre 20 et 50 m² et supérieures à 50 m² ne sont pas correctement appliqués (respectivement x2 et x4 par rapport au tarif de base déterminé).

Considérant qu'une correction de ces incohérences sur la seule année 2023 induirait une hausse très importante du montant de la TLPE pour les catégories d'enseignes concernées et souhaitant en limiter l'impact pour les opérateurs économiques suite aux répercussions de la crise sanitaire du COVID 19, la Collectivité propose de lisser progressivement ce « rattrapage tarifaire » sur trois années.

Considérant que l'application de la TLPE permet notamment de limiter les nuisances au cadre de vie liées à la multiplication et à l'augmentation des surfaces des dispositifs publicitaires et d'enseignes et que les opérateurs sont accompagnés par la Collectivité à œuvrer en ce sens par l'application du Règlement Local de Publicité.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

24 Voix Pour

6 Voix Contre Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick et M. BERTHOD François-Xavier.

0 Abstention

- **APPROUVE** les tarifs de la Taxe locale sur la publicité extérieure applicables en 2024 suivant le tableau ci-dessous :

Catégories de supports taxés			Tarifs TLPE 2024 (en € du m ²)
Dispositifs publicitaires et pré-enseignes	Non numériques	≤ 50 m ²	17,70 €
	Numériques	≤ 50 m ²	53,10 €
Dispositifs exclusivement dédiés à l'affichage de publicités non commerciales ou des spectacles			Exonération de droit
Dispositifs publicitaires sur mobiliers urbains		Non numériques	Exonération
Enseignes		≤ 7 m ²	Exonération de droit
Enseignes (autres que celles scellées au sol)		> 7 m ² et ≤ à 12 m ²	Exonération
Enseignes scellées au sol		> 7 m ² et ≤ à 12 m ²	17,70 €
Enseignes	> 12 m ² et ≤ à 20 m ²		Réfaction de 50% soit 17,70 €
	> 20 m ² et ≤ à 50 m ²		30,00 €
	> 50 m ²		56,65 €

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à la présente décision.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	29
Procurations	3
Absents	1

Objet :

2023-02-26 Participation au dispositif « Préférence commerce » - Millésime 2023/2024

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 29.03.2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

**2023-02-26 PARTICIPATION AU DISPOSITIF « PRÉFÉRENCE COMMERCE » –
MILLÉSIMÉ 2023/2024**

Sur le rapport de M. Matthias LEMOINE, Adjoint au Maire

Vu la délibération du 25 septembre 2008 permettant à la Ville d'adhérer au dispositif Qualité initié par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Vendée ;

Vu la délibération du 20 décembre 2012 actant du changement de nom et de modalités du dispositif, de « Charte Qualité » à sa nouvelle appellation « Préférence Commerce » ;

Considérant que la Ville de Fontenay-le-Comte souhaite accompagner ses commerçants et prestataires de services qui le désirent dans une démarche qualitative visant à répondre au mieux aux attentes de la population ;

Considérant que la démarche « Préférence Commerce » s'adresse à toute entreprise de moins de 400m² de surface de vente disposant d'une vitrine et/ou d'un local accueillant du public. Les demandes d'adhésion émanant d'une entreprise de taille supérieure à 400m² sont étudiées à condition que l'entreprise ait une vocation de commerce de proximité (centre-ville ou centre-bourg) ;

Considérant que le label « Préférence Commerce » est attribué pour une durée de 2 ans (2023-2024) ;

Considérant que la précédente convention arrive à échéance et que la nouvelle devra être effective pour le 1^{er} avril 2023) ;

Considérant que cet engagement se traduit par la signature d'une convention tripartite entre la Ville, la CCI et Fontenay Action ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

- 32 Voix Pour
- 0 Voix Contre
- 0 Abstention

- **RENOUVELLE** la participation financière de la Ville au dispositif « Préférence Commerce » initié par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Vendée ;
- **APPROUVE** une participation financière au coût d'inscription à la démarche pour le commerçant, à hauteur de 50%, tous commerçants confondus sur ce millésime 2023/2024 ;
- **APPROUVE** les termes de la convention tripartite pour la mise en œuvre du dispositif « Préférence Commerce » 2023-2024 sur la Ville de Fontenay-le-Comte ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir entre la Ville, la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Vendée et l'association des commerçants « Fontenay Action ».

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON



CONVENTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF « PRÉFÉRENCE COMMERCE » 2023-2024 SUR LA VILLE DE FONTENAY-LE-

Entre :

La Ville de Fontenay-le-Comte, représentée par son Maire, Monsieur Ludovic HOCBON,

La Chambre de Commerce et d'Industrie de la Vendée, représentée par son Président, Monsieur Arnaud RINGEARD.

L'Union des professionnels et acteurs économiques de Fontenay-le-Comte (Fontenay Action), représentée par ses co-présidents, Monsieur Aurélien RABETTE et Monsieur Mathieu BLANCHARD.

Préambule :

Le soutien à son tissu économique local et en particulier à ses commerces et services de proximité est au cœur des préoccupations de la Ville de Fontenay-le-Comte.

À ce titre, la Ville de Fontenay-le-Comte souhaite accompagner ses commerçants et prestataires de services qui le désirent dans une démarche qualitative visant à répondre au mieux aux attentes de la population.

Le dispositif « Préférence Commerce », proposé par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Vendée, s'inscrit parfaitement dans ce cadre et la municipalité souhaite donc la promouvoir auprès des commerçants locaux.

Ce sont déjà près de 1 600 entreprises commerciales vendéennes qui ont pu, grâce à ce dispositif, valoriser la qualité de leur accueil et services apportée aux clients.

Elle s'adresse à toute entreprise de moins de 400m² de surface de vente disposant d'une vitrine et/ou d'un local accueillant du public. Toute demande d'adhésion émanant d'une entreprise de taille supérieure à 400m² pourra être étudiée à condition que l'entreprise ait une vocation de commerce de proximité (centre-ville ou centre-bourg).

Les cafés, brasseries et restaurants sont également éligibles à « Préférence Commerce », à condition qu'ils ne soient pas déjà éligibles ou lauréats d'un dispositif qualité spécifique existant (Maître Restaurateur, Restaurateurs de France, Cuisineries Gourmandes...)

Le référentiel « Préférence Commerce » est composé de 80 critères communs à toutes les entreprises et de 24 critères supplémentaires pour les brasseries-restaurants. Ces critères sont répartis en 4 grands thèmes :

- L'environnement et l'aspect extérieur du point de vente
- L'aspect intérieur du magasin
- La gestion des relations clients
- L'exploitation / gestion

Pour l'attribution du label « Préférence Commerce », le commerçant doit valider 80% de l'ensemble des critères définis dans le référentiel ainsi qu'au minimum 70% dans chacun des 4 chapitres.

Ces critères sont résumés en 8 « engagements qualité » du commerçant :

- 1/ Accueillir les clients avec courtoisie
- 2/ Etre disponible et à leur écoute
- 3/ Les informer avec professionnalisme
- 4/ Leur apporter un conseil individualisé
- 5/ Les recevoir dans un environnement agréable et attrayant
- 6/ Garantir leur satisfaction
- 7/ Respecter vos engagements
- 8/ Développer vos compétences pour être toujours plus performants

Le respect du référentiel qualité est garanti par l'intervention d'un cabinet d'audit qui envoie un client mystère dans chaque magasin et procède également à un appel téléphonique mystère.

Le label « Préférence Commerce » est attribué pour une durée de 2 ans (2023-2024). Cependant, 20% des lauréats seront ré-audités de manière aléatoire en année 2.

Le coût pour une entreprise s'élève à :

- 240 € HT pour les commerces et services
- 270 € HT pour les brasseries et les restaurants

Par ailleurs, une somme de 20€ HT par an sera également demandée aux entreprises pour contribuer à la communication. En cas d'échec de l'audit, cette somme sera remboursée à l'entreprise.

Il a donc été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

La Ville de Fontenay-le-Comte, la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Vendée et l'association Fontenay Action s'engagent à promouvoir l'adhésion des commerçants au dispositif qualité « Préférence Commerce ».

La présente convention définit les modalités de ce partenariat et les engagements respectifs des cosignataires.

Article 2 : Engagements de la CCI de la Vendée

La CCI de la Vendée s'engage à promouvoir auprès des commerçants fontenaisiens, le dispositif qualité « Préférence Commerce » ainsi que les actions mises en œuvre par la Ville de Fontenay-le-Comte pour faciliter cette démarche.

A l'issue de la procédure, elle s'engage également à informer la Ville de Fontenay-le-Comte et l'association Fontenay Action des suites données à l'évaluation des commerçants fontenaisiens et à leur éventuelle labellisation. Les rapports individuels sont confidentiels.

Si, sur l'initiative de la CCI de la Vendée, il était mis fin en cours de procédure à l'évaluation d'un commerçant fontenaisien, la CCI de la Vendée s'engage par avance à reverser immédiatement à la Ville de Fontenay-le-Comte le montant des participations versées en application à l'article 4 au titre du (ou des) commerçant(s) concerné(s).

Article 3 : Engagements de Fontenay Action

L'association Fontenay Action s'engage à promouvoir auprès de ses adhérents le dispositif qualité « Préférence Commerce » ainsi que les actions mises en œuvre au niveau local pour faciliter cette démarche.

Article 4 : Engagements de la ville de Fontenay-le-Comte

La Ville de Fontenay-le-Comte s'engage à prendre en charge 50 % du coût de la démarche, ce qui correspond à une somme forfaitaire par commerçant s'engageant dans la démarche de :

- 120 € HT pour un commerce, hors cafés-restaurants, restaurants et brasseries, soit **144 € TTC**.

- 135 € HT pour un café-restaurant, restaurant ou brasserie, soit **162 € TTC**.

Cette somme sera versée à la CCI de la Vendée, par la Ville de Fontenay-le-Comte à réception de la facture accompagnée de la liste des commerces participants.

Les 50 % restants étant à la charge de l'entreprise (soit 144 € TTC ou 162 € TTC suivant le type de commerce).

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est signée pour la durée du millésime 2023-2024.

Fait à Fontenay-le-Comte
Le

Le Maire de la Ville
de Fontenay-le-Comte,

Pour le Président de la CCI
de la Vendée,

Ludovic HOCBON

Lydie POIRIER,
Élue CCI Commission « Commerce et Services »

Les Co-Présidents de Fontenay Action

Aurélien RABETTE & Mathieu BLANCHARD

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	29
Procurations	3
Absents	1

Objet :

2023-02-27 ANRU PRIR
Moulins Liot - Convention de co-financement de la mission OPC urbain par la Banque des Territoires

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel adonné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

2023-02-27 ANRU PRIR MOULINS LIOT – CONVENTION DE CO-FINANCEMENT DE LA MISSION OPC URBAIN PAR LA BANQUE DES TERRITOIRES

Sur le rapport de M. Benjamin VERGNAUD, Adjoint au Maire

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine ;

Vu la délibération du 24 mai 2022 du conseil municipal portant approbation de l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain de Fontenay-le-Comte cofinancé par l'ANRU dans le cadre du NPNRU ;

Vu la convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain de Fontenay-le-Comte cofinancé par l'ANRU dans le cadre du NPNRU du 2 mars 2020 et son avenant n°1 du 22 novembre 2022 ;

Considérant que par la délibération du 24 mai 2022, le Conseil municipal a approuvé l'avenant à la convention pluriannuelle de renouvellement urbain du quartier des Moulins Liot, cofinancé par l'ANRU dans le cadre du NPNRU ;

Considérant la complexité du projet de renouvellement urbain, la multiplicité des intervenants, les contraintes calendaires et ainsi le besoin d'appui en ingénierie des services de la Ville de Fontenay-le-Comte ; **Que** dans ce cadre, et s'agissant d'un projet d'aménagement complexe sur une longue durée, la Banque des Territoires apporte à la Ville de Fontenay-le-Comte son soutien financier pour le co-financement d'une mission de pilotage du projet et de coordination des opérateurs, assistance d'ingénierie pour la Ville.

Considérant que cette mission dite d'ordonnancement, pilotage et coordination urbain (OPCU), est prévue sur toute la durée du projet d'aménagement ;

Considérant l'offre du bureau d'étude Artelia, retenue dans le cadre de la consultation sur ladite mission ; **Considérant** l'acte d'engagement signé par le bureau d'étude Artelia ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

- 32 Voix Pour
- 0 Voix Contre
- 0 Abstention

- **APPROUVE** le projet de « Convention de co-financement de la Mission OPC Urbain – Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain – PRIR – Quartier des Moulins Liots – Commune de Fontenay-le-Comte – 2020-2026 », en application de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain et de son avenant ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de co-financement et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON



**LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS –
Commune de Fontenay-Le-Comte
Affaire LAGON n° 87510
Contrat LAGON n° 109251**

Convention de co-financement de la Mission OPC Urbain -
Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain-
PRIR- Quartier des Moulins Liots - Commune de Fontenay- le-Comte-
2020 -2026

ENTRE :

La **Caisse des dépôts et consignations**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du code monétaire et financier, ayant son siège au 56, rue de Lille 75007 Paris, représentée par Monsieur Gilles BONNY, en sa qualité de Directeur régional adjoint Pays de La Loire, dûment habilité à l'effet des présentes en vertu d'un arrêté portant délégation de signature de Monsieur le Directeur général en date du 12 octobre 2022.

Ci-après indifféremment dénommée la « Caisse des Dépôts »,

ET :

Commune de Fontenay-Le-Comte, ayant son siège à 9 rue Georges Clémenceau,
BP 19, 85201 Fontenay-Le-Comte Cedex

Monsieur Ludovic HOCBON, en sa qualité de maire, dûment habilité aux fins des présentes.

Ci-après dénommé le « Bénéficiaire »,

La « Caisse des Dépôts » et le « Bénéficiaire » étant désignés ensemble les
« Parties » et individuellement une « Partie ».

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUI :

La loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine marque une nouvelle étape de la géographie prioritaire de la politique de la ville. Elle refonde la contractualisation partenariale par le biais du Contrat de ville, dit de nouvelle génération qui comporte 3 piliers thématiques :

- Cohésion sociale
- Cadre de vie et renouvellement urbain
- Développement de l'activité économique et de l'emploi

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Ce groupe remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités locales. En son sein, partenaire privilégié des collectivités territoriales, la direction de la Banque des Territoires accompagne la réalisation de leurs projets de développement. A ce titre, elle souhaite renforcer son appui aux acteurs du territoire, pour mieux répondre à leurs besoins.

Par l'intermédiaire de la Banque des Territoires, la Caisse des Dépôts intervient en qualité de prêteur et d'investisseur avisé et de long terme dans les domaines d'utilité collective insuffisamment pris en compte par le secteur privé afin de générer des effets d'entraînement et de favoriser la constitution de partenariats publics-privés.

La Ville de Fontenay-le-Comte, ayant sur son territoire un quartier prioritaire de la politique de la ville, a signé, le 13 février 2015, un contrat de ville.

La ville de Fontenay-Le-Comte comporte un quartier projet d'intérêt régional de renouvellement urbain retenu au titre du Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) qui fait l'objet d'une convention pluriannuelle signée avec l'ANRU et les partenaires du programme, en date du 2 mars 2020. (ci-après la « **Convention ANRU** »).

C'est dans ce cadre, qu'une intervention en crédits d'ingénierie de la Caisse des dépôts est proposée. A ce titre, il y a lieu de conclure la présente convention pluriannuelle d'application ou convention d'application entre les Parties, afin d'y préciser les modalités de la participation financière de la Caisse des Dépôts (ci-après la « **Convention** »).

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la Convention

La présente convention et ses annexes (ci-après la « **Convention** ») ont pour objet de définir les modalités pratiques et financières du soutien financier, sous forme de subvention, apporté par la Caisse des Dépôts au Bénéficiaire pour la réalisation de missions d'ingénierie, ci-après désignées de manière générique les « **Missions d'ingénierie** ».

Aux fins de mise en œuvre du projet urbain (ci-après le « **Projet** »), les Missions d'ingénierie porteront sur les points suivants :

- OPC urbain : Ordonnancement, Pilotage, Coordination globale du projet

La durée de la Mission OPC urbain sera de 72 mois à compter de la date de notification du marché public.

Article 2 – Modalités de réalisation des Missions d'ingénierie

Le Bénéficiaire est le maître d'ouvrage des Missions d'ingénierie.

Le recrutement d'une éventuelle équipe projet a été réalisé par le Bénéficiaire, sous sa responsabilité, dans le respect des règles de droit qui lui sont applicables.

Si le Bénéficiaire souhaite faire appel à un ou plusieurs prestataires, il prend à sa charge la relation avec celui-ci ou ceux-ci.

La sélection par le Bénéficiaire d'un ou plusieurs prestataires devra, le cas échéant, respecter les dispositions légales et réglementaires applicables à la commande publique. Le Bénéficiaire prend à sa charge leur rémunération. Le Bénéficiaire s'engage à conclure avec ses éventuels prestataires toute convention utile à l'obtention de la propriété intellectuelle de l'ensemble des droits qui y sont attachés, aux fins de leur cession, telle que prévue à l'article 6 - Communication et Propriété intellectuelle de la présente Convention.

Le Bénéficiaire en informe la Caisse des Dépôts dans le cadre du Comité de suivi visé à l'article 2.1.1.

Le Bénéficiaire fournira à la Caisse des Dépôts à sa demande, toute information et tout document découlant de ses travaux et permettant de rendre compte de la réalisation Objet de la convention et de ses engagements en application de la Convention.

Le Bénéficiaire pourra inviter la Caisse des Dépôts à prendre part aux travaux et manifestations qu'il organise dans le cadre Objet de la convention. Lors de ces manifestations et dans ses publications, il fera état du soutien de la Caisse des Dépôts selon les modalités fixées à l'article 6.

Article 3 – Responsabilité - Assurances

3.1 Responsabilité

L'ensemble des actions menées dans le cadre des Missions d'Ingénierie est initié, coordonné et mis en œuvre par le Bénéficiaire qui en assume l'entière responsabilité. De plus, les publications et bilans issus des Missions d'Ingénierie (notamment publication sur Internet et publication papier) seront effectués sous la seule responsabilité éditoriale du Bénéficiaire.

Il est expressément précisé, dans cette perspective, que la Caisse des Dépôts n'assumera, ni n'encourra aucune responsabilité du fait de l'utilisation, par le Bénéficiaire, de son soutien dans le cadre des Missions d'Ingénierie, notamment pour ce qui concerne les éventuelles difficultés techniques, juridiques ou pratiques liées à l'activité du Bénéficiaire.

La Caisse des Dépôts ne pourra en aucun cas être tenue responsable, en cas de mauvaise réalisation ou de non-réalisation des Missions d'ingénierie et de non-respect des engagements du Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire déclare respecter les dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'il entreprend ainsi qu'en matière de protection des données à caractère personnel notamment (i) la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi du 20 juin 2018 ainsi que toute réglementation destinée à la compléter ou la remplacer et (ii) le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Il agit en qualité de responsable de traitement dans le cadre des Missions d'ingénierie et il garantit à ce titre qu'il informera les personnes concernées (i) de leurs droits d'accéder à leurs données ou de s'opposer au traitement de leurs données dans les conditions prévues par la réglementation et (ii) des conditions d'exercice des droits des personnes.

3.2 Assurance

Le Bénéficiaire est titulaire d'une assurance responsabilité civile générale couvrant de manière générale son activité pendant toute la durée de réalisation des Missions d'ingénierie. Le Bénéficiaire s'engage à ce que le Prestataire maintienne cette assurance et puisse en justifier à la Caisse des Dépôts à première demande.

Article 4 – Modalités financières

Le coût total de la Mission d'ingénierie, référencée dans la présente convention, s'élève à 185 325 € [Cent quatre-vingt-cinq mille trois cent vingt-cinq euros] HT.

4.1 Montant de la subvention de la Caisse des Dépôts

La participation de la Caisse des Dépôts s'inscrit dans le plan de financement global visé à l'annexe 2 de la présente Convention.

Au titre de la Convention, la Caisse des Dépôts versera au Bénéficiaire, une subvention d'un montant maximum total de 92 662,50€ [Quatre-vingt-douze mille six cent soixante-deux euros et cinquante centimes] HT.

Ce montant couvre l'intégralité de la subvention versée par la Caisse des Dépôts au titre de la présente Convention.

Ce montant est ferme et représente 50% du coût total HT de la Mission d'ingénierie. Il est expressément entendu entre les Parties que le solde du budget total prévisionnel de la mission d'ingénierie est pris en charge par le Bénéficiaire ou par les autres partenaires éventuels du Bénéficiaire. La Caisse des Dépôts ne pourra en aucun cas être tenue au versement des sommes excédant le montant de sa subvention.

Le Bénéficiaire devra fournir lors du dernier appel de fonds une attestation signée certifiant le montant total des dépenses mises en œuvre au titre des Missions d'ingénierie.

4.2 Modalités de versement

La subvention visée sous l'article 4.1 fera l'objet d'un paiement effectué annuellement en année N+1 sur production de l'appel de fonds accompagné des justificatifs comptables et d'une attestation signée par le bénéficiaire certifiant le montant total des dépenses mises en œuvre pour la période écoulée dans le cadre de la mission d'ingénierie.

Il est convenu entre les parties que la CDC versera au bénéficiaire le montant de la subvention, telle que visée à l'article 4.1 ci-dessus, après réception des appels de fonds envoyés par le bénéficiaire, et mentionnant en référence ne N) de contrat LAGON figurant en page 1 de la convention, aux coordonnées suivantes :

factureelectronique@caissedesdepots.fr

Une **copie des appels de fonds** sera adressée à la Direction régionale Pays de La Loire à :

nelly.barteau@caissedesdepots.fr

pays-de-la-loire@caissedesdepots.fr

Le règlement de la subvention sera effectué, par virement bancaire, sur le compte du bénéficiaire dont les coordonnées bancaires devront être préalablement transmises à la caisse des Dépôts. La CDC se réserve la possibilité de ne pas donner suite à l'appel de fonds si le Bénéficiaire n'est pas en mesure de justifier de la bonne exécution de la Mission d'ingénierie dans les conditions de l'article 2.

Aucun appel de fonds ne sera recevable après le terme de la Convention, tel que prévu à l'article 8. Dès lors, plus aucune somme ne sera due par la Caisse des Dépôts après cette date.

4.3 Utilisation de la subvention

La subvention versée par la Caisse des Dépôts, telle que visée ci-dessus, est strictement réservée Objet du financement, à l'exclusion de toute autre affectation.

En cas de non-respect de cette obligation, la Caisse des Dépôts pourra demander la résolution de la Convention en application de l'article 9.

Article 5 – Évaluation et Suivi

La Caisse des Dépôts se réserve le droit de vérifier, à tout moment, la bonne utilisation de la subvention et pourra demander au Bénéficiaire tout document ou justificatif. Dans cette perspective, le Bénéficiaire accepte que la Mission d'ingénierie puisse donner lieu à une évaluation par la Caisse des Dépôts ou par tout organisme dûment mandaté par elle.

Article 6 – Communication - Propriété intellectuelle

6.1 Communication par le Bénéficiaire

Toute action de communication, écrite ou orale, menée par le Bénéficiaire et impliquant la Caisse des Dépôts fera l'objet d'un accord préalable par la Caisse des Dépôts. La demande sera soumise à la Caisse des Dépôts dans un délai de quinze (15) jours ouvrés avant l'action prévue. La Caisse des Dépôts s'engage à répondre dans un délai de trois (3) jours ouvrés. La Caisse des Dépôts pourra, pendant ce délai, demander des modifications ou s'opposer à toute communication qu'elle estimera de nature à porter atteinte à son image ou à sa renommée.

En cas d'accord de la Caisse des Dépôts, le Bénéficiaire s'engage à apposer ou à faire apposer en couleur, le logotype « Banque des Territoires » en version identitaire selon les modalités visées ci-après, et à faire mention du soutien de la Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts au Bénéficiaire, lors de toutes les interventions ou

présentations orales dans le cadre d'opérations de relations publiques et de relations presse, réalisées dans le cadre de la Convention, pendant toute la durée de la Convention.

Le format, le contenu et l'emplacement de ces éléments seront déterminés d'un commun accord entre les Parties, en tout état de cause, leur format sera au moins aussi important que celui des mentions des éventuels autres partenaires du Bénéficiaire. De manière générale, le Bénéficiaire s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de la Caisse des Dépôts.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts par le Bénéficiaire non prévu par le présent article, est interdite.

Aux seules fins d'exécution et pour la durée de la Convention, la Caisse des Dépôts autorise le Bénéficiaire, à utiliser la marque française semi-figurative « Banque des Territoires Groupe Caisse des Dépôts » n° 19/4.524.153 (version identitaire du logotype Banque des Territoires) et en cas de contraintes techniques, et dans ce seul cas, la version carrée du logotype Banque des Territoires à savoir la marque française semi-figurative « Banque des Territoires » et logo n°18/4.456.087, conformément aux représentations jointes en annexe 3. La Caisse des Dépôts autorise ainsi en outre le Bénéficiaire à utiliser dans ce cadre, la marque française semi-figurative « Groupe Caisse des Dépôts » et logo n° 19/4.519.996.

A l'extinction des obligations susvisées, le Bénéficiaire s'engage à cesser tout usage des marques susvisées et des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts, sauf accord exprès contraire écrit.

6.2 Communication par la Caisse des Dépôts

Toute action de communication, écrite ou orale de la Caisse des Dépôts, impliquant le Bénéficiaire fera l'objet d'un accord préalable du Bénéficiaire. La demande sera soumise au Bénéficiaire dans un délai de deux (2) jours ouvrés. Le Bénéficiaire s'engage à répondre dans un délai de deux (2) jours ouvrés.

De manière générale, la Caisse des Dépôts s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion, à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée du Bénéficiaire.

Dans ce cadre, le Bénéficiaire autorise expressément la Caisse des Dépôts à utiliser la marque n°Numéro de marque le logo n°Numéro de logoelle/tels que reproduite(s) en annexe 4 et désignée la « Marque Bénéficiaire ».

6.3 Propriété intellectuelle

Le Bénéficiaire s'engage à obtenir la cession de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle nécessaires à la présente autorisation et garantit la Caisse des Dépôts

contre toute action, réclamation ou revendication intentée contre cette dernière, sur la base desdits droits de propriété intellectuelle. Le Bénéficiaire fera son affaire et prendra à sa charge les frais, honoraires et éventuels dommages et intérêts qui découleraient de tous les troubles, actions, revendications et évictions engagés contre la Caisse des Dépôts au titre d'une exploitation desdits droits conforme aux stipulations du présent article.

6.4 Utilisation des documents de la Caisse des Dépôts par le Bénéficiaire

La Caisse des Dépôts autorise expressément le Bénéficiaire à reproduire, représenter, diffuser, à des fins de communication, promotion et information interne et externe dans le cadre de son activité, dans le monde entier, les documents de présentation d'information et de promotion des activités de la Caisse des Dépôts et ce, sur tout support et par tout procédé connus ou inconnus au jour de la signature de la Convention, aux seules fins d'exécution et pour la durée des obligations à la charge du Bénéficiaire en vertu de la Convention.

6.5 Liens hypertextes

Dans le cadre de la présente Convention, la Caisse des Dépôts autorise expressément le Bénéficiaire à établir un ou des liens hypertextes simples pointant vers ses sites situés aux adresses Internet <https://www.banquedesterritoires.fr/> ou <https://www.caissedesdepots.fr/>.

A ce titre, la Caisse des Dépôts garantit le Bénéficiaire contre toutes actions, réclamations ou revendications intentées par des tiers en raison des contenus figurant sur ces sites, et notamment les documents ou données disponibles sur le site objet des liens, ou de l'utilisation ou de la consultation de ces sites Internet.

Réciproquement, le Bénéficiaire autorise expressément la Caisse des Dépôts à établir un ou des liens hypertextes simples pointant vers son site situé à l'adresse Adresse du site

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la Caisse des Dépôts contre toutes actions, réclamations ou revendications intentées par des tiers en raison des contenus figurant sur son site Internet, notamment les documents ou données disponibles sur le site objet des liens, ou de l'utilisation ou de la consultation de ce site Internet.

Article 7 – Confidentialité

Les Parties s'engagent à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents, de quelle que nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports (les « **Informations Confidentielles** »), qui leur auront été communiquées ou dont elles auront eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, sous réserve de ceux dont elles auront convenu expressément qu'ils peuvent être diffusés.

L'ensemble de ces informations et documents, ainsi que les clauses de la présente Convention, est, sauf indication contraire, réputé confidentiel.

Le Bénéficiaire s'engage à veiller au respect par ses préposés et sous-traitants éventuels, de cet engagement de confidentialité.

Aux fins de réalisations de l'Etude; des Missions d'ingénierie; du Programme d'actions les Parties conviennent que les Informations Confidentielles pourront être transmises aux Prestataires sous réserve que ceux-ci se portent garant du respect de la confidentialité par leurs personnels et sous-traitants.

Sont exclues de cet engagement :

- Les informations et documents qui seraient déjà dans le domaine public ou ceux notoirement connus au moment de leur communication ;
- Les informations et documents que la loi ou la réglementation oblige à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pendant toute la durée de la Convention et pour une durée de deux (2) années à compter de la fin de la Convention, quelle que soit sa cause de terminaison.

Article 8 – Durée de la Convention

La Convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des Parties et est conclue pour une durée déterminée qui s'achèvera après le versement du solde de la subvention par la CDC dans les conditions prévues aux présentes, sous réserve des articles 6 [Communication et Propriété Intellectuelle], 7 [Confidentialité] et 9.3 [Conséquences de la résolution] de la Convention, dont les stipulations resteront en vigueur pour la durée des droits et obligations respectives en cause.

Article 9 – Inexécution de la Convention

La Caisse des Dépôts se réserve la possibilité de ne pas donner suite de manière temporaire, ou définitive en application des articles 9.1 et 9.2, à un appel de fonds si le Bénéficiaire n'est pas en mesure de justifier de la bonne exécution Objet de la convention.

9.1 Résolution pour faute

En cas d'inexécution ou de mauvaise exécution par l'une des Parties de ses obligations contractuelles prévues aux articles 3.1, 4.1, 4.2, 4.3, 5,6.1, 6.2, et 10,4 en cas d'atteinte à l'image de la Caisse des Dépôts, ou en cas de non réalisation après une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, restée infructueuse à l'issue d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de son envoi, la Convention sera résolue, conformément aux articles 1217 et suivants du Code civil, nonobstant tout dommages et intérêts auxquels les Parties pourraient prétendre du fait des manquements susvisés.

9.2 Effets de la résolution

En cas de résolution de la Convention, dans les cas visés aux articles 9.1 et 9.2 ci-dessus, le Bénéficiaire est tenu de restituer à la Caisse des Dépôts, dans les trente

(30) jours de la date d'effet de la résolution, les sommes déjà versées, dont le Bénéficiaire ne pourrait pas justifier de l'utilisation conforme aux objectifs définis dans le cadre de la présente Convention. La ou les sommes qui n'auraient pas encore été versées ne seront plus dues au Bénéficiaire.

Dans tous les cas de cessation de la Convention, le Bénéficiaire devra remettre à la Caisse des Dépôts, dans les trente (30) jours suivant la date d'effet de la cessation de la Convention et sans formalité particulière, tous les documents fournis par la Caisse des Dépôts et que le Bénéficiaire détiendrait au titre de la Convention.

9.3 Force majeure

En cas de survenance d'un événement de force majeure au sens de l'article 1218 du code civil empêchant le Bénéficiaire de s'acquitter de toutes ou partie de ses obligations contractuelles au titre de la Convention, il devra obligatoirement notifier par lettre recommandée avec avis de réception à la Caisse des Dépôts et sans délai, la survenance du cas de force majeure, la nature des faits concernés et la durée prévisible de leurs effets.

Le Bénéficiaire fera tout son possible pour remédier ou surmonter ledit événement et reprendre l'exécution de ses engagements et obligations dans les meilleurs délais. Si, du fait du cas de force majeure, ses obligations demeurent suspendues pour une durée supérieure à trente (30) jours calendaires, la Caisse des Dépôts pourra prononcer la résolution de la Convention dans les conditions de l'article 1351 du code civil. Le montant de la subvention restant due au Bénéficiaire sera soldé au prorata des engagements déjà réalisés.

Aucune Partie n'est responsable des conséquences liées au cas de force majeure. En cas de résolution liée à un cas de force majeure.

Article 10 – Dispositions Générales

10.1 Élection de domicile – Droit applicable - Litiges

Les Parties élisent respectivement domicile en leur siège figurant en tête des présentes.

La Convention est soumise au droit français. Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, soumis aux tribunaux compétents du ressort de la juridiction de Paris.

10.2 Intégralité de la Convention

Les Parties reconnaissent que la Convention constitue l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substituent à tout accord antérieur, écrit ou verbal.

10.3 Modification de la Convention

Aucune modification de la Convention, quelle qu'en soit l'objet, ne produira d'effet entre

les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

10.4 Cession des droits et obligations

La Convention est conclue *intuitu personae*, en conséquence le Bénéficiaire ne pourra transférer sous quelle que forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, les droits ou obligations découlant de la Convention, sans l'accord exprès, préalable et écrit de la Caisse des Dépôts.

La Caisse des Dépôts pourra quant à elle librement transférer les droits et obligations visés par la Convention.

10.5 Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

10.6 Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

Fait en 2 exemplaires

A Nantes, le

Pour la Caisse des Dépôts

Gilles Bonny
Directeur Régional adjoint

Pour le Bénéficiaire

Ludovic HOCBON
Maire

Liste des annexes

Annexe 1 : Cahier des charges et calendrier du projet

Annexe 2 : Budget prévisionnel de l'Etude

Annexe 3 : Logotypes de la Banque des Territoires Groupe Caisse des Dépôts

Annexe 4 : Logotype de la Ville de Fontenay -Le-Comte

Annexe 1
Cahier des charges et calendrier du projet



BANQUE des
TERRITOIRES



Projet de Renouvellement Urbain
NPNRU - PRIR

Quartier Moulins-Liot

Fontenay-le-Comte

Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

Mission d'OPC Urbain

Cahier des Clauses Techniques Particulières

SOMMAIRE

PRÉAMBULE.....	3
1. Etat d'avancement du projet	3
2. Identification des maîtres d'ouvrage	3
3. Contraintes de délais.....	4
4. Présentation de la conduite opérationnelle du projet.....	5
Planning prévisionnel des instances de pilotage.....	6
OBJET DE LA MISSION.....	7
1. Objectifs de la mission.....	7
2. Périmètre de la mission	7
3. Durée de la mission	7
4. Pilotage de la mission.....	7
5. Contenu de la mission	7
5.1 Conception et actualisation des outils de suivi du projet :	7
5.2 Appui à la coordination et à l'animation du projet	10
Annexes	10
Nota bene	10

PRÉAMBULE

La Communauté de Communes du Pays Fontenay-Vendée (35 352 habitants environ) et la Commune de Fontenay-le-Comte (13 423 habitants) se sont engagés, aux côtés de l'ANRU et de ses partenaires dans un programme ambitieux de renouvellement urbain sur le quartier des Moulins, quartier d'habitat social, situé à l'extrémité est du Quartier prioritaire Centre-Moulins-Liot (QP085004).

Ce quartier fait l'objet d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain, signée le 2 mars 2020

Le programme prévoit notamment la restructuration et la requalification complète du quartier :

La démolition de trois tours soit 127 Logements Locatifs Sociaux (LLS)

La réhabilitation de 194 LLS

La résidentialisation de 268 LLS

L'aménagement d'un éco-quartier comprenant 57 logements sur la première tranche dont 17 LLS

Le réaménagement des espaces publics et des cheminements

La programmation d'un équipement de quartier, la création d'une maison de santé intercommunale, d'une crèche privée ainsi que d'une agence de proximité du bailleur Vendée Habitat.

Une présentation détaillée du programme est disponible en annexe.

L'engagement financier global des partenaires s'élève à environ 33M€ pour lequel, l'ANRU participera à hauteur de 7.5 M€

1. Etat d'avancement du projet

Le Projet de renouvellement urbain vient d'achever sa phase pré-opérationnelle et est entré, depuis la signature de la convention par les partenaires, en phase opérationnelle.

Ainsi les bailleurs sociaux ont mené les diagnostics techniques pour la démolition des tours et les opérations de résidentialisation sur le secteur des Moulins-Liot, et les diagnostics techniques et esquisses architecturales sur les opérations de reconstitution de l'offre hors périmètre ANRU sont en cours.

L'étude de définition du plan de l'éco-quartier, de programmation et d'esquisse des espaces publics et de la maison des habitants, pilotée par la Ville, a démarré en avril 2021 (groupement SCE), avec un premier rendu du plan masse en juillet, et une fin de mission fin novembre 2021. Cette étude prend en compte une réappropriation du projet par la nouvelle équipe municipale et technique, ainsi qu'une nécessaire évolution du plan guide avec le positionnement de la maison des habitants dans l'enceinte du centre commercial existant.

Egalement portée par la Ville, l'étude pour le plan de déplacement urbain a également débutée en avril 2021 (prestataire Iris Conseil), elle concerne indirectement le projet des Moulins-Liot, et doit définir la mise en œuvre des liaisons douces sur ce secteur de la ville vers le centre-ville notamment.

2. Identification des maîtres d'ouvrage

Les principaux maîtres d'ouvrage sur le projet de renouvellement urbain sont les suivants :

- Commune de Fontenay-le-Comte

Co-porteur de projets aux côtés de la Communauté de Communes, la Ville de Fontenay-le-Comte assurera la Maîtrise d'Ouvrage directe du réaménagement des espaces et des équipements publics, et de l'aménagement de l'éco-quartier, sous une forme opérationnelle qui reste à définir (phase 4 de l'étude éco-quartier/plan de composition urbaine prévue à l'automne 2021). La commune réalisera également l'aménagement de la maison de santé et d'une Maison France Services (programmation en cours dans l'étude éco-quartier) au sein du local de l'actuelle mairie annexe et de l'ancienne pharmacie, toutes deux situées sur le centre commercial (ancienne pharmacie en cours d'achat par la Ville).

Le pilotage opérationnel du projet est assuré par la Cheffe de projet renouvellement urbain, positionnée à la Direction du Développement territorial. Elle assure la coordination avec les services municipaux.

La partie Eco-quartier, en partie sur le périmètre du PRIR, est co-piloté par la Direction des Services Techniques, de l'Urbanisme et de l'Aménagement Durable et son Directeur. Ce dernier supervise également l'étude de plan de déplacement urbain et l'aménagement des liaisons douces.

▪ Vendée Habitat

Les 395 logements sociaux présents initialement sur le quartier appartiennent à l'OPH Vendée Habitat. Il sera chargé de conduire sous Maîtrise d'Ouvrage directe l'ensemble des opérations de requalification, résidentialisation et démolitions de logements locatifs sociaux sur le quartier. Vendée Habitat supervisera également la reconstruction de son agence de proximité dans la nouvelle centralité de quartier. Le positionnement initial de l'agence sur le plan guide de la convention sera retravaillé dans l'étude éco-quartier/plan de composition.

Vendée Habitat participera également à la reconstitution de l'offre pour 55 logements sociaux répartis sur trois sites à Fontenay-le-Comte:

- 7 PLUS et 11 PLAI rue Sainte-Catherine des Loges
- 8 PLUS et 12 PLAI rue de la Croix du Camp (ancienne école Marceau Bretau)
 - Sur ce site, la Ville assure au préalable de la cession à Vendée Habitat la dépose de panneaux photovoltaïques aménagés sur le toit de l'ancienne école.
- 7 PLUS et 10 PLAI rue Turgot (éco-quartier, à proximité immédiate du périmètre ANRU)

▪ Vendée Logement

L'ESH Vendée Logement participera au PRU au titre de la reconstitution de 30 LLS :

- 6 PLUS et 8 PLAI au 4 rue de la Grue
- 6 PLUS et 10 PLAI rue du Docteur Audé, en extension de la résidence Vendée Logement « Simone Signoret »

▪ Podeliha Accession

Le groupe Podeliha sera associé au titre des contreparties foncières cédées à Action Logement, co-financeur du programme.

Ces contreparties seront données sous la forme d'une assiette foncière de 5 000m² aménagée par la commune de Fontenay-le-Comte permettant la réalisation de 20 logements en accession aidée à la propriété.

▪ Communauté de Communes du Pays Fontenay-Vendée

La Communauté de Communes a réalisé en 2018 une maison de santé pouvant accueillir une vingtaine de praticiens ainsi qu'une pharmacie. Cet équipement est aujourd'hui livré et en état de fonctionnement.

La Communauté de Communes ne sera donc plus associée en tant que Maître d'Ouvrage sur le programme mais reste partie prenante en tant que co-porteur de projet.

3. Contraintes de délais

La convention NPNRU et le règlement de l'ANRU prévoit les engagement financiers des opérations jusqu'au 31/12/2024, la durée de la présente mission d'OPCU s'étend jusqu'à 2027 (durée globale de la mission de 6 ans).

4. Présentation de la conduite opérationnelle du projet

Le pilotage stratégique du projet d'ensemble

La gouvernance du projet est partenariale et est organisée comme suit :

L'ensemble des signataires de la convention seront représentés dans les instances de pilotage et de suivi du projet. Le Comité de pilotage rassemble l'ensemble des partenaires du projet :

- Le Maire de la Commune de Fontenay-le-Comte (ou son représentant)
- Le Président de la Communauté de Communes du Pays de Fontenay-Vendée (ou son représentant)
- Le Préfet, Délégué Territorial de l'ANRU pour le département de la Vendée (ou son représentant)
- Le Directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (ou son représentant)
- Le Chargé de mission territoriale de l'ANRU
- Le Président du Conseil Départemental ou son Vice-Président en charge des questions d'Habitat
- Le Directeur Régional des Pays de la Loire d'Action Logement services (ou son représentant)
- Le Directeur Régional des Pays de la Loire de la Caisse des Dépôts (ou son représentant)
- Le Président de l'OPH Vendée Habitat (ou son représentant)
- Le Président de l'ESH Vendée Logement (ou son représentant)
- Le Directeur général de Podeliha Accession (ou son représentant)

Un comité technique, piloté par la Cheffe de projet renouvellement urbain, permettra, a minima de manière trimestrielle de veiller à l'avancée du programme et de respecter le calendrier prévisionnel. Chaque membre du comité de pilotage y sera représenté :

- Les partenaires financeurs du Programme : La caisse des Dépôts et Action Logement
- La DDTM de Vendée, représentant de l'ANRU dans les territoires
- Le Département de la Vendée
- La cheffe de projet Contrat de ville

- L'animatrice du QPV
- La référente Habitat et Territoires de la Communauté de Communes
- Les différents Maître d'Ouvrage intervenant sur le programme.

Afin d'appuyer l'équipe projet, un comité stratégique mis en place par la Direction du développement territorial de la commune de Fontenay-le-Comte et rassemblant les élus référents, les Directeurs généraux et DGA de la ville et de la Communauté de Communes ainsi que l'équipe projet se réunira autant que de besoin. Cette organisation permet, via un portage stratégique d'assurer la fluidité de la prise de décision et le bon déroulement des aspects techniques du projet partenarial.

Des revues de projets seront réalisées, à minima de façon annuelle. La prochaine revue de projet est prévue à l'automne 2021, après les premiers résultats (phase 3 / plan masse détaillé et chiffré) de l'étude écoquartier/plan de composition urbaine.

[illegible]

OBJET DE LA MISSION

1. Objectifs de la mission

Dans le cadre de la conduite du projet de renouvellement urbain, la Commune de Fontenay-le-Comte souhaite pouvoir bénéficier de l'appui d'un prestataire chargé d'assurer la coordination globale du projet de renouvellement urbain dans ses différentes composantes et avec les différents maîtres d'ouvrage, pour garantir le bon déroulement des opérations et l'ordonnancement du projet.

Sa mission devra répondre aux objectifs suivants :

- Mettre en place des outils communs d'analyse du projet urbain qui permettront de piloter, de rythmer et de faire circuler l'information sur les composantes du projet (phase dite « administrative ») entre toutes les parties prenantes,
- Disposer d'un appui opérationnel pour faire vivre la coopération entre les équipes de maîtrise d'ouvrage et leurs maîtrises d'œuvre (phase dite « opérationnelle »).

2. Périmètre de la mission

Le périmètre géographique du projet s'étend sur le quartier des Moulins, concerné par le NPNRU, l'extension concernant l'éco-quartier, ainsi que les cinq sites ciblés pour la reconstitution de l'offre (Marceau Bretaud / rue de la Croix du Camp, Sainte Catherine des Loges et l'écoquartier pour Vendée Habitat, extension de la résidence Simone Signoret / rue du Dc Audé et rue de la Grue pour Vendée Logement).

3. Durée de la mission

La mission sera d'une durée globale de 6 ans à compter de sa date de notification. Ce délai permettra de suivre les opérations (délai d'engagement des opérations jusqu'à fin 2024, puis prévision d'un délai de deux ans pour les finaliser).

La phase administrative sera assurée par le prestataire tout au long de la mission. La mission se déroulera également sur toute la phase opérationnelle dans une limite de 6 ans.

4. Pilotage de la mission

Le maître d'ouvrage désigné comme interlocuteur principal est la Commune de Fontenay-le-Comte.

Organisation de l'équipe OPC : un référent sera désigné comme chef de mission et interlocuteur principal de la maîtrise d'ouvrage. Il sera présent régulièrement, assistera aux revues de projet, comité de pilotage et comités techniques et assistera la Ville pour les préparer, et rédigera les compte-rendus. La fréquence de présence du prestataire sera plus soutenue au début de la mission pour la mise en œuvre des outils, elle pourra être moins importante sur la fin, avec un suivi plus ponctuel en fonction du déroulé et des interactions entre les opérations.

5. Contenu de la mission

5.1 Conception et actualisation des outils de suivi du projet :

Proposition et conception d'un référentiel de suivi et/ou tableaux de bord adaptés permettant une bonne identification de l'avancée des opérations, des interdépendances et interactions particulièrement lorsqu'il s'agit de maîtriser des décisions à prendre et actions à engager.

En amont de la réalisation des tableaux de bord, notes de synthèse et autres documents de reporting, il est demandé au prestataire de travailler avec l'équipe du projet de renouvellement urbain, ainsi que les différents maîtres d'ouvrages et services. Le prestataire devra notamment veiller à élaborer un vocabulaire commun qui permettra une compréhension globale et efficace par la multitude de partenaires et de corps de métiers intervenants sur ce programme.

Par exemple, permettre de distinguer une opération engagée au sens de l'ANRU, c'est-à-dire financièrement d'une opération engagée opérationnellement (au sens technique).

L'ensemble de ces tableaux de bords devront faire l'objet d'une validation technique et politique.

Les tableaux de bord et rapports d'avancement comprendront **une partie d'analyse globale**, pour une vision d'ensemble du projet, **une partie thématique** et **une partie détaillée par opération**. Une revue financière sera également réalisée. Elle permettra une assistance et facilitation pour le renseignement de la plateforme financière IODA.

1/La partie d'analyse globale devra comporter :

- Un cahier des contributeurs reprenant l'ensemble des maîtres d'ouvrage et intervenants, leur organisation, leurs interactions générales et spécifiques sur les opérations
- L'organigramme des tâches récapitulatives du projet
- Le découpage précis du quartier en secteurs opérationnels
- Le plan de phasage et le calendrier général
- Les objectifs du projet
- La gouvernance du projet
- Les procédures internes à chaque maître d'ouvrage dans leur conduite d'opérations
- Le calendrier initial de synthèse (ce calendrier reprendra le calendrier détaillé de toutes les opérations, dans la partie 3/)
- Le tableau de bord initial du projet
- Les clés de la réussite et l'analyse des risques définies à l'échelle du projet.

2/La partie thématique devra nécessairement comporter :

- une appréciation globale sur l'avancement des opérations par maître d'ouvrage (principe : trois indicateurs : planning respecté, retard probable inférieur à 3 mois, retard avéré supérieur à 3 mois).
- Les points d'attention requis, motivant l'appréciation globale.
- Les perspectives d'actions correctives.

Elle fera apparaître les informations suivantes, suivant les différentes familles d'opérations recensées par l'ANRU :

- Opérations d'ingénierie :

Cette famille d'opération comporte l'étude de précision du plan d'aménagement d'ensemble, intégrant l'étude de faisabilité écoquartier et le plan de composition urbaine qui doit être notifiée en mars 2021.

Une démarche de dispense d'évaluation environnementale et d'étude au cas par cas est en cours, et devra être intégrée par le bureau d'étude OPCU.

Une attention devra être portée à l'étude de plan global de déplacement menée par la Ville, en cours actuellement, avec des résultats de diagnostic attendus avant l'été 2021. Ce plan de déplacement doit aboutir entre autres à une structuration des liaisons douces entre les différentes polarités de la ville (quartiers résidentiels, polarités des équipements scolaires, de travail et de loisir). La liaison entre le quartier des Moulins et le centre-ville, ainsi qu'avec la voie verte « Transfontenaysienne » qui passe à proximité (place de l'Ouilette) sera un point d'attention particulier.

- Opérations d'aménagement

Seront suivis :

- Les démolitions,
- Les aménagements d'espaces publics et l'évolution de la domanialité,
- L'aménagement des assiettes foncières dédiées aux contreparties Action Logement en QPV

- Opérations de programmation immobilière

Seront suivis :

- Les logements locatifs sociaux neufs sur site,
- Les logements en accession sociale sur site,
- Les réhabilitations,
- Les résidentialisations,
- Les logements locatifs sociaux hors site au titre de la reconstitution de l'offre.
- Les équipements engagés par la collectivité
- Les équipements de service comme la maison des habitants, pressentie pour intégrer l'ancienne pharmacie du centre commercial

Sur cette famille d'opérations, des indicateurs de suivis ont été préalablement identifiés par les porteurs de projet, à savoir le nombre de logements :

- inscrits en programmation (délibération en CA des bailleurs) ;
- ayant fait l'objet d'une Décision d'Attribution de Subvention par l'ANRU (critère financier)
- ayant fait l'objet d'un ordre de service travaux (critère opérationnel)
- livrés (critère opérationnel)
- soldés au sens ANRU (critère financier)

Les tableaux de synthèse rappelleront le programme total conventionné, la programmation annuelle envisagée, le programme prévisionnel de l'année en cours.

- PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE : Pour l'insertion par l'emploi, sera suivi :
- Le nombre d'heures d'insertion engagées par maître d'ouvrage ; une comparaison sera effectuée avec le nombre d'heures contractualisées initialement.

3/ La partie détaillée par secteur géographique comprendra :

- Une cartographie de l'état initial et des opérations programmées dans la convention
- Une cartographie indiquant l'avancée des opérations (opération livrée ; en cours de travaux ; retard prévisible >6 mois, retard avéré > 6 mois).
- Un planning des opérations par thématique faisant apparaître le planning initial et le planning opérationnel de référence, mettant en évidence les liens entre opérations. Le planning de référence sera réalisé dans un format lisible accessible à tous les maîtres d'ouvrage.
- La liste des opérations par thématique (rubriques ANRU) faisant apparaître : l'appréciation sur le déroulement du projet, l'état de la situation, les perspectives : décisions à prendre, actions à engager...
- Les commentaires et appréciations sur l'évolution du secteur.

La revue financière utilisera un tableau de suivi permettant une utilisation simplifiée pour les maîtres d'ouvrage. Le suivi financier a pour objet de rendre compte de l'ensemble des opérations réalisées sur les quartiers de la rénovation urbaine en investissement, y compris les opérations publiques hors ANRU et les opérations privées (équipements ou aménagements réalisés par la Collectivité sans financement de l'ANRU, accession à la propriété, installation d'activités...). Le suivi financier devra établir un lien avec le PPI (Programme Pluriannuel d'Investissement) des deux co-porteurs de projet Ville et Communauté de Communes.

Un suivi des dépenses de fonctionnement sera également à intégrer dans les tableaux de suivi financier (gestion des espaces cédés d'un bailleur à la ville, charges liées aux projets de résidentialisation...). Il est demandé au prestataire d'assurer une maintenance technique de l'outil en tant que de besoin et de former les personnes chargées au sein des deux collectivités de gérer ces données.

L'outil devra prendre en compte les données suivantes et permettra d'établir par site une note de synthèse qui indiquera l'ensemble des dépenses par maître d'ouvrage :

- Rappel de la base de financement prévisionnelle conventionnée par maître d'ouvrage
- Budget engagé
- Dépenses réalisées
- Coût final prévisionnel estimé par le maître d'ouvrage à l'instant T de la Revue financière
- Suivi des recettes par maître d'ouvrage (subventions, acomptes, etc.)

5.2 Appui à la coordination et à l'animation du projet

La mission consiste en un appui à la mission PRU pour la coordination des acteurs (phase dite opérationnelle).

Le prestataire sera mobilisé aux côtés de la Cheffe de projet Renouvellement Urbain et chargé d'assurer la coordination des maîtres d'ouvrage et le bon déroulement et enchaînement des différentes opérations

ainsi que l'ordonnancement général du projet à mener. Il devra gérer dans le temps le bon déroulement de la phase travaux des différents programmes des MOA hors ville et CCPFV, et être un référent technique pour les différentes Maîtrises d'Ouvrage et Maîtrises d'Œuvres et ce, jusqu'à la levée des réserves. Il s'assurera également du respect du calendrier opérationnel.

Des points d'étapes seront réalisés, à minima de manière trimestrielle avec les porteurs de projet. Le prestataire appuiera la cheffe de projet dans la réalisation des points d'évaluation (support de présentation type powerpoint).

La mission d'OPC Urbain participera également au projet de gestion en tant que coordinateur des chantiers des différents maîtres d'ouvrages :

Dans le cadre de ses missions, le prestataire veillera à ce que les nuisances liées à l'aménagement du site soient rendues à un niveau acceptable pour les habitants et usagers du quartier. Le plan de phasage veillera à organiser les différents chantiers et prévoira un balisage et des cheminements provisoires si nécessaires afin que les habitants puissent circuler dans le quartier en toute sécurité pendant toute la durée des travaux. En tant qu'AMO de Coordination Urbaine, il veillera au strict respect des consignes de sécurité liées à des chantiers se déroulant en site habité. Des points réguliers, sur la sécurité et la tranquillité des habitants seront réalisés lors des réunions de chantier.

Annexes

- Convention ANRU mars 2020
- Support de présentation de la réunion de démarrage de l'étude écoquartier plan de composition urbaine

Nota bene

La maquette financière telle que présentée dans la convention ANRU de mars 2020 est en cours d'évolution et fera l'objet d'un avenant à l'issue de l'étude éco-quartier.

Annexe 2

Logotypes Banque des Territoires Groupe Caisse des Dépôts

Rectangulaire : n°19/4.524.153



Le logo identitaire est le bloc-marque

Sa hauteur minimum est de 13 mm du haut au bas de l'hexagone

Son espace de protection est intégré dans le logo (filet) et doit impérativement être respecté. Il ne doit être ni altéré, ni déformé. C'est un ensemble immuable.

Carré : 18/4.456.087



Sa longueur minimum : 20 mm (du G de GROUPE au S de DÉPÔTS).

Son espace de protection : il est intégré dans le logo (filet) et doit impérativement être respecté.

Il ne doit être ni altéré, ni déformé. C'est un ensemble immuable.

Plan de financement



Plan de financement

Marché	2021007
Engagement	AN21-00142P

	Montant HT	Montant TTC
Phase 1 – Conception et actualisation des outils de suivi de projet	103 525,00 €	124 230,00 €
Phase 2 – Appui à la coordination et à l'animation du projet	81 800,00 €	98 160,00 €
TOTAL TF	185 325,00 €	222 390,00 €
Pour mémoire		
Tranche optionnelle – Suivi des heures d'insertion		26 280,00 €
TOTAL TO	- €	26 280,00 €
		248 670,00 €

Plan de financement	HT
Ville de Fontenay-le-Comte	92 662,50 €
Banque des territoires	92 662,50 €
Total	185 325,00 €

Montants engagés ARTELIA

Prestation	Montant HT	Montant TTC	n° facture	Date de règlement
16,11% phase 1	16 675,00 €	20 010,00 €	911092740	22/02/2022
20,13% phase 1 + 4,8% phase 2	8 095,20 €	9 714,24 €	137723	14/04/2022
24,16% phase 1 + 9,6% phase 2	8 095,20 €	9 714,24 €	139054	28/06/2022 29/08/22
28,19% phase 1 + 14,4% phase 2	8 095,20 €	9 714,24 €	140811	11/10/2022
32,21% phase 1 + 19,20% phase 2	8 095,20 €	9 714,24 €	142730	09/01/2023

Total payé	58 866,96 €
-------------------	--------------------

Annexe 3

Logotypes Banque des Territoires Groupe Caisse des Dépôts

Rectangulaire : n°19/4.524.153



Le logo identitaire est le bloc-marque

Sa hauteur minimum est de 13 mm du haut au bas de l'hexagone

Son espace de protection est intégré dans le logo (filet) et doit impérativement être respecté. Il ne doit être ni altéré, ni déformé. C'est un ensemble immuable.

Carré : 18/4.456.087



Sa longueur minimum : 20 mm (du G de GROUPE au S de DÉPÔTS).

Son espace de protection : il est intégré dans le logo (filet) et doit impérativement être respecté.

Il ne doit être ni altéré, ni déformé. C'est un ensemble immuable.

Annexe 4

Logotype ville de Fontenay-le-comte



CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	29
Procurations	3
Absents	1

Objet :

2023-02-28 Exercice 2023 -
Site patrimonial remarquable -
Attribution de subventions pour
travaux

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de
Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

**2023-02-28 EXERCICE 2023 - SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE -
ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR TRAVAUX**

Sur le rapport de Mme Arielle MÉMETEAU, Conseillère municipale

Vu la délibération du 14 décembre 2021, adoptant le règlement d'intervention et les critères d'attribution de subventions pour travaux en Site Patrimonial Remarquable (ex-secteur sauvegardé) ;

Considérant que les demandes ci-dessous répondent aux critères établis par la délibération précitée et **qu'**elles ont reçu un avis favorable de la part des membres de la commission urbanisme et renouvellement urbain du 9 mars 2023 ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

32 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **ACCORDE** les subventions pour travaux en Site Patrimonial Remarquable suivant le tableau joint :

Nom du demandeur	Date de la demande	Adresse de l'immeuble	Nature de travaux	Montant HT des travaux subventionnables	Subvention attribuée
Daniel BURTIN	02/12/2022	8 rue du Bédouard	Façades et Menuiseries	9 637,30 €	2 000 €
Yolande FALLOURD	12/12/2022	6 bis rue Gaston Guillemet	Toiture et Façades	19 134,20 €	4 000 €
Freddy MORIN	15/12/2022	10 rue du Doyenné	Toiture, Façades et Menuiseries	12 776,90 €	2 000 €
Philippe NEAU	16/12/2022	16 rue de la Harpe	Toiture et Menuiseries	24 661 €	2 000 €
Jean-Luc GIBIARD	17/01/2023	12 quai Victor Hugo	Façades et Menuiseries	62 276,97 €	2 000 €

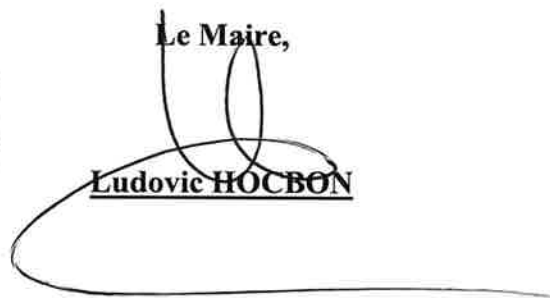
Le secrétaire de séance,

Pascal PLAUT



Le Maire,

Ludovic HOCBON



CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	29
Procurations	3
Absents	1

Objet :

2023-02-29 Exercice 2023 -
Attribution subventions aux
associations

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de
Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel adonné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

2023-02-29 EXERCICE 2023 - ATTRIBUTION SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

Sur le rapport de M. Philippe MIGNET, Adjoint au Maire

Vu le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement l'article L.2121-29 ;
Vu la Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001, l'attribution d'une subvention supérieure à 23 000 € doit faire l'objet d'une convention d'objectifs entre la collectivité et le bénéficiaire. ;

Vu la Loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ;

Vu la Loi n°2015-911 du 7 août 2015, portant sur la nouvelle organisation territoriale de la république, dite loi « Notre » ;

Vu la Loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019, relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

Considérant que dans le cadre de sa politique de soutien et d'accompagnement du monde associatif local, il est prévu l'attribution de subventions contribuant au fonctionnement et à la réalisation de projets d'intérêt local du mouvement associatif et participant au dynamisme et à l'attractivité du territoire ;

Considérant que les associations notifiées ci-dessous ont présenté une demande conformément aux dispositions mentionnées aux articles 4 et 6 du règlement d'attribution des subventions municipales aux associations ;

Considérant que l'association Les Amis des Horts des Jacobins, qualifié d'ambassadeur du tri sur la Ville, a pour vocation de créer du lien social dans le quartier des Horts et du jardin des Jacobins sollicite une aide au démarrage de leurs animations ;

Considérant que l'association SAF a bien été réalisé la Corrida de Noël en décembre 2022 et que le bilan financier du projet a été fourni ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

32 Voix Pour
 0 Voix Contre
 0 Abstention

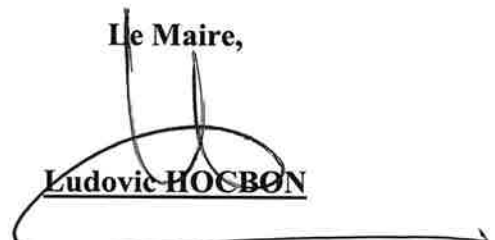
- **DÉCIDE** d'attribuer une subvention aux associations notifiées ci-dessous, dont le montant maximum et le nom du projet y sont précisés ;
- **ATTRIBUE** aux associations suivantes, une subvention :
 - d'aide au démarrage pour Les Amis des Horts de Jacobins 400 €
 - sur projet pour le SAF, dans le cadre de la manifestation de la « Corrida des Pères Noël » en 2022 500 € ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	29
Procurations	3
Absents	1

Objet :

2023-02-30 Délibération cadre
- Refonte des conventions de partenariat entre la Ville et les comités et associations de jumelage de Fontenay-le-Comte

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

2023-02-30 DÉLIBÉRATION CADRE - REFONTE DES CONVENTIONS DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE ET LES COMITÉS ET ASSOCIATIONS DE JUMELAGE DE FONTENAY-LE-COMTE

Sur le rapport de Mme Stéphanie GRAUWIN, Conseillère municipale

Vu les conventions de partenariats datant de 1995 signés par la Ville et les différentes associations de jumelages ;

Considérant que dans le cadre de la coopération décentralisée, la Ville de Fontenay-le-Comte a engagé des partenariats de jumelage avec cinq pays ;

Considérant qu'en 1995, cinq conventions ont été signées entre la Ville et les différentes associations de jumelage, régies par la Loi du 1^{er} juillet 1901, dans le but de favoriser des échanges entre les communes jumelées dans divers domaines : éducation, associatif, culturel, sportif, professionnel, familial, individuel, etc.

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour les conventions de partenariat ;

Considérant que les nouvelles conventions de partenariat, reprennent et reprécisent notamment en une seule convention :

- Les modalités du partenariat
- Les statuts de l'Association de jumelage
- Les aides directes : subvention de fonctionnement et subvention sur projet
- Les aides indirectes : mise à disposition d'infrastructures municipales.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

- 32 Voix Pour
- 0 Voix Contre
- 0 Abstention

- **APPROUVE** le principe des nouvelles conventions de partenariat avec les associations de jumelage ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les conventions de partenariat à intervenir avec les associations et comités de jumelage fontenaisiens.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON

SA

**CONVENTION DE PARTENARIAT
entre la Ville de Fontenay-le-Comte
et le Comité de jumelage Fontenay-le-Comte / Crevillent**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

LA VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE, représentée par son Maire, Monsieur Ludovic HOCBON, identifiée sous le n° de SIREN 218 500 924 agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal du 21 mars 2023,
ci-après dénommée « La Ville »,

D'UNE PART ;

ET

LE COMITE DE JUMELAGE DE FONTENAY-LE-COMTE / CREVILLEMENT, association régie par la Loi 1901, représentée par sa Présidente, Mme Maryse MOUTRAY, selon mandat donné par délibération du Conseil d'Administration en date du 11 janvier 2023, dont le siège social est sis Hôtel de Ville - 9 rue Georges Clemenceau – BP 19 – 85201 Fontenay-le-Comte,
ci-après dénommée « Le Comité de jumelage »,

D'AUTRE PART ;

Désignés ensemble "Les Parties".

IL A PRÉALABLEMENT ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Le jumelage avec la Ville de Crevillent (Espagne) a été décidé par délibération du Conseil municipal le 3 mai 1968. Le protocole d'amitié a été signé le 7 juillet 1968 entre les deux Maires des Villes de Fontenay-le-Comte (France) et de Crevillent.

Il exprime la volonté des communes signataires de rapprocher leurs habitants en vue de promouvoir des échanges dans les domaines notamment de l'éducation, la culture, le tourisme, l'action sociale et économique, le sport, intéressant l'ensemble des citoyens.

La Ville assume la responsabilité du jumelage et le Conseil municipal est garant de la politique à mener dans ce domaine, mais il entend y associer tous les habitants, notamment à travers les associations locales qu'ils ont constituées, ainsi que les acteurs locaux et institutions locales intéressées.

C'est pourquoi, dans le but d'assurer la pérennité des liens unissant la Ville de Fontenay-le-Comte et sa ville jumelle, Crevillent, des contacts et échanges doivent être créés et entretenus dans les domaines évoqués précédemment indépendamment des visites et manifestations officielles.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles le Comité de jumelage et la Ville vont coopérer dans le but de favoriser une plus large participation des habitants de Fontenay-le-Comte et de son territoire aux activités de jumelage.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

Dans le respect des dispositions légales concernant les relations internationales des collectivités territoriales françaises et vu la loi du 17 juillet 2014 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales, sont du domaine strictement réservé au Maire et/ou au Conseil municipal de la Ville de Fontenay-le-Comte :

- les décisions de politique générale ;
- la participation à toute cérémonie ou manifestation comportant la représentation de la Ville par ses Élus ;
- la réception officielle d'élus municipaux de Crevillent ou de représentants des autorités d'Espagne;
- toute initiative réservée réglementairement au Maire ou au Conseil municipal et/ou nécessitant une délibération de ce dernier ;
- la suspension ou l'arrêt définitif du jumelage.

ARTICLE 3 : STATUTS ET ENGAGEMENTS DU COMITE DE JUMELAGE

Au titre de ses statuts, le Comité de jumelage a pour objet, dans le cadre des principes de la Charte des Villes jumelées et l'Action Internationale des Collectivités Territoriales de promouvoir le jumelage de la Ville de Fontenay-le-Comte (France) avec la Ville de Crevillent (Espagne) en développant dans tous les domaines, des relations et des échanges afin de permettre une meilleure connaissance réciproque.

Pour cela, le Comité de jumelage s'engage à :

- présenter un programme annuel d'activités en coordination avec la Commission Mixte de Jumelage ;
- organiser des événements pour obtenir des ressources propres à l'association : concerts, conférences, lotos, dîners, spectacles, etc. ;
- promouvoir et soutenir des séjours de jeunes, tant à titre individuel que familial, à Fontenay-le-Comte et à Crevillent ;
- apporter son concours aux échanges de jeunes, initiés par les établissements d'enseignements et de formations professionnelles;
- organiser des rencontres et des échanges, pour les adhérents, qui ne seraient pas du ressort spécifique de la Ville ;
- assurer l'accueil des habitants de Crevillent à l'occasion de toutes les manifestations-portées par la Ville (Biennale – rencontre interjumelages – anniversaire de jumelage, etc.). Cet accueil devra être assuré à titre gracieux dans les familles engagées dans le Comité de jumelage et/ou concernée par les rencontres et/ou souhaitant offrir leur hospitalité ;
- participer à l'organisation de manifestations officielles ;
- mentionner le logo de la Ville sur tous ses supports de communication ;
- faire connaître à la Ville tout changement de présidence, de bureau ou de modification des statuts de l'association.

Le Comité de jumelage s'engage à mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour mener à bien la mission qui lui est confiée.

Le Comité de jumelage s'engage à ouvrir toutes ses actions de jumelage à l'ensemble de la population, sans distinction de quelque sorte que ce soit.

Le Comité de jumelage assure en totale autonomie son fonctionnement associatif dans un cadre de droit réglementaire

ARTICLE 4 : AIDES DIRECTES ET INDIRECTES

Chaque année, un avenant à la présente convention sera établi afin de fixer le montant des aides directes et la valorisation des aides indirectes à porter au budget prévisionnel et aux comptes de résultats annuels du Comité de jumelage.

4.1 Aides directes

Dans le but de soutenir le Comité de jumelage à la réalisation de ses projets et de permettre au plus grand nombre d'habitants d'y participer, la Ville pourra apporter son soutien financier. Ce montant sera défini selon le règlement intérieur d'attribution des subventions.

Subvention de fonctionnement

La Ville versera une aide financière, sous réserve de l'approbation annuelle du Conseil Municipal, pour l'exercice de l'activité ou des activités courantes de l'association, c'est-à-dire à la mise en œuvre de son objet tel qu'il est défini dans ses statuts.

Subvention sur projet

La Ville versera une aide financière, sous réserve de l'approbation annuelle du Conseil Municipal, pour la réalisation d'un projet par an.

Celle-ci sera étudiée au vu du bilan financier de l'événement et sur présentation de justificatifs de dépenses.

Les subventions ne peuvent en aucun cas couvrir :

- les frais voyages de détente, de loisirs ou touristiques liés aux déplacements des membres du Comité de Jumelage ;
- les frais de déplacement, d'hébergement, de repas ou autres frais de même nature des administrateurs du comité de jumelage signataire.

Par ailleurs, le Comité de jumelage veillera à diversifier ses activités pour développer des ressources propres.

4.2 Aides indirectes

La Ville met à disposition et à titre gracieux des infrastructures municipales définies dans l'annexe 1. Cette annexe pourra être revue annuellement en cas de modification à la demande du Comité de jumelage, en fonction des disponibilités et après examen par la Ville.

La mise à disposition étant consentie *intuitu personae*, toute cession de droit est interdite. De même, le Comité de jumelage s'interdit de sous-louer tout ou partie de ces infrastructures municipales.

Le non-respect de cette règle pourra entraîner la résiliation de cette mise à disposition.

La Ville se réserve le droit de modifier ou d'annuler, en cas de besoin, ~~des créneaux par nécessité de~~ service public ou de manifestation exceptionnelle. Dans ce cas, le Comité de jumelage sera informé de cette modification ou annulation dans les plus brefs délais.

La valorisation de cette mise à disposition devra figurer comme un avantage en nature au budget prévisionnel et au compte de résultat annuel du Comité de jumelage.
Cette somme ne sera pas mise en recouvrement.

4.3. Participation municipale à la vie du Comité de jumelage

La liaison permanente, entre le Conseil Municipal et le Conseil d'Administration du Comité de jumelage, sera assurée par :

- un (e) élu (e) délégué(e) à l'ensemble des jumelages et un(e) élu(e) délégué(e) au Comité de jumelage. Tous deux membres de droit du Conseil d'Administration, désignés par le Conseil Municipal,
- un agent municipal en charge du jumelage (non membre de droit).

Cette représentation devra être expressément prévue par les statuts du Comité de jumelage.

Les membres du Conseil municipal désignés par la Ville, membres de droit du Conseil d'Administration du Comité de jumelage, jouiront des mêmes prérogatives et pouvoirs que les autres administrateurs. Ils seront invités et participeront, en conséquence, à toutes les séances du Conseil d'administration et Assemblée générale avec voix délibérative. Toutefois, ils ne pourront solliciter les mandats de président, de trésorier, de secrétaire.

4.4. Commission Mixte de Jumelage

La Commission Mixte de Jumelage se réunit au moins une fois par an, afin de :

- partager le bilan de l'année,
- proposer et travailler sur un projet commun.

Cette commission a un rôle consultatif et peut se saisir de toute question qui relève de son objet.

La « Commission Mixte de Jumelage » est composée de :

- Monsieur le Maire, Président,
- Un élu délégué aux 5 Comités de jumelage, président délégué,
- 5 élus délégués aux 5 Comités de jumelage,
- 4 autres élus du Conseil Municipal,
- 5 Présidents des Comités de jumelage,
- des membres nommés par Monsieur le Maire.

Elle n'a pas de responsabilité dans la gestion du Comité de jumelage qui reste de la compétence de son Conseil d'Administration.

ARTICLE 5 : DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2026.

Elle se renouvellera par décision expresse des parties après évaluation et fixation éventuelle de nouveaux objectifs.

Toute modification de la présente convention se fera par voie d'avenant.

ARTICLE 6 : EVALUATION DU PARTENARIAT

Le Comité de jumelage fournira chaque année à la Ville :

- le bilan moral et le bilan financier, avec pièces justificatives sur demande de la Ville, éventuellement approuvé par un vérificateur aux comptes dont il comportera la signature et les observations éventuelles, de l'année écoulée ;
- le programme des actions et le budget prévisionnel pour l'année N+1.

ARTICLE 7 : ASSURANCE

Le Comité de jumelage doit souscrire une assurance responsabilité civile afin de couvrir tous risques encourus du fait de l'exercice de son activité, en cas de dommage causé à un tiers, par les salariés, bénévoles et adhérents et par les dirigeants du Comité.

Le Comité de jumelage, considéré comme locataire, doit souscrire des garanties suffisantes contre tout risque locatif pour couvrir les dommages causés à l'immeuble (incendie, explosion, vol, bris de glace, dégâts des eaux, recours des voisins et des tiers) auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable. L'assurance souscrite devra permettre de couvrir suffisamment les dommages causés pour permettre la reconstruction des locaux ou des équipements confiés.

Chaque année, le Comité de jumelage devra fournir à la Ville l'attestation d'assurance.

ARTICLE 8 : RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements contractuels, la présente convention sera résiliée de plein droit à tout moment, par la partie s'estimant lésée, après une mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet pendant un délai de 15 jours.

La résiliation devra être signifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier remis en main propre, contre décharge, à un représentant qualifié.

Par ailleurs, la Ville se réserve le droit de résilier, à tout moment, la présente convention, moyennant un préavis de 3 mois.

Les modifications qui pourraient être apportées aux statuts du Comité de jumelage ne devront pas être en contradiction avec les dispositions de la présente convention. Dans le cas contraire, la convention deviendrait immédiatement caduque, la responsabilité de la rupture incombant au Comité de jumelage.

En cas de rupture de la présente convention à l'initiative de la Ville, le Comité de jumelage sera tenu de reverser les fonds non utilisés sous réserve des sommes déjà engagées et d'une juste indemnisation du préjudice ainsi subi.

En cas de dissolution du Comité de jumelage ou de rupture de la convention du fait du Comité de jumelage, la Ville est fondée à demander que soit établi un arrêté des comptes et à exiger la restitution de la part de la subvention de l'année en cours et des années antérieures non encore utilisée aux fins pour lesquelles elle est prévue.

Dans le cas où, sur le rapport des élus délégués, ou par tout autre moyen, il est acquis la conviction que des fonds provenant de la subvention annuelle ont été utilisés à des fins autres que leur destination initiale, il serait fondé, après demande d'explications, à voter la suspension provisoire des effets de la présente convention jusqu'à production des justifications nécessaires, ceci indépendamment de toute action qu'il pourrait tenter devant la juridiction compétente.

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS ANTERIEURES

Toutes les conventions et leurs avenants antérieurs, s'ils existent, sont abrogés par la présente.

ARTICLE 10 : CONTESTATIONS

Les différends susceptibles de s'élever entre les parties, relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention seront, en cas d'impossibilité de parvenir à une conciliation à l'initiative de la partie lésée, soumis à la juridiction des tribunaux compétents du ressort desquels dépend la Ville.

ARTICLE 11 : ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention et notamment pour toute notification, signification ou assignation, les parties font élection de domicile :

- **La Ville de Fontenay-le-Comte** à l'Hôtel de Ville
9 rue Georges-Clemenceau – BP 19 – 85201 FONTENAY-LE-COMTE CEDEX ;
- **Le Comité de jumelage Fontenay-le-Comte / Crevillent** - à l'Hôtel de Ville
9 rue Georges-Clemenceau – BP 19 – 85201 FONTENAY-LE-COMTE CEDEX.

ARTICLE 12 : ENREGISTREMENT

Les parties se dispensent de l'enregistrement. Les droits afférents à cette formalité seront à la charge exclusive de la partie qui l'aurait motivée.

Fait à Fontenay-le-Comte, le 2 mars 2023, en deux (2) exemplaires originaux.

**Pour le Comité de jumelage
Fontenay-le-Comte / Crevillent**

La Présidente,



Maryse MOUTRAY

**Pour la Ville
de Fontenay-le-Comte**

Le Maire,

Ludovic HOCBON



SA

**CONVENTION DE PARTENARIAT
entre la Ville de Fontenay-le-Comte
et le Comité de jumelage Fontenay-le-Comte / Palatine**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

LA VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE, représentée par son Maire, Monsieur Ludovic HOCBON, identifiée sous le n° de SIREN 218 500 924 agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal du 21 mars 2023,
ci-après dénommée « La Ville »,

D'UNE PART ;

ET

Le COMITE DE JUMELAGE DE FONTENAY-LE-COMTE / PALATINE, association régie par la Loi 1901, représentée par sa Présidente, Mme Corinne REVEAU, selon mandat donné par délibération du Conseil d'Administration en date du 23 janvier 2023 dont le siège social est sis Hôtel de Ville - 9 rue Georges Clemenceau – BP 19 – 85201 Fontenay-le-Comte,
ci-après dénommée « Comité de jumelage »,

D'AUTRE PART ;

Désignés ensemble "Les Parties".

IL A PRÉALABLEMENT ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Le protocole d'amitié a été signé entre les deux Maires des Villes de Fontenay-le-Comte (France) et de Palatine (Etats-Unis) le 6 juillet 1997.

Il exprime la volonté des communes signataires de rapprocher leurs habitants en vue de promouvoir des échanges dans les domaines notamment de l'éducation, la culture, le tourisme, l'action sociale, l'économie, le sport, intéressant l'ensemble des citoyens.

La Ville assume la responsabilité du jumelage et le Conseil municipal est garant de la politique à mener dans ce domaine, mais il entend y associer tous les habitants, à travers le Comité de jumelage et institutions locales intéressées.

C'est pourquoi, dans le but d'assurer la pérennité des liens unissant la Ville de Fontenay-le-Comte et sa ville jumelle, Palatine, des contacts et échanges doivent être créés et entretenus dans les domaines évoqués précédemment indépendamment des visites et manifestations officielles.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles le Comité de jumelage et la Ville vont coopérer dans le but de favoriser une plus large participation des habitants de Fontenay-le-Comte et de son territoire aux activités de jumelage.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

Dans le respect des dispositions légales concernant les relations internationales des collectivités territoriales françaises et vu la loi du 17 juillet 2014 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales, sont du domaine strictement réservé au Maire et/ou au Conseil municipal de la Ville de Fontenay-le-Comte :

- les décisions de politique générale ;
- la participation à toute cérémonie ou manifestation comportant la représentation de la Ville par ses Élus ;
- la réception officielle d'élus municipaux de Palatine ou de représentants des autorités des Etats-Unis;
- toute initiative réservée réglementairement au Maire ou au Conseil municipal et/ou nécessitant une délibération de ce dernier ;
- la suspension ou l'arrêt définitif du jumelage.

ARTICLE 3 : STATUTS ET ENGAGEMENTS DU COMITE DE JUMELAGE

Au titre de ses statuts, le Comité de jumelage a, dans le cadre de la Charte des Villes Jumelées, pour objet :

- de promouvoir et de réaliser le jumelage de la Ville de Palatine (Etats-Unis) avec la Ville de Fontenay-le-Comte (France),
- de développer, dans tous les domaines, les relations et les échanges culturels, touristiques, sportifs, économiques et sociaux entre les deux villes.

Le Comité de jumelage s'engage, selon ses statuts, à :

- présenter un programme annuel d'activités ;
- organiser des événements pour obtenir des ressources propres à l'association : concerts, conférences, lotos, dîners, spectacles, etc. ;
- promouvoir et soutenir des séjours de jeunes, tant à titre individuel que familial, à Fontenay-le-Comte et à Palatine (adhésion de 3 ans minimum) ;
- apporter son concours aux échanges de jeunes, initiés par les établissements d'enseignements et de formations professionnelles (adhésion de 3 ans minimum) ;
- organiser des rencontres et des échanges, pour les adhérents, qui ne seraient pas du ressort spécifique de la Ville ;
- organiser l'accueil des habitants de Palatine à l'occasion de toutes les manifestations-portées par la Ville (Biennale – rencontre inter-jumelages – anniversaire de jumelage, etc.). Cet accueil devra être assuré à titre gracieux dans les familles engagées dans le Comité de jumelage et/ou concernée par les rencontres et/ou souhaitant offrir leur hospitalité ;
- participer à l'organisation de manifestations officielles ;
- mentionner le logo de la Ville sur tous ses supports de communication ;
- faire connaître à la Ville tout changement de présidence, de bureau ou de modification des statuts de l'association.

Le Comité de jumelage s'engage à mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour mener à bien la mission qui lui est confiée.

Le Comité de jumelage s'engage à ouvrir toutes ses actions de jumelage à l'ensemble de la population, sans distinction de quelque sorte que ce soit (selon ses statuts).

Le Comité de jumelage assure en totale autonomie son fonctionnement associatif dans un cadre de droit réglementaire.

ARTICLE 4 : AIDES DIRECTES ET INDIRECTES

Chaque année, un avenant à la présente convention sera établi afin de fixer le montant des aides directes et la valorisation des aides indirectes à porter au budget prévisionnel et aux comptes de résultats annuels du Comité de jumelage.

4.1 Aides directes

Dans le but de soutenir le Comité de jumelage à la réalisation de ses projets et de permettre au plus grand nombre d'habitants d'y participer, la Ville pourra apporter son soutien financier. Ce montant sera défini selon le règlement intérieur d'attribution des subventions.

Subvention de fonctionnement

La Ville versera une aide financière, sous réserve de l'approbation annuelle du Conseil Municipal, pour l'exercice de l'activité ou des activités courantes de l'association, c'est-à-dire à la mise en œuvre de son objet tel qu'il est défini dans ses statuts.

Subvention sur projet

La Ville versera une aide financière, sous réserve de l'approbation annuelle du Conseil Municipal, pour la réalisation d'un projet par an.

Celle-ci sera étudiée au vu du bilan financier de l'événement et sur présentation de justificatifs de dépenses.

Les subventions ne peuvent en aucun cas couvrir :

- les frais voyages de détente, de loisirs ou touristiques liés aux déplacements des membres du Comité de Jumelage ;
- les frais de déplacement, d'hébergement, de repas ou autres frais de même nature des administrateurs du comité de jumelage signataire.

Par ailleurs, le Comité de jumelage veillera à diversifier ses activités pour développer des ressources propres.

4.2 Aides indirectes

La Ville met à disposition et à titre gracieux des infrastructures municipales définies dans l'annexe 1. Cette annexe pourra être revue annuellement en cas de modification à la demande du Comité de jumelage, en fonction des disponibilités et après examen par la Ville.

La mise à disposition étant consentie *intuitu personae*, toute cession de droit est interdite. De même, le Comité de jumelage s'interdit de sous-louer tout ou partie de ces infrastructures municipales. Le non-respect de cette règle pourra entraîner la résiliation de cette mise à disposition.

La Ville se réserve le droit de modifier ou d'annuler, en cas de besoin, des créneaux par nécessité de service public ou de manifestation exceptionnelle. Dans ce cas, le Comité de jumelage sera informé de cette modification ou annulation dans les plus brefs délais.

La valorisation de cette mise à disposition devra figurer comme un avantage en nature au budget prévisionnel et au compte de résultat annuel du Comité de jumelage.

Cette somme ne sera pas mise en recouvrement.

4.3. Participation municipale à la vie du Comité de jumelage

La liaison permanente, entre le Conseil municipal et le Conseil d'administration du Comité de jumelage, sera assurée par :

- un (e) élu (e) délégué(e) à l'ensemble des jumelages et un(e) élu(e) délégué(e) au Comité de jumelage. Tous deux membres de droit du Conseil d'Administration, désignés par le Conseil Municipal,
- un agent municipal en charge du jumelage, non membre de droit.

Cette représentation devra être expressément prévue par les statuts du Comité de jumelage.

Les membres du Conseil municipal désignés par la Ville, membres de droit du Conseil d'administration du Comité de jumelage, jouiront des mêmes prérogatives et pouvoirs que les autres administrateurs. Ils seront invités et participeront, en conséquence, à toutes les séances du Conseil d'administration et Assemblée générale avec voix délibérative. Toutefois, ils ne pourront solliciter les mandats de président, de trésorier, de secrétaire.

4.4. Commission Mixte de Jumelage

La Commission Mixte de Jumelage se réunit au moins une fois par an, afin de :

- partager le bilan de l'année,
- proposer et travailler sur un projet commun.

Cette commission a un rôle consultatif.

La « Commission Mixte de Jumelage » est composée de :

- Monsieur le Maire, Président,
- Un élu délégué aux 5 Comités de jumelage, Président délégué,
- 5 élus délégués aux 5 Comités de jumelage,
- 4 autres élus du Conseil Municipal,
- 5 Présidents des Comités de jumelage,
- des membres nommés par Monsieur le Maire.

Elle n'a pas de responsabilité dans la gestion du comité de jumelage qui reste de la compétence de son Conseil d'Administration.

ARTICLE 5 : DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2026.

Elle se renouvellera par décision expresse des parties après évaluation et fixation éventuelle de nouveaux objectifs.

Toute modification de la présente convention se fera par voie d'avenant.

ARTICLE 6 : EVALUATION DU PARTENARIAT

Le Comité de jumelage fournira chaque année à la Ville :

- le bilan moral et le bilan financier, avec pièces justificatives sur demande de la Ville, éventuellement approuvé par un vérificateur aux comptes dont il comportera la signature et les observations éventuelles, de l'année écoulée ;
- le programme des actions et le budget prévisionnel pour l'année N+1.

ARTICLE 7 : ASSURANCE

Le Comité de jumelage doit souscrire une assurance responsabilité civile afin de couvrir tous risques encourus du fait de l'exercice de son activité, en cas de dommage causé à un tiers, par les salariés, bénévoles et adhérents et par les dirigeants du Comité.

Le Comité de jumelage, considéré comme locataire, doit souscrire des garanties suffisantes contre tout risque locatif pour couvrir les dommages causés à l'immeuble (incendie, explosion, vol, bris de glace, dégâts des eaux, recours des voisins et des tiers) auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable. L'assurance souscrite devra permettre de couvrir suffisamment les dommages causés pour permettre la reconstruction des locaux ou des équipements confiés.

Chaque année, le Comité de jumelage devra fournir à la Ville l'attestation d'assurance.

ARTICLE 8 : RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements contractuels, la présente convention sera résiliée de plein droit à tout moment, par la partie s'estimant lésée, après une mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet pendant un délai de 15 jours.

La résiliation devra être signifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier remis en main propre, contre décharge, à un représentant qualifié.

Par ailleurs, la Ville se réserve le droit de résilier, à tout moment, la présente convention, moyennant un préavis de 3 mois.

Les modifications qui pourraient être apportées aux statuts du Comité de jumelage ne devront pas être en contradiction avec les dispositions de la présente convention. Dans le cas contraire, la convention deviendrait immédiatement caduque, la responsabilité de la rupture incombant au Comité de jumelage.

En cas de rupture de la présente convention à l'initiative de la Ville, le Comité de jumelage sera tenu de reverser les fonds non utilisés sous réserve des sommes déjà engagées et d'une juste indemnisation du préjudice ainsi subi.

En cas de dissolution du Comité de jumelage ou de rupture de la convention du fait du Comité de jumelage, la Ville est fondée à demander que soit établi un arrêté des comptes et à exiger la restitution de la part de la subvention de l'année en cours et des années antérieures non encore utilisée aux fins pour lesquelles elle est prévue.

Dans le cas où, sur le rapport des élus délégués, ou par tout autre moyen, on acquiesce la conviction que des fonds provenant de la subvention annuelle ont été utilisés à des fins autres que leur destination initiale, il serait fondé, après demande d'explications, à voter la suspension provisoire des effets de la présente convention jusqu'à production des justifications nécessaires, ceci indépendamment de toute action qu'il pourrait tenter devant la juridiction compétente.

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS ANTERIEURES

Toutes les conventions, et leurs avenants antérieurs s'ils existent, sont abrogés par la présente.

ARTICLE 10 : CONTESTATIONS

Les différends susceptibles de s'élever entre les parties, relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention seront, en cas d'impossibilité de parvenir à une conciliation à l'initiative de la partie lésée, soumis à la juridiction des tribunaux compétents du ressort desquels dépend la Ville.

ARTICLE 11 : ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention et notamment pour toute notification, signification ou assignation, les parties font élection de domicile :

- **la Ville de Fontenay-le-Comte** à l'Hôtel de Ville
9 rue Georges-Clemenceau – BP 19 – 85201 FONTENAY-LE-COMTE CEDEX ;
- **Le Comité de jumelage Fontenay-le-Comte / Palatine** - à l'Hôtel de Ville
9 rue Georges-Clemenceau – BP 19 – 85201 FONTENAY-LE-COMTE CEDEX.

ARTICLE 12 : ENREGISTREMENT

Les parties se dispensent de l'enregistrement. Les droits afférents à cette formalité seront à la charge exclusive de la partie qui l'aurait motivée.

Fait à Fontenay-le-Comte, le 1er mars 2023, en deux (2) exemplaires originaux.

**Pour le Comité de jumelage
de Fontenay-le-Comte / Palatine**

La Présidente,


Corinne REVEAU

**Pour la Ville
de Fontenay-le-Comte**

Le Maire,

Ludovic HOCBON



COMITÉ DE JUMELAGE
**FONTENAY-LE-COMTE
KROTOSZYN**
ET AMITIÉS FRANCO - POLONAISE



SA

**CONVENTION DE PARTENARIAT
entre la Ville de Fontenay-le-Comte et le Comité de Jumelage
Fontenay-le-Comte / Krotoszyn et Amitiés Franco-Polonaises**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

LA VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE, représentée par son Maire, Monsieur Ludovic HOCBON, identifiée sous le n° de SIREN 218 500 924 agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal du.....,
ci-après dénommée « La Ville »,

D'UNE PART ;

ET

LE COMITÉ DE JUMELAGE DE FONTENAY-LE-COMTE / KROTOSZYN ET AMITIÉS FRANCO-POLONAISES, association régie par la Loi 1901, représentée par sa Présidente, Madame Dominique CHARTIER, selon mandat donné par délibération du Conseil d'Administration en date du, dont le siège social est sis Hôtel de Ville - 9 rue Georges Clemenceau – BP 19 – 85201 Fontenay-le-Comte,
ci-après dénommée « Comité de jumelage »,

D'AUTRE PART ;

Désignés ensemble "Les Parties".

IL A PRÉALABLEMENT ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT

Le protocole d'amitié a été signé entre les deux Maires des Villes de Fontenay-le-Comte (France) et de Krotoszyn (Pologne) le 29 avril 1995.

Il exprime la volonté des communes signataires de rapprocher leurs habitants en vue de promouvoir des échanges dans les domaines notamment de l'éducation, la culture, le tourisme, l'action sociale et économique, le sport, intéressant l'ensemble des citoyens.

La Ville assume la responsabilité du jumelage et le Conseil municipal est garant de la politique à mener dans ce domaine, mais il entend y associer tous les habitants, notamment à travers le Comité de jumelage, ainsi que les acteurs locaux et institutions locales intéressées.

C'est pourquoi, dans le but d'assurer la pérennité des liens unissant la Ville de Fontenay-le-Comte et sa ville jumelle, Krotoszyn, des contacts et échanges doivent être créés et entretenus dans les domaines évoqués précédemment indépendamment des visites et manifestations officielles.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles le Comité de jumelage et la Ville vont coopérer dans le but de favoriser une plus large participation des habitants de Fontenay-le-Comte et de son territoire aux activités de jumelage.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

Dans le respect des dispositions légales concernant les relations internationales des collectivités territoriales françaises et vu la loi du 17 juillet 2014 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales, sont du domaine strictement réservé au Maire et/ou au Conseil municipal de la Ville de Fontenay-le-Comte :

- les décisions de politique générale ;
- la participation à toute cérémonie ou manifestation comportant la représentation de la Ville par ses Élus ;
- la réception officielle d'élus municipaux de Krotoszyn ou de représentants des autorités de Pologne ;
- toute initiative réservée réglementairement au Maire ou au Conseil municipal et/ou nécessitant une délibération de ce dernier ;
- la suspension ou l'arrêt définitif du jumelage.

ARTICLE 3 : STATUTS ET ENGAGEMENTS DU COMITÉ DE JUMELAGE

Au titre de ses statuts, le Comité de jumelage a pour but en lien avec la Ville :

- de développer et de perpétuer à travers le jumelage entre Fontenay-le-Comte et Krotoszyn, l'amitié qui unit les peuples français et polonais dans le respect de toutes les opinions et en toute indépendance,
- de faire connaître aux Fontenaisiens la Pologne d'hier et d'aujourd'hui,
- de développer et d'entretenir les échanges culturels, sportifs, techniques et économiques entre les deux Comités de jumelage, et de contribuer, par cela, à une meilleure connaissance de la culture polonaise en France et inversement.

Pour cela, le Comité de jumelage engage des actions portant notamment à :

- présenter un programme annuel d'activités ;
- promouvoir et soutenir des séjours de jeunes à Fontenay-le-Comte et à Krotoszyn ;
- apporter son concours aux échanges de jeunes, initiés par les établissements d'enseignements et de formations professionnelles ;
- organiser des rencontres ou des manifestations ouvertes à tous qui ne seraient pas du ressort spécifique de la Ville ;
- organiser l'accueil des habitants de Krotoszyn à l'occasion de toutes les manifestations-portées par la Ville (ex. **Biennale**, rencontre inter-jumelages – anniversaire de jumelage, etc.). **Cet accueil devra être assuré dans les familles engagées dans le Comité de jumelage. Dans la mesure du possible, cet accueil sera assuré à titre gracieux. L'hébergement des élus municipaux pourra être pris en charge par la ville, si nécessaire. La ville pourra apporter son aide aux solutions d'hébergements dans des familles souhaitant offrir leur hospitalité.**
 - o **concernant la Biennale** ; celle-ci doit reposer sur une concertation préalable entre les intervenants (Comité de jumelage, Comité des fêtes de biennale, la Ville...) afin de définir les missions de chacun ;
- participer à l'organisation de manifestations officielles ;

- attribuer éventuellement une aide financière permettant de faciliter aux activités de jumelage ;
- mentionner le logo de la Ville sur tous ses supports de communication ;
- faire connaître à la Ville tout changement de présidence, de bureau ou de modification des statuts de l'association.

Le Comité de jumelage met en œuvre les moyens nécessaires et adaptés dont il dispose pour mener à bien la mission qui lui est confiée.

Le Comité de jumelage ouvre toutes ses actions à l'ensemble de la population, sans distinction de quelque sorte que ce soit.

Le Comité de jumelage assure, en totale autonomie, son fonctionnement associatif dans un cadre de droit réglementaire.

ARTICLE 4 : AIDES DIRECTES ET INDIRECTES

Chaque année, un avenant à la présente convention sera établi afin de fixer le montant des aides directes et la valorisation des aides indirectes à porter au budget prévisionnel et aux comptes de résultats annuels du Comité de jumelage.

4.1 Aides directes

Subvention de fonctionnement

La Ville versera une aide financière, sous réserve de l'approbation annuelle du Conseil Municipal, pour l'exercice de l'activité ou des activités courantes de l'association, c'est-à-dire à la mise en œuvre de son objet tel qu'il est défini dans ses statuts.

Subvention sur projet

La Ville versera une aide financière, sous réserve de l'approbation annuelle du Conseil Municipal, pour la réalisation d'un projet par an. Celle-ci sera étudiée au vu du bilan financier de l'événement et sur présentation de justificatifs de dépenses.

Les subventions ne peuvent en aucun cas couvrir :

- les frais voyages de détente, de loisirs ou touristiques liés aux déplacements des membres du Comité de Jumelage ;
- les frais de déplacement, d'hébergement, de repas ou autres frais de même nature des administrateurs du comité de jumelage signataire.

Le Comité de jumelage pourra diversifier ses activités pour développer des ressources propres.

4.2 Aides indirectes

La Ville met à disposition et à titre gracieux des infrastructures municipales définies dans l'annexe 1. Cette annexe pourra être revue annuellement en cas de modification à la demande du Comité de jumelage, en fonction des disponibilités et après examen par la Ville.

La mise à disposition étant consentie *intuitu personae*, toute cession de droit est interdite. De même, le Comité de jumelage s'interdit de sous-louer tout ou partie de ces infrastructures municipales. Le non-respect de cette règle pourra entraîner la résiliation de cette mise à disposition.

La Ville se réserve le droit de modifier ou d'annuler, en cas de besoin, service public ou de manifestation exceptionnelle. Dans ce cas, le Comité de jumelage sera informé de cette modification ou annulation dans les plus brefs délais.

La valorisation de cette mise à disposition devra figurer comme un avantage en nature au budget prévisionnel et au compte de résultat annuel du Comité de jumelage.
Cette somme ne sera pas mise en recouvrement.

4.3. Participation municipale à la vie du Comité de jumelage

La liaison permanente, entre le Conseil Municipal et le Conseil d'Administration du Comité de jumelage, sera assurée par :

- un (e) élu (e) délégué(e) à l'ensemble des jumelages et un(e) élu(e) délégué(e) au Comité de jumelage. Tous deux membres de droit du Conseil d'Administration, désignés par le Conseil Municipal.
- un agent municipal en charge du jumelage, non membre de droit.

Cette représentation devra être expressément prévue par les statuts du Comité de jumelage.

Les membres du Conseil municipal désignés par la Ville, membres de droit du Conseil d'administration du Comité de jumelage, jouiront des mêmes prérogatives et pouvoirs que les autres administrateurs. Ils seront invités et participeront, en conséquence, à toutes les séances du Conseil d'administration et Assemblée générale avec voix délibérative. Toutefois, ils ne pourront solliciter les mandats de président, de trésorier, de secrétaire.

4.4. Commission Mixte de Jumelage

La Commission Mixte de Jumelage se réunit au moins une fois par an, afin de :

- partager le bilan de l'année,
- proposer et travailler sur un projet commun.

Cette commission a un rôle consultatif.

La « Commission Mixte de Jumelage » est composée de :

- Monsieur le Maire, Président,
- Un élu délégué aux 5 Comités de jumelage, président délégué,
- 5 élus délégués aux 5 Comités de jumelage,
- 4 autres élus du Conseil municipal,
- 5 Présidents des Comités de jumelage,
- des membres nommés par Monsieur le Maire, Président

Elle n'a pas de responsabilité dans la gestion du Comité de jumelage qui reste de la compétence de son Conseil d'Administration.

ARTICLE 5 : DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2026.

Elle se renouvellera par décision expresse des parties après évaluation et fixation éventuelle de nouveaux objectifs.

Toute modification de la présente convention se fera par voie d'avenant.

ARTICLE 6 : EVALUATION DU PARTENARIAT

Le Comité de jumelage fournira chaque année à la Ville :

- le bilan moral et le bilan financier, avec pièces justificatives sur demande de la Ville, éventuellement approuvé par un vérificateur aux comptes dont il comportera la signature et les observations éventuelles, de l'année écoulée ;
- le programme des actions et le budget prévisionnel pour l'année N+1.

ARTICLE 7 : ASSURANCE

Le Comité de jumelage doit souscrire une assurance responsabilité civile afin de couvrir tous risques encourus du fait de l'exercice de son activité, en cas de dommage causé à un tiers, par les salariés, bénévoles et adhérents et par les dirigeants du Comité.

Le Comité de jumelage, considéré comme locataire, doit souscrire des garanties suffisantes contre tout risque locatif pour couvrir les dommages causés à l'immeuble (incendie, explosion, vol, bris de glace, dégâts des eaux, recours des voisins et des tiers) auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable. L'assurance souscrite devra permettre de couvrir suffisamment les dommages causés pour permettre la reconstruction des locaux ou des équipements confiés.

Chaque année, le Comité de jumelage devra fournir à la Ville l'attestation d'assurance.

ARTICLE 8 : RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements contractuels, la présente convention sera résiliée de plein droit à tout moment, par la partie s'estimant lésée, après une mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet pendant un délai de 15 jours.

La résiliation devra être signifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier remis en main propre, contre décharge, à un représentant qualifié.

Par ailleurs, la Ville se réserve le droit de résilier, à tout moment, la présente convention, moyennant un préavis de 3 mois.

Les modifications qui pourraient être apportées aux statuts du Comité de jumelage ne devront pas être en contradiction avec les dispositions de la présente convention. Dans le cas contraire, la convention deviendrait immédiatement caduque, la responsabilité de la rupture incombant au Comité de jumelage.

En cas de rupture de la présente convention à l'initiative de la Ville, le Comité de jumelage sera tenu de reverser les fonds non utilisés sous réserve des sommes déjà engagées et d'une juste indemnisation du préjudice ainsi subi.

En cas de dissolution du Comité de jumelage ou de rupture de la convention du fait du Comité de jumelage, la Ville est fondée à demander que soit établi un arrêté des comptes et à exiger la restitution de la part de la subvention de l'année en cours et des années antérieures non encore utilisée aux fins pour lesquelles elle est prévue.

Dans le cas où, sur le rapport des élus délégués, ou par tout autre moyen, le Conseil municipal aurait acquis la conviction que des fonds provenant de la subvention annuelle ont été utilisés à des fins autres que leur destination initiale, il serait fondé, après demande d'explications, à voter la suspension

provisoire des effets de la présente convention jusqu'à production des
indépendamment de toute action qu'il pourrait tenter devant la juridiction compétente.

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS ANTERIEURES

Toutes les conventions, et leurs avenants antérieurs s'ils existent, sont abrogés par la présente.

ARTICLE 10 : CONTESTATIONS

Les différends susceptibles de s'élever entre les parties, relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention seront, en cas d'impossibilité de parvenir à une conciliation à l'initiative de la partie lésée, soumis à la juridiction des tribunaux compétents du ressort desquels dépend la Ville.

ARTICLE 11 : ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention et notamment pour toute notification, signification ou assignation, les parties font élection de domicile :

- **La Ville** de Fontenay-le-Comte à l'Hôtel de Ville
9 rue Georges-Clemenceau – BP 19 – 85201 FONTENAY-LE-COMTE CEDEX ;
- **Le Comité de jumelage Fontenay-le-Comte / Krotoszyn** à l'Hôtel de Ville
9 rue Georges-Clemenceau – BP 19 – 85201 FONTENAY-LE-COMTE CEDEX.

ARTICLE 12 : ENREGISTREMENT

Les parties se dispensent de l'enregistrement. Les droits afférents à cette formalité seront à la charge exclusive de la partie qui l'aurait motivée.

Fait à Fontenay-le-Comte, le 21 mars 2023, en deux (2) exemplaires originaux.

**Pour le Comité de jumelage
Fontenay-le-Comte / Krotoszyn
et Amitiés Franco-Polonaises**

La Présidente,

Dominique CHARTIER

**Pour la Ville
de
Fontenay-le-Comte**

Le Maire,

Ludovic HOCBON

SA

**CONVENTION DE PARTENARIAT
entre la Ville de Fontenay-le-Comte
et le Jumelage Fontenay-le-Comte / Gaoua**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

LA VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE, représentée par son Maire, Monsieur Ludovic HOCBON, identifiée sous le n° de SIREN 218 500 924 agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal du,
ci-après dénommée « La Ville »,

D'UNE PART ;

ET

LE JUMELAGE FONTENAY-LE-COMTE / GAOUA, association régie par la Loi 1901, représentée par son Président, M. Daniel GARNIER, selon mandat donné par délibération du Conseil d'Administration en date du, dont le siège social est sis Maison des Associations – 15 rue de la Sablière – 85200 Fontenay-le-Comte,
ci-après dénommée « Le Jumelage Fontenay - Gaoua »,

D'AUTRE PART ;

Désignés ensemble "Les Parties".

IL A PRÉALABLEMENT ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Le protocole d'amitié a été signé entre les deux Maires des Villes de Fontenay-le-Comte (France) et de Gaoua (Burkina Faso) le 17 juillet 1989.

Il exprime la volonté des communes signataires de rapprocher leurs habitants en vue de promouvoir des échanges dans les domaines de l'éducation, la culture, le tourisme, l'action sociale, la santé, l'économie, le sport, et de soutenir des activités à but humanitaire intéressant l'ensemble des citoyens.

La Ville assume la responsabilité du jumelage et le Conseil municipal est garant de la politique à mener dans ce domaine, mais il entend y associer tous les habitants, à travers l'association Jumelage Fontenay-le-Comte / Gaoua et toutes les institutions locales intéressées.

C'est pourquoi, dans le but d'assurer la pérennité des liens unissant la Ville de Fontenay-le-Comte et sa ville jumelle, Gaoua, des contacts et échanges doivent être créés et entretenus dans les domaines évoqués précédemment indépendamment des visites et manifestations officielles.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles le Jumelage Fontenay – Gaoua et la Ville vont coopérer dans le but de développer les liens entre les habitants des deux villes jumelles.

Dans le but de marquer l'importance de la vie associative, la présente convention a pour objet de missionner le jumelage Fontenay-le-Comte / Gaoua afin de mettre en œuvre les activités du jumelage.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

Dans le respect des dispositions légales concernant les relations internationales des collectivités territoriales françaises et vu la loi du 17 juillet 2014 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales, sont du domaine strictement réservé au Maire et/ou au Conseil municipal de la Ville de Fontenay-le-Comte :

- les décisions de politique générale ;
- la participation à toute cérémonie ou manifestation comportant la représentation de la Ville par ses Élus ;
- la réception officielle d'élus municipaux de Gaoua ou de représentants des autorités du Burkina Faso ;
- toute initiative réservée réglementairement au Maire ou au Conseil municipal et/ou nécessitant une délibération de ce dernier ;
- la suspension ou l'arrêt définitif du jumelage pour des raisons géopolitiques.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU JUMELAGE FONTENAY-GAOUA

Au titre de ses statuts, le Jumelage Fontenay-Gaoua a pour but de :

- promouvoir les relations entre les villes de Fontenay-le-Comte et de Gaoua au Burkina-Faso dans les domaines culturel, scolaire, social, économique, sportif, touristique ainsi que dans les domaines de la santé et des activités à but humanitaire.
- favoriser l'amitié, grâce à une meilleure connaissance, entre les populations des deux villes.

A cette fin, l'Association jumelage peut organiser toutes manifestations, échanges, visites, stages, séjours de délégations des deux villes utiles à la réalisation de son objet.

Le Jumelage Fontenay-Gaoua s'engage à :

- présenter un programme annuel d'activités ;
- organiser dans la limite de ses moyens et en réponse à une demande des autorités de Gaoua, toute action d'aide à la population de Gaoua ;
- apporter son concours aux échanges de jeunes, initiés par les établissements d'enseignements et de formations professionnelles ;
- organiser des rencontres et des échanges qui ne seraient pas du ressort spécifique de la Ville ;
- organiser l'accueil des habitants de Gaoua à l'occasion de toutes les manifestations-portées par la Ville et/ou par le Jumelage Fontenay-Gaoua (Biennale – rencontre inter-jumelages – anniversaire de jumelage, etc.). Cet accueil devra être assuré à titre gracieux dans les familles engagées dans le jumelage et/ou concernée par les rencontres et/ou souhaitant offrir leur hospitalité ;
- participer à l'organisation de manifestations officielles ;
- mentionner le logo de la Ville sur tous ses supports de communication ;

- faire connaître à la Ville tout changement de présidence, de bureau et de statuts de l'association.

Le jumelage Fontenay-Gaoua s'engage à mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour mener à bien la mission qui lui est confiée.

Le jumelage Fontenay-Gaoua s'engage à ouvrir toutes ses actions de jumelage à l'ensemble de la population, sans distinction de quelque sorte que ce soit.

Le jumelage Fontenay-Gaoua assure en totale autonomie son fonctionnement associatif dans un cadre de droit réglementaire.

ARTICLE 4 : AIDES DIRECTES ET INDIRECTES

Chaque année, un avenant à la présente convention sera établi afin de fixer le montant des aides directes et la valorisation des aides indirectes. Celles-ci devront figurer et aux comptes de résultats annuels du Jumelage Fontenay-Gaoua.

4.1 Aides directes

Dans le but de soutenir le Jumelage Fontenay-Gaoua à la réalisation de ses projets, la Ville pourra apporter son soutien financier.

Ce montant sera défini selon le règlement intérieur d'attribution des subventions.

Subvention de fonctionnement

La Ville versera une aide financière, sous réserve de l'approbation annuelle du Conseil Municipal, pour l'exercice de l'activité ou des activités courantes de l'association, c'est-à-dire à la mise en œuvre de son objet tel qu'il est défini dans ses statuts.

Subvention sur projet

La Ville versera une aide financière, sous réserve de l'approbation annuelle du Conseil Municipal, pour la réalisation d'un projet par an. (règlement d'attribution des subventions)

Celle-ci sera étudiée au vu du bilan financier de l'événement et sur présentation de justificatifs de dépenses.

Les subventions ne peuvent en aucun cas couvrir :

- les frais voyages de détente, de loisirs ou touristiques liés aux déplacements des membres de l'Association de jumelage;
- les frais de déplacement, d'hébergement, de repas ou autres frais de même nature des administrateurs de l'Association de jumelage signataire ;

Ne sont pas concernés les frais liés à l'accueil des officiels, des conférenciers ainsi que les déplacements pour formation ou pour la réalisation des projets.

Le Jumelage Fontenay-Gaoua veillera à diversifier ses activités pour développer des ressources propres.

4.2 Aides indirectes

La Ville met à disposition et à titre gracieux des infrastructures municipales définies dans l'annexe 1. Cette annexe pourra être revue annuellement en cas de modification à la demande du Jumelage Fontenay-Gaoua, en fonction des disponibilités et après examen par la Ville.

La mise à disposition étant consentie *intuitu personae*, toute cession de droit est interdite. De même, le Jumelage Fontenay-Gaoua s'interdit de sous-louer tout ou partie de ces infrastructures municipales.

La Ville se réserve le droit de modifier ou d'annuler, en cas de besoin, service public ou de manifestation exceptionnelle. Dans ce cas, le Jumelage Fontenay-Gaoua sera informé de cette modification ou annulation dans les plus brefs délais.

La valorisation de cette mise à disposition devra figurer comme un avantage en nature au budget prévisionnel et au compte de résultat annuel du Jumelage Fontenay-Gaoua.
Cette somme ne sera pas mise en recouvrement.

4.3. Participation municipale à la vie du Jumelage Fontenay-Gaoua

La liaison permanente, entre le Conseil municipal et le Conseil d'administration du Jumelage Fontenay-Gaoua, sera assurée par :

- un (e) élu (e) délégué(e) à l'ensemble des jumelages et un(e) élu(e) délégué(e) au Jumelage Fontenay-Gaoua. Ces deux élus membres de droit du Conseil d'Administration, sont désignés par le Conseil municipal.
- un agent municipal en charge du jumelage, non membre de droit.

La représentation par les élus devra être expressément prévue par les statuts du Jumelage Fontenay-Gaoua.

Les membres du Conseil municipal désignés par la Ville, membres de droit du Conseil d'administration du Comité de jumelage, jouiront des mêmes prérogatives et pouvoirs que les autres administrateurs. Ils seront invités et participeront, en conséquence, à toutes les séances du Conseil d'administration et Assemblée générale avec voix délibérative. Toutefois, ils ne pourront solliciter les mandats de président, de trésorier, de secrétaire.

4.4. Commission Mixte de Jumelage

La Commission Mixte de Jumelage se réunit au moins une fois par an, afin de :

- partager le bilan de l'année,
- ~~proposer et travailler sur un projet commun.~~
- réfléchir sur l'avenir des jumelages

Cette commission a un rôle consultatif.

La « Commission Mixte de Jumelage » est composée de :

- Monsieur le Maire, Président,
- Un élu délégué aux 5 Comités de jumelage, président délégué,
- 5 élus délégués aux 5 Comités de jumelage,
- 4 autres élus du Conseil Municipal,
- 5 Présidents des Comités de jumelage,
- des membres nommés par Monsieur le Maire, Président

Elle n'a pas de responsabilité dans la gestion du Jumelage Fontenay-Gaoua qui reste de la compétence de son Conseil d'administration.

ARTICLE 5 : DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2026.

Elle se renouvellera par décision expresse des parties après évaluation et fixation éventuelle de nouveaux objectifs.

Toute modification de la présente convention se fera par voie d'avenant.

ARTICLE 6 : EVALUATION DU PARTENARIAT

Le Jumelage Fontenay-Gaoua fournira chaque année à la Ville :

- le bilan moral et le bilan financier, avec pièces justificatives sur demande de la Ville, éventuellement approuvé par un vérificateur aux comptes dont il comportera la signature et les observations éventuelles, de l'année écoulée ;
- le programme des actions et le budget prévisionnel pour l'année N+1.

ARTICLE 7 : ASSURANCE

Le jumelage Fontenay-Gaoua doit souscrire une assurance responsabilité civile afin de couvrir tous risques encourus du fait de l'exercice de son activité, en cas de dommage causé à un tiers, par les salariés, bénévoles et adhérents et par les dirigeants de l'Association.

Le jumelage Fontenay-Gaoua, considéré comme locataire, doit souscrire des garanties suffisantes contre tout risque locatif pour couvrir les dommages causés à l'immeuble (incendie, explosion, vol, bris de glace, dégâts des eaux, recours des voisins et des tiers) auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable. L'assurance souscrite devra permettre de couvrir suffisamment les dommages causés pour permettre la reconstruction des locaux ou des équipements confiés.

Chaque année, le jumelage Fontenay-Gaoua devra fournir à la Ville l'attestation d'assurance.

ARTICLE 8 : RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements contractuels, la présente convention sera résiliée de plein droit à tout moment, par la partie s'estimant lésée, après une mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet pendant un délai de 15 jours.

La résiliation devra être signifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier remis en main propre, contre décharge, à un représentant qualifié.

Par ailleurs, la Ville se réserve le droit de résilier, à tout moment, la présente convention, moyennant un préavis de 3 mois.

Les modifications qui pourraient être apportées aux statuts du Jumelage Fontenay-Gaoua ne devront pas être en contradiction avec les dispositions de la présente convention. Dans le cas contraire, la convention deviendrait immédiatement caduque, la responsabilité de la rupture incombant au Jumelage Fontenay-Gaoua.

En cas de rupture de la présente convention à l'initiative de la Ville, le Jumelage Fontenay-Gaoua sera tenu de reverser les fonds versés par la Ville et non utilisés sous réserve des sommes déjà engagées et d'une juste indemnisation du préjudice ainsi subi.

En cas de dissolution du jumelage ou de rupture de la convention du fait du Jumelage Fontenay-Gaoua, la Ville est fondée à demander que soit établi un arrêté des comptes et à exiger la restitution de la part de la subvention de l'année en cours et des années antérieures non encore utilisée aux fins pour lesquelles elle est prévue.

Dans le cas où, sur le rapport des élus délégués, ou par tout autre moyen, le Conseil municipal aurait acquis la conviction que des fonds provenant de la subvention annuelle ont été utilisés à des fins autres que leur destination initiale, il serait fondé, après demande d'explications, à voter la suspension provisoire des effets de la présente convention jusqu'à production des justifications nécessaires, ceci indépendamment de toute action qu'il pourrait intenter devant la juridiction compétente.

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS ANTERIEURES

Toutes les conventions, et leurs avenants antérieurs s'ils existent, sont abrogés par la présente à l'exception de :

- la convention D2021-02-18 prise en application de la délibération du Conseil municipal du 16 mars 2021 « *CSPS au secteur 8 de la commune de Gaoua dit de Niobini au Burkina Faso* »,
- la convention D2021-049 « *Accueil d'agents administratifs de la commune de Gaoua au sein des services administratifs de la Ville de Fontenay-le-Comte* ».

ARTICLE 10 : CONTESTATIONS

Les différends susceptibles de s'élever entre les parties, relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention seront, en cas d'impossibilité de parvenir à une conciliation à l'initiative de la partie lésée, soumis à la juridiction des tribunaux compétents du ressort desquels dépend la Ville.

ARTICLE 11 : ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention et notamment pour toute notification, signification ou assignation, les parties font élection de domicile :

- **la Ville de Fontenay-le-Comte** à l'Hôtel de Ville
9 rue Georges-Clemenceau – BP 19 – 85201 FONTENAY-LE-COMTE CEDEX ;
- **L'Association Jumelage Fontenay-le-Comte / Gaoua** - à la Maison des Associations
15 rue de la Sablière - 85200 FONTENAY-LE-COMTE.

ARTICLE 12 : ENREGISTREMENT

Les parties se dispensent de l'enregistrement. Les droits afférents à cette formalité seront à la charge exclusive de la partie qui l'aurait motivée.

Fait à Fontenay-le-Comte, le 21 mars 2023, en deux (2) exemplaires originaux.

**Pour l'Association Jumelage
Fontenay-le-Comte - Gaoua**

Le Président,

Daniel GARNIER

**Pour la Ville
de Fontenay-le-Comte**

Le Maire,

Ludovic HOCBON

**CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	29
Procurations	3
Absents	1

Objet :

2023-02-31 Jumelage entre les
villes de Fontenay-le-Comte et Diosig
- Fin du partenariat

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de
Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

2023-02-31 JUMELAGE ENTRE LES VILLES DE FONTENAY-LE-COMTE ET DIOSIG – FIN DU PARTENARIAT

Sur le rapport de Mme Stéphanie GRAUWIN, Conseillère municipale

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.1115-1 et suivants ;
Vu le procès-verbal de l'Assemblée générale de l'Association « Amitiés Fontenay-Roumanie » du 5 décembre 2022 ;

Considérant que dans le cadre de la coopération décentralisée, la Ville de Fontenay-le-Comte a engagé des partenariats de jumelage avec cinq pays ;

Considérant qu'un protocole d'amitié a été signé en 1997 à Diosig et en 1998 à Fontenay-le-Comte entre les Maires des deux villes ;

Considérant qu'une association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901 a été créée sous la dénomination « association de jumelage Fontenay le Comte – Diosig » à Fontenay-le-Comte dont le but est de promouvoir et de réaliser le parrainage entre les villes, par des échanges culturels, touristiques, sportifs, économiques, humanitaires et sociaux ;

Considérant que les municipalités et les associations de jumelage des deux villes ont réalisé un travail fructueux. De la conjugaison de cette volonté commune, des liens d'amitiés se sont tissés au gré des nombreuses rencontres tant à Diosig qu'à Fontenay-le-Comte ;

Considérant que des courriers d'invitations et de propositions de projet avec la Ville de Diosig sont restés sans réponse depuis 2017, **et qu'**à ce jour les échanges avec la Ville de Diosig sont rompus ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

32 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **CONSTATE** de la disparition des liens de jumelage avec la Ville de DIOSIG en l'absence de réponse du partenaire ;
- **DÉCIDE** de mettre un terme au protocole d'amitié qui a été signé en 1997 à Diosig et en 1998 à Fontenay-le-Comte ;
- **CHARGE** Monsieur le Maire à notifier cette décision au Maire de la Ville de Diosig et à la Présidente de l'Association « association de jumelage Fontenay le Comte – Diosig » afin d'entreprendre la dissolution de l'association.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	29
Procurations	3
Absents	1

Objet :

2023-02-32 Exercice 2023 -
Admissions en non-valeur

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

2023-02-32 EXERCICE 2023 – ADMISSIONS EN NON-VALEUR

Sur le rapport de Mme Patricia DROUIN, Adjointe au Maire

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article L. 5211-10 ;

Vu l'état des non valeurs n°5902180032 arrêté à la date du 28 octobre 2022, présenté par M. le Trésorier pour un montant de 292,83 euros ;

Vu les crédits inscrits au Budget 2023 ;

Considérant que M. le Trésorier municipal n'a pu effectuer le recouvrement à l'issue des procédures d'usage qui se sont révélées infructueuses notamment en raison de :

- Montant inférieur au seuil de poursuite,
- Combinaison infructueuse d'actes ;

Considérant qu'il convient, pour régulariser la comptabilité communale, de les admettre en non-valeur ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

- 32 Voix Pour
- 0 Voix Contre
- 0 Abstention

- **ADMET** en non-valeur la liste n° 5902180032, dont la demande est annexée à la présente :
BUDGET PRINCIPAL :
Créances irrécouvrables diverses – suivant détail en annexe 292,83 €.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON

DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE PRODUITS IRRÉCOUVRABLES

Collectivité : 15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Numéro de la liste 5902180032

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncées.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

A FONTENAY LE COMTE, le 28 oct. 2022
Le Comptable Public
Eric VIGUIER

DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

Compte	Montants présentés	Montants admis
6541	292,83 €	
6542	0,00 €	
Total	292,83 €	

A Fontenay le comte Le 26/10/2022
(Date, cachet et signature de l'ordonnateur)

TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	29
Procurations	3
Absents	1

Objet :

2023-02-33 Exercice 2023 -
Créances éteintes

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

2023-02-33 EXERCICE 2023 – CRÉANCES ÉTEINTES

Sur le rapport de Mme Patricia DROUIN, Adjointe au Maire

Vu les bordereaux de situation transmis le 13 janvier 2023 par le Trésorier municipal informant la Ville d'une décision d'effacement de dettes prises par la commission de surendettement de la Banque de France, en substitution du Tribunal d'Instance comme la loi le permet depuis le 1^{er} janvier 2018 ;

Considérant que les décisions présentées entraînent l'effacement de toutes les dettes des personnes physiques ou privées concernées à la date du jugement,

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

- 32 Voix Pour
- 0 Voix Contre
- 0 Abstention

- **ADMET** en créances éteintes la somme suivante :

BUDGET PRINCIPAL :

Créances éteintes 721,42 € ;

- **DIT QUE** cette somme sera mandatée au compte 6542.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	29
Procurations	3
Absents	1

Objet :

2023-02-34 Instruction
budgétaire et comptable M57 -
Fongibilité des crédits

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de
Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel a donné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

2023-02-34 INSTRUCTION BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE M57 – FONGIBILITÉ DES CRÉDITS

Sur le rapport de Mme Patricia DROUIN, Adjointe au Maire.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5217-10-6 ;

Considérant que la collectivité applique l'instruction M57 depuis le 1^{er} janvier 2023 ; Que cette dernière permet de disposer de plus de souplesse budgétaire que l'instruction M14 puisqu'elle autorise le conseil municipal à déléguer au maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre dans les limites suivantes :

- Les dépenses de personnel en sont exclues,
- Les mouvements ne doivent pas dépasser 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

26 Voix Pour

0 Voix Contre

6 Abstentions Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick et M. BERTHOD François-Xavier

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant délégué à signer tout document permettant l'application de la présente délibération.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire,


Ludovic HOCBON

CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

(s'est absenté au cours du point n° 2023-02-25, est revenu avant le vote du point n°2023-02-26)

A 18 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 15 mars 2023.

Nombre des membres du Conseil municipal

Légal	33
En exercice	33
Présents	29
Procurations	3
Absents	1

Objet :

2023-02-35 Exercice 2023 -
Budget principal - Décision
modificative n°1 - Approbation

DÉCISION EXÉCUTOIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (<https://www.telerecours.fr>)

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 29/03/2023
Notifiée à l'intéressé le

Présents

M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n°2023-02-20, est revenu avant le vote du point n°2023-02-21), Mme ROUHAUD Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-13, est revenue avant le vote du point n° 2023-02-16 et a quitté la séance après le vote du point n°2023-02-35), M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne (arrivée au cours du point n°2023-02-05), M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie, M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.

M. PÉTORIN Jean-Pierre, Mme MÉMETEAU Arielle, Mme GRAUWIN Stéphanie, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane, M. FOULONNEAU Matthieu, Mme TRUDEAU Christelle (s'est absentée au cours du point n° 2023-02-12, est revenue avant le vote du point n°2023-02-13), Mme DABIN Sophie, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme GUIGNARD Anne-Lise, M. PLAUT Pascal, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (arrivé au cours du point n° 2023-02-02), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (s'est absenté au cours du point n°2023-02-16, est revenu avant le vote du point n° 2023-02-17), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme LÉGERON Ghislaine a donné pouvoir à M. HOCBON Ludovic, M. BIRÉ Michel adonné pouvoir à M. VERGNAUD Benjamin et Mme LAUVRIÈRE Claire a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle.

Absents

Mme SÉGUY Geneviève.

Secrétaire

M. PLAUT Pascal.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

**2023-02-35 EXERCICE 2023 – BUDGET PRINCIPAL - DÉCISION MODIFICATIVE
N°1 – APPROBATION**

Sur le rapport de Mme Patricia DROUIN, Adjointe au Maire

Considérant que l'annulation de recettes ayant été titrées lors d'exercices précédents ne peut se faire par annulation de titre mais seulement par émission de mandat, sur le compte 673 au chapitre 67 « Charges spécifiques ». L'absence de crédits à ce chapitre implique que les réclamations justifiées ne peuvent être régularisées.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

- 32 Voix Pour
- 0 Voix Contre
- 0 Abstention

- **VOTE** par chapitre la délibération modificative n°1 du budget principal 2023, équilibré en recettes et en dépenses, arrêté aux sommes suivantes :

Section d'investissement..... 0,00 €

Section de fonctionnement..... 10 000,00 €.

Le secrétaire de séance,


Pascal PLAUT



Le Maire


Ludovic HOCBON

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : VILLE DE FONTENAY LE COMTE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21850092400012

POSTE COMPTABLE : FONTENAY-LE-COMTE

M. 57

Décision modificative 1 (3)

Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	9
B1 - Présentation des AP votées	10
B2 - Présentation des AE votées	11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement	12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	15
D1 - Balance générale - Dépenses	17
D2 - Balance générale - Recettes	19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	28
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	29
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	35
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	42
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	45
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	48
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	53

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	Sans Objet
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	Sans Objet


D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures**A - Arrêté et signatures**

56

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

 Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)



I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	14243

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	14418543.00

Informations financières – ratios		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1173.00
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1325.00
3	Dépenses d'équipement brut / population	628.00
4	Encours de dette / population (2) (3)	907.00
5	DGF / population	188.00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	58.75
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	94.73
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	49.63
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	68.41
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1^{er} janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :
65748

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.



I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1 0,00
Investissement	0,00	0,00	(3) 0,00	A2 0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4) 0,00	A3 0,00

	RESTES A REALISER N-1		
	Dépenses	Recettes	Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II 0,00	III + IV 0,00	B1 0,00
Investissement	I 0,00	III 0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3 0,00

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
TOTAL	A1 + B1	0,00
Investissement	A2 + B2	0,00
Fonctionnement	A3 + B3	0,00

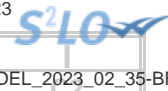
(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.



I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

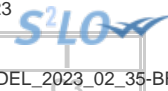
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	0,00	0,00
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
Total de la section d'investissement (2)		0,00	0,00
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	0,00	0,00
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
Total de la section de fonctionnement (3)		0,00	0,00
TOTAL DU BUDGET (4)		0,00	0,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AP VOTEES

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			
« AP de dépenses imprévues » (2)		020	0,00
TOTAL GENERAL			0.00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.



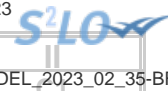
II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AE VOTEES

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00
« AE de dépenses imprévues » (2)		022	0,00
TOTAL GENERAL			0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	137 245,50	0,00	0,00	0,00	137 245,50
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	541 000,00	0,00	0,00	0,00	541 000,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	2 484 513,52	0,00	0,00	0,00	2 484 513,52
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	7 235 177,67	0,00	0,00	0,00	7 235 177,67
Total des dépenses d'équipement		10 397 936,69	0,00	0,00	0,00	10 397 936,69
10	Dotations, fonds divers et réserves	340 000,00	0,00	0,00	0,00	340 000,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 085 000,00	0,00	0,00	0,00	1 085 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		1 425 000,00	0,00	0,00	0,00	1 425 000,00
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		11 822 936,69	0,00	0,00	0,00	11 822 936,69

040	Opérations ordre transf. entre sections (8)	12 000,00		0,00	0,00	12 000,00
041	Opérations patrimoniales (8)	100 000,00		0,00	0,00	100 000,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		112 000,00		0,00	0,00	112 000,00

TOTAL	11 934 936,69	0,00	0,00	0,00	11 934 936,69
--------------	----------------------	-------------	-------------	-------------	----------------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	11 934 936,69
-----------------------------------------------------	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT

C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	2 881 376,13	0,00	0,00	0,00	2 881 376,13
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	4 577 000,00	0,00	0,00	0,00	4 577 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		7 458 376,13	0,00	0,00	0,00	7 458 376,13
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	715 000,00	0,00	0,00	0,00	715 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA, régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 362 000,00	0,00	0,00	0,00	1 362 000,00
Total des recettes financières		2 082 000,00	0,00	0,00	0,00	2 082 000,00
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		9 540 376,13	0,00	0,00	0,00	9 540 376,13

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	832 000,00		0,00	0,00	832 000,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	1 180 000,00		0,00	0,00	1 180 000,00
041	Opérations patrimoniales (10)	100 000,00		0,00	0,00	100 000,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		2 112 000,00		0,00	0,00	2 112 000,00

TOTAL	11 652 376,13	0,00	0,00	0,00	11 652 376,13
--------------	----------------------	-------------	-------------	-------------	----------------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	11 652 376,13
-----------------------------------------------------	----------------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	2 000 000,00
----------------------------------------------------------------------------------	---------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.



(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	5 028 122,54	0,00	0,00	0,00	5 028 122,54
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	9 128 000,00	0,00	0,00	0,00	9 128 000,00
014	Atténuations de produits	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	1 225 040,00	0,00	0,00	0,00	1 225 040,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		15 411 162,54	0,00	0,00	0,00	15 411 162,54
66	Charges financières	265 000,00	0,00	-10 000,00	-10 000,00	255 000,00
67	Charges spécifiques (4)	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	20 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	10 000,00		0,00	0,00	10 000,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		15 696 162,54	0,00	0,00	0,00	15 696 162,54

023	Virement à la section d'investissement (5)	832 000,00		0,00	0,00	832 000,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	1 180 000,00		0,00	0,00	1 180 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		2 012 000,00		0,00	0,00	2 012 000,00

TOTAL	17 708 162,54	0,00	0,00	0,00	17 708 162,54
--------------	----------------------	-------------	-------------	-------------	----------------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
-------------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	17 708 162,54
------------------------------------------------------	----------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

II

C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 044 000,00	0,00	0,00	0,00	1 044 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 774 000,00	0,00	0,00	0,00	2 774 000,00
731	Fiscalité locale	9 809 000,00	0,00	0,00	0,00	9 809 000,00
74	Dotations et participations (4)	3 580 000,00	0,00	0,00	0,00	3 580 000,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	336 000,00	0,00	0,00	0,00	336 000,00
Total des recettes de gestion courante		17 548 000,00	0,00	0,00	0,00	17 548 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		17 548 000,00	0,00	0,00	0,00	17 548 000,00

042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	12 000,00		0,00	0,00	12 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		12 000,00		0,00	0,00	12 000,00

TOTAL	17 560 000,00	0,00	0,00	0,00	17 560 000,00
--------------	----------------------	-------------	-------------	-------------	----------------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
-------------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	17 560 000,00
------------------------------------------------------	----------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	2 000 000,00	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.
-------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

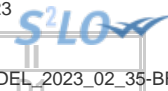
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) $DF\ 023 = RI\ 021$; $DI\ 040 = RF\ 042$; $RI\ 040 = DF\ 042$; $DF\ 043 = RF\ 043$.

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération $DF\ 023 + DF\ 042 - RF\ 042$ ou solde de l'opération $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$.

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET****BALANCE GENERALE – DEPENSES****DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)**

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total		0,00	0,00	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
-----------------------------------------------------	-------------

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	-10 000,00	0,00	-10 000,00
67	Charges spécifiques (9)	10 000,00	0,00	10 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	0,00	0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		0,00	0,00	0,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
-------------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00
------------------------------------------------------	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autorité financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – RECETTES

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		0,00	0,00	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
-----------------------------------------------------	------

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	0,00
--------------------------------	------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
----------------------------------------------	------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		0,00	0,00	0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------	------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00
-----------------------------------------------	------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		11 934 936,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	38 023,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	186 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 631 263,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	451 509,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des opérations d'équipement (4)		8 091 139,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		10 397 936,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	340 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 085 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		1 425 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		11 822 936,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)	12 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (8)	100 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		112 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)

0,00

Total des dépenses d'investissement cumulées

0,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le



ID : 085-218500924-20230321-DEL_2023_02_35-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		11 652 376,13	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	2 881 376,13	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	4 577 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		7 458 376,13	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	715 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 362 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		2 082 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		9 540 376,13	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	832 000,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	1 180 000,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	100 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		2 112 000,00		0,00	0,00	0,00

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)

0,00

Affectation au compte 1068 (9)

0,00

Total des recettes d'investissement cumulées

0,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le



ID : 085-218500924-20230321-DEL_2023_02_35-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		11 934 936,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	38 023,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	28 406,40	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	6 528,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	3 089,50	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	186 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	34 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	152 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 631 263,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	19 761,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	18 344,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	11 272,65	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	13 970,26	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	55 823,05	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	236 906,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21321	Immeubles de rapport	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	187 390,47	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	250 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2141	Construct° sol autrui - Bâtiments public	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	1 302,48	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	4 608,67	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215731	Matériel roulant	360 896,49	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	48 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21831	Matériel informatique scolaire	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	66 959,90	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE FONTENAY LE COMTE - BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE - DM - 2023

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le 27/03/2023
ID : 085-218500924-20230321-DEL_2023_02_35-BF

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	Pour information TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	18 486,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	13 329,88	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	299 212,82	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	451 509,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	1 050,66	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	450 458,99	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	8 091 139,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		10 397 936,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	340 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	340 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	1 085 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 080 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	5 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		1 425 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		11 822 936,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE FONTENAY LE COMTE - BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE - DM - 2023

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le 27/03/2023
ID : 085-218500924-20230321-DEL_2023_02_35-BF

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	Pour information TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
040	Opérations ordre transf. entre sections (7)	12 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Reprise sur autofinancement antérieur	12 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
13911	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	11 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
13918	Autres subventions d'équipement transf.	1 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Charges transférées (8)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
21321	Immeubles de rapport	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	100 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2313	Constructions	50 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	50 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		112 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT****Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement**

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
1002	ANRU - PRU MOULINS LIOTS	AP22ANRU	199 465,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10022	PRU MOULINS LIOTS - EN AP/CP		33 460,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1003	COEUR DE VILLE		917 665,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1004	CTM PHASE 2		846 095,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1005	VOIRIE RESEAUX ET EFFACEMENT DE RESEAU		1 590 824,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1006	ECOLE BOURON MASSE	AP22BM	218 094,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10066	ECOLE BOURON MASSE - EN AP/CP		294 398,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1007	ENVIRONNEMENT ESPV		572 036,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1008	PATRIMOINE ET GESTION IMMOBILIERE	AP22LUSSAU	19 205,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1009	QUARTIER LUSSAUD		16 570,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1010	EGLISE NOTRE DAME	AP22ND	133 662,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1011	RUES DE LA REPUBLIQUE - BLOSSAC-DR AUDÉ	AP22REP	31 049,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1012	REHAB MUSEE - MEMORIAL	AP22MUSEE	864,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL			4 873 392,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT**

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 10022
LIBELLE : PRU MOULINS LIOTS - EN AP/CP
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22ANRU

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	33 460,07	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	19 428,48	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	19 428,48	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041583	Autres grpts-Proj infrastruct Int nation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	14 031,59	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	14 031,59	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQU****(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 10066****LIBELLE : ECOLE BOURON MASSE - EN AP/CP****AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22BM****DEPENSES**

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	294 398,97	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	294 398,97	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	294 398,97	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQU**

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1009
LIBELLE : QUARTIER LUSSAUD
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22LUSSAU

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	16 570,04	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	16 570,04	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	16 570,04	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT****(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1010****LIBELLE : EGLISE NOTRE DAME****AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22ND****DEPENSES**

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	133 662,63	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	133 662,63	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	133 662,63	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT**

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1011
LIBELLE : RUES DE LA REPUBLIQUE - BLOSSAC-DR AUDE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22REP

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	31 049,15	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	31 049,15	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	31 049,15	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQU**

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1012
LIBELLE : REHAB MUSEE - MEMORIAL
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22MUSEE

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	864,00	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	864,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	864,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT**

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1002
LIBELLE : ANRU - PRU MOULINS LIOTS
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		199 465,81	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	72 179,16	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	72 179,16	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	97 257,25	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	97 257,25	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	30 029,40	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	30 029,40	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		4 500,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	4 500,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	4 500,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT**

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1003
LIBELLE : COEUR DE VILLE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		917 665,68	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	107 996,60	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	107 996,60	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	214 286,35	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	20 208,78	0,00	0,00	0,00
21321	Immeubles de rapport	2 072,87	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	969,65	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	165,36	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	190 869,69	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	595 382,73	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	570 512,73	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	24 870,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		32 785,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	32 785,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	32 785,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT**

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1004
LIBELLE : CTM PHASE 2
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		846 095,99	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	49 395,66	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	1 387,48	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	48 008,18	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	796 700,33	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	796 700,33	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT**

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1005
LIBELLE : VOIRIE RESEAUX ET EFFACEMENT DE RESEAU
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		1 590 824,32	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	23 142,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	23 142,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	19 474,60	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	16 127,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	3 347,60	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 548 207,72	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	1 548 207,72	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		237 156,63	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	237 156,63	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	237 156,63	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT**

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1006
LIBELLE : ECOLE BOURON MASSE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		218 094,01	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	218 094,01	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	218 094,01	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)			0,00		
--------------------------------------	--	--	-------------	--	--

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

Publié le

ID : 085-218500924-20230321-DEL_2023_02_35-BF

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1007
LIBELLE : ENVIRONNEMENT ESPV
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		572 036,15	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	139 553,13	0,00	0,00	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	12 494,50	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	69 308,69	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	14 707,20	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	954,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	42 088,74	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	432 483,02	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	364 360,49	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	48 956,40	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	19 166,13	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		7 059,90	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	7 059,90	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	7 059,90	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)

0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT**

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1008
LIBELLE : PATRIMOINE ET GESTION IMMOBILIERE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		19 205,39	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	13 691,39	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	5 963,44	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst., matériel, outill. techniques	7 727,95	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	5 514,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	5 514,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		11 652 376,13	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	2 881 376,13	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	6 079,50	0,00	0,00	0,00	0,00
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	1 151 927,12	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	217 626,01	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	424 913,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	183 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	319 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13361	Dotation équip.territoires ruraux transf	99 828,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13362	Dotation de soutien à l'invest local	33 276,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13461	Dot. équip.territoires ruraux non transf	249 986,50	0,00	0,00	0,00	0,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	145 740,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	4 577 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	4 577 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		7 458 376,13	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	715 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	515 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 362 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		2 082 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote	Publié le	Reçu en préfecture le
			I		II	III = I + II	
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Total des recettes réelles		9 540 376,13	0,00	0,00	0,00	0,00	
021	Virement de la section de fonctionnement	832 000,00		0,00	0,00	0,00	
040	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	1 180 000,00		0,00	0,00	0,00	
2802	Frais liés à la réalisation de document	10 139,00		0,00	0,00	0,00	
28031	Frais d'études	18 180,00		0,00	0,00	0,00	
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	1 346,00		0,00	0,00	0,00	
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	70 831,00		0,00	0,00	0,00	
28041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	9 108,00		0,00	0,00	0,00	
28041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	229,00		0,00	0,00	0,00	
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	221 000,00		0,00	0,00	0,00	
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	18 180,00		0,00	0,00	0,00	
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	606,00		0,00	0,00	0,00	
280422	Privé - Bâtiments et installations	41 000,00		0,00	0,00	0,00	
2804412	Sub nat org pub - Bât. et installations	158,00		0,00	0,00	0,00	
2804413	Sub nat org pub-Proj infrastruct int nat	1 215,00		0,00	0,00	0,00	
2805	Licences, logiciels, droits similaires	28 281,00		0,00	0,00	0,00	
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	1 075,00		0,00	0,00	0,00	
28128	Autres aménagements de terrains	101 030,00		0,00	0,00	0,00	
281321	Immeubles de rapport	13 811,00		0,00	0,00	0,00	
281351	Bâtiments publics	33 677,00		0,00	0,00	0,00	
28138	Autres constructions	41 114,00		0,00	0,00	0,00	
281533	Réseaux câblés	10 844,00		0,00	0,00	0,00	
281538	Autres réseaux	91 216,00		0,00	0,00	0,00	
281568	Autre matériel, outillage incendie	24 202,00		0,00	0,00	0,00	
2815731	Matériel roulant	874,00		0,00	0,00	0,00	
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	77 770,00		0,00	0,00	0,00	
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	80 840,00		0,00	0,00	0,00	
281828	Autres matériels de transport	81 141,00		0,00	0,00	0,00	
281838	Autre matériel informatique	129,00		0,00	0,00	0,00	
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	202 004,00		0,00	0,00	0,00	
041	Opérations patrimoniales (10)	100 000,00		0,00	0,00	0,00	
2031	Frais d'études	50 000,00		0,00	0,00	0,00	
238	Avances commandes immo corporelles	50 000,00		0,00	0,00	0,00	
Total des recettes d'ordre		2 112 000,00		0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le



ID : 085-218500924-20230321-DEL_2023_02_35-BF

III – VOTE DU BUDGET**SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE**

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		17 708 162,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général (4)	5 028 122,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	9 128 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	30 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	1 225 040,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		15 411 162,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	265 000,00	0,00		-10 000,00	-10 000,00		-10 000,00	-10 000,00
67	Charges spécifiques (4)	10 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	10 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses réelles		15 696 162,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	832 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5)	1 180 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		2 012 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)**0,00****Total des dépenses de fonctionnement cumulées****0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le



ID : 085-218500924-20230321-DEL_2023_02_35-BF

III – VOTE DU BUDGET**SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES****III****B**

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Total (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		17 560 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (3)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 044 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 774 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	9 809 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	3 580 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	336 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		17 548 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		17 548 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	12 000,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		12 000,00		0,00	0,00	0,00

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)**0,00****Total des recettes de fonctionnement cumulées****0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		17 708 162,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général (5)	5 028 122,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6042	Achats de prestations de services	137 335,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	60 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	1 380 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	525 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	6 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	412 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	4 897,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	182 350,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	172 799,50	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	62 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	26 297,87	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	22 751,40	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	29 950,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	41 650,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	19 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	85 398,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	23 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	7 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	125 586,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	9 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	76 660,76	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	123 634,89	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	47 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	95 118,08	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	166 453,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	125 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	7 622,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE FONTENAY LE COMTE - BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE - DM - 2023

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le Pour ID : 085-218500924-20230321-DEL_2023_02_35-BF

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Crédits gérés hors AE	Vote) III = I + II
6184	Versements à des organismes de formation	59 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	7 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	62 746,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	7 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	50 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	15 046,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	117 447,64	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	72 704,60	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	2 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	13 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	35 436,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	79 771,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	4 867,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	19 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	31 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	38 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	1 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	210 100,80	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	73 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	1 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	9 128 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	28 050,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	25 594,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	123 827,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	4 440 898,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	88 545,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	1 048 997,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	790 379,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	8 387,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

VILLE DE FONTENAY LE COMTE - BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE - DM - 2023

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

Pour

SLO

ID : 085-218500924-20230321-DEL_2023_02_35-BF

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Crédits gérés hors AE	Vote) III = I + II
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	923 786,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 451 615,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	31 715,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	94 864,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	17 301,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	5 042,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	40 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	9 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	30 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7391111	Dégrèv. TFPNB / jeunes agriculteurs	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7391112	Dégrèv. taxe habit. / logements vacants	16 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	4 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	1 225 040,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65134	Aides	1 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	214 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	10 750,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	17 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	19 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	5 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	8 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	56 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	131 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	86 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	587 040,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d'utilisat° - informatique nuage	57 725,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	16 125,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

VILLE DE FONTENAY LE COMTE - BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE - DM - 2023

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

Pour

ID : 085-218500924-20230321-DEL_2023_02_35-BF

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Crédits gérés hors AE	Vote) III = I + II
			I			II			
Total des dépenses de gestion des services		15 411 162,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	265 000,00	0,00		-10 000,00	-10 000,00		-10 000,00	-10 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	274 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-9 000,00	0,00		-10 000,00	-10 000,00		-10 000,00	-10 000,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	10 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	10 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	10 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	10 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses réelles		15 696 162,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	832 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	1 180 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6811	Dot. amort. immos incorporelles	1 180 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		2 012 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	74 495,63
Montant des ICNE de l'exercice N-1	93 495,63
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-19 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040*) (*DF 043 = RF 043*).

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le



ID : 085-218500924-20230321-DEL_2023_02_35-BF

III – VOTE DU BUDGET**SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE**

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		17 560 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (4)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 044 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	15 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70328	Autres droits stationnement et location	115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	54 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	82 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	532 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	9 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP de rattach.	121 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	57 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	28 450,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 774 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	2 614 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	160 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	9 809 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73111	Impôts directs locaux	8 840 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	310 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73154	Droits de place	84 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	3 580 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74111	Dotation forfaitaire des communes	1 444 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741121	DSR des communes	432 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741123	DSU des communes	440 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741127	DNP des communes	170 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

Total

ID : 085-218500924-20230321-DEL_2023_02_35-BF

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Voie Publiée	Assemblée	Total
			I		II	III = I + II	
744	FCTVA	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	189 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	5 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	290 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	572 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	17 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74888	Autres	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	336 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	311 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		17 548 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		17 548 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)	12 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00
722	Immobilisations corporelles	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
777	Rec... subv inv transférées cpte résultat	12 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		12 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*) (*RF 043 = DF 043*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le



ID : 085-218500924-20230321-DEL_2023_02_35-BF

**V – ARRETE ET SIGNATURES****ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

V

A

Nombre de membres en exercice : 0 33

Nombre de membres présents : 0 29

Nombre de suffrages exprimés : 0 32

VOTES :

Pour : 0 32

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation : le 15 mars 2023

Présenté par (1),

A, le

le Conseil municipal

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A, le Fontenay-le-Comte, le 21 mars 2023

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A, le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

A Fontenay-le-Comte
le 24 mars 2023

Le Maire,

Ludovic HOCBON